



Canadian
Heritage

Patrimoine canadien

62B

8128-3-96

VOL 3

UNC

INTERGOVERNMENTAL COOPERATION -
BRITISH COLUMBIA
SCHOOL GOVERNANCE; GENERAL

COOPÉRATION INTERGOUVERNEMENTALE -
COLOMBIE-BRITANNIQUE
GESTION SCOLAIRE; GÉNÉRALITÉS

SCHOOL GOVERNANCE

GESTION SCOLAIRE



7540-CH-502-0870

[illegible]

GC 39.1 (91/10)

7540-21-904-5775

62B 8128-3-96
VOL 3

002171



Government
of Canada

Gouvernement
du Canada

Document disclosed under the Access to Information Act
Document divulgué en vertu de la Loi sur l'accès à l'information



CLOSED VOLUME VOLUME COMPLET

DATED FROM
À COMPTER DU

96-09-25

TO
JUSQU'AU

96-12-23

AFFIX TO TOP OF FILE - À METTRE SUR LE DOSSIER

DO NOT ADD ANY MORE PAPERS - NE PAS AJOUTER DE DOCUMENTS

FOR SUBSEQUENT CORRESPONDENCE SEE - POUR CORRESPONDANCE ULTÉRIEURE VOIR

FILE NO. - DOSSIER N°

62B

8128-3-96

VOLUME

4

002172

Cabinet de la vice-première
ministre et de la ministre
du Patrimoine canadien



Office of the Deputy
Prime Minister and of the
Minister of Canadian Heritage

Ottawa, Canada K1A 0M5

DEC 23 1996

Monsieur Daniel Le Scieller
Président
Association des parents francophones
de la Colombie-Britannique
1555, 7^e Avenue ouest, bureau 223
Vancouver (Colombie-Britannique)
V6J 1S1

Monsieur,

Au nom de l'honorable Sheila Copps, vice-première ministre et ministre du Patrimoine canadien, je vous remercie de la lettre que votre prédécesseur lui a adressée, le 18 novembre dernier, concernant la situation financière difficile dans laquelle se trouve l'Association des parents francophones de la Colombie-Britannique, à la suite des démarches qu'elle a entreprises pour faire reconnaître ses droits en vertu de l'article 23 de la *Charte canadienne des droits et libertés*.

Lors de la signature de l'entente Canada-communauté en mars dernier, vous vous rappellerez qu'en plus du montant de 6 046 000 \$, le versement d'une somme additionnelle de 1,5 million de dollars, en marge de l'entente, a été approuvé afin de permettre à la communauté franco-colombienne d'entreprendre des activités ponctuelles de développement, jugées prioritaires d'ici mars 1999. L'annexe A de cette entente présente les grandes lignes d'action à prendre en considération pour l'atteinte des objectifs donnés; il y figure notamment l'éducation, comme domaine d'activité privilégié, et, plus particulièrement, la mise en oeuvre de la gestion scolaire pour les niveaux primaire et secondaire.

On nous informe que vous avez accepté de travailler avec le codemandeur dans votre cause juridique, soit la Fédération des francophones de la Colombie-Britannique, afin d'établir un plan d'action pour réduire votre dette, et la ministre vous en félicite. Au terme de cet exercice, elle vous encourage à poursuivre vos discussions avec M. Bob Robertson et M^{me} Diane Côté, coprésidents du comité conjoint en Colombie-Britannique, dans le but d'étudier la possibilité de soumettre un projet spécial au comité conjoint de l'entente, dans le cadre des fonds additionnels qui vous ont été accordés pour la réalisation d'initiatives prioritaires.

Compte tenu des circonstances particulières qui ont entouré votre cause juridique avec la province de la Colombie-Britannique, M^{me} Copps vous invite également à poursuivre vos démarches auprès du Programme de contestation judiciaire. Le ministère est sensible à la situation difficile dans laquelle vous vous trouvez et a bon espoir qu'une solution pourra être trouvée pour vous soutenir à cet égard.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Danielle May,
adjointe exécutive

c.c. Madame Diane Côté

Canada

Cabinet de la vice-première
ministre et de la ministre
du Patrimoine canadien



Office of the Deputy
Prime Minister and of the
Minister of Canadian Heritage

Madame Diane Côté
Présidente

Ottawa, Canada K1A 0M5

DEC 23 1996

La Fédération des francophones de la Colombie-Britannique
1575, 7^e Avenue ouest
Vancouver (Colombie-Britannique)
V6J 1S1

Madame,


Au nom de l'honorable Sheila Copps, vice-première ministre et ministre du Patrimoine canadien, je vous remercie de votre lettre du 25 novembre dernier, concernant la situation financière difficile dans laquelle se trouve l'Association des parents francophones de la Colombie-Britannique, à la suite des démarches qu'elle a entreprises pour faire reconnaître ses droits en vertu de l'article 23 de la *Charte canadienne des droits et libertés*.

Lors de la signature de l'entente Canada-communauté en mars dernier, vous vous rappellerez qu'en plus du montant de 6 046 000 \$, le versement d'une somme additionnelle de 1,5 million de dollars, en marge de l'entente, a été approuvé afin de permettre à la communauté franco-colombienne d'entreprendre des activités ponctuelles de développement, jugées prioritaires d'ici mars 1999. L'annexe A de cette entente présente les grandes lignes d'action à prendre en considération pour l'atteinte des objectifs que nous nous sommes donnés; il y figure notamment l'éducation, comme domaine d'activité privilégié, et, plus particulièrement, la mise en oeuvre de la gestion scolaire pour les niveaux primaire et secondaire.

On nous informe que vous avez accepté de travailler avec l'Association des parents afin d'établir un plan d'action pour réduire la dette encourue, et la ministre vous en félicite. Au terme de cet exercice, elle vous encourage à appuyer l'Association des parents, qui voudra sans doute soumettre un projet modifié au comité conjoint de l'entente, dans le cadre des fonds additionnels qui vous ont été accordés pour la réalisation d'initiatives prioritaires.

Compte tenu des circonstances particulières qui ont entouré cette cause juridique avec la province de la Colombie-Britannique, M^{me} Copps invite également l'Association des parents francophones de la Colombie-Britannique à poursuivre ses démarches auprès du Programme de contestation judiciaire. Le ministère est sensible à la situation difficile dans laquelle se trouve l'Association des parents et a bon espoir qu'une solution pourra être trouvée pour la soutenir à cet égard.

Veuillez agréer, Madame, l'expression de mes sentiments les meilleurs.


pour Danielle May,
adjointe exécutive

c.c. Monsieur Daniel Le Scieller

Canada

- ° Re[]rcie M^{me} Galibois-Barss pour sa lettre du 18 novembre.
- ° Comprend bien la situation difficile dans laquelle se trouve l'Association des parents de la Colombie-Britannique.
- ° Lors de la signature de l'entente Canada-communauté en mars dernier, vous vous rappellerez qu'en plus du montant de 6 046 000 \$, j'ai approuvé un montant additionnel de 1,5 M\$, en marge de l'entente, afin de permettre à la communauté franco-colombienne d'entreprendre des activités ponctuelles de développement, jugées prioritaires d'ici mars 1999.
- ° L'annexe A de cette entente présente les grandes lignes d'action à considérer dans le développement et l'épanouissement de la collectivité francophone de la Colombie-Britannique; on y retrouve le domaine de l'éducation et en particulier l'établissement de la gestion scolaire des niveaux primaire et secondaire comme domaine d'activité privilégié.
- ° I understand that you have agreed to work together with the co-signataire to the recent court case, la Fédération des francophones de la Colombie-Britannique, to develop an action plan to reduce the debt. I applaud this initiative and once you have a joint plan developed, je vous encourage à poursuivre les discussions en cours avec M. Bob Robertson et Mme Diane Côté, co-présidents du comité conjoint en Colombie-Britannique afin d'explorer la possibilité de présenter un projet spécial au comité conjoint de l'entente dans le cadre des fonds additionnels de 1,5 M\$ accordés en marge de l'entente pour des activités prioritaires de la communauté.
- ° Il serait peut-être opportun de poursuivre également vos démarches auprès du Programme de contestation judiciaire afin de solliciter une aide supplémentaire pour tenir compte des circonstances particulières qui ont entouré vos démarches juridiques avec la province de la Colombie-Britannique.
- ° Ai bon espoir qu'une solution pourra être trouvée pour aider l'Association des parents dans ce dossier.

AVIS AU MINISTRE/RECOMMANDATION

CANADIAN HERITAGE/PATRIMOINE CANADIEN
MEDIA LINE/ÉNONCÉ MÉDIA

Sector/Secteur	Langues officielles
Issue/ Sujet	Demande d'aide financière suite à l'action juridique intentée au gouvernement de la Colombie-Britannique au sujet de la gestion scolaire
In response to/ En réponse à	Demande d'un journaliste de «L'accent francophone» à la SRC
Date:	Le 11 décembre 1996

APPROVALS/APPROBATIONS

**Director General, Program/
Directeur général du secteur**

**Director General, Communications/
Directeur général des communications**

**Assistant Deputy Minister/
Sous-ministre adjoint
or/ou**

**Regional Executive Director/
Directeur exécutif régional**

**Privy Council Office/
Conseil privé**

**Deputy Minister (if required)/
Sous-ministre (si requis)**

**Minister's Office
Cabinet du Ministre**

CONTACTS/PERSONNES-RESSOURCES

Program/Programme: Hilaire Lemoine

Communications: Ghyslaine Frappier, 994-1917

**Spokesperson/
Porte-parole** Robert Bousquet, 994-4239

BACKGROUND/HISTORIQUE

L'Association des parents francophones de la Colombie-Britannique (APFCB) et la Fédération des francophones de la Colombie-Britannique (FFCB) ont intenté une action juridique contre le gouvernement provincial pour faire reconnaître les droits conférés par l'article 23 de la Charte canadienne des droits et libertés.

L'APFCB et la FFCB ont pu bénéficier de l'appui du Programme de contestation judiciaire (90 000\$) et de l'appui de la Commission nationale des parents francophones. Cependant, certains frais jugés non recevables par le Programme de contestation judiciaire font en sorte que l'APFCB se retrouve avec une dette accumulée de 85 000 \$, malgré leur victoire en procès sommaire devant la Cour en août dernier. Le budget de fonctionnement annuel de l'APFCB étant de l'ordre de 135 000 \$ par année (versée par le ministère du Patrimoine canadien), une telle dette met grandement en danger la survie de l'organisme.

L'APFCB demande aussi le remboursement de coûts additionnels de 6 400 \$ occasionnés par l'étude par d'autres parties d'un avis juridique défavorable accordé par l'Avocat Général, avis que ce dernier a révisé par la suite.

Le Ministère est en discussion avec les parents pour la création d'un montage financier qui pourrait provenir d'activités d'autofinancement de l'Association et d'un montant provenant de l'entente Canada-communauté de la Colombie-Britannique pour des dépenses reliées aux activités de revendication. On encourage aussi l'APFCB à poursuivre ses démarches auprès du Programme de contestation judiciaire. La FFCB, négociateur de l'entente, s'oppose à ce que l'argent de l'entente Canada-communauté serve à l'éducation, jugeant que l'éducation est de compétence provinciale et que les organismes doivent se rapporter au ministère de l'Éducation de la Colombie-Britannique.

La Société Radio-Canada a déjà interrogé des représentants de la FFCB et Marc Gignac de l'APFCB sur cette cause. Un journaliste de l'émission télévisée *L'Accent francophone* de RDI veut la réaction du Ministère.

ISSUE/ENJEU

L'APFCB est demeurée avec l'impression que Patrimoine canadien comblerait les frais juridiques excédant ce que rembourse le Programme de contestation judiciaire suite à une rencontre avec le directeur régional l'été dernier. L'Association a cumulé une dette de 85 000 \$ qui hypothèque dangereusement son existence à court terme. Elle presse le Ministère de la rembourser. La Ministre doit se rendre en janvier en Colombie-Britannique dans l'espoir de faire déboucher le dossier de la gestion scolaire avec le gouvernement provincial.

MEDIA LINES/ÉNONCÉS MÉDIA

- Nous sommes saisis de la situation à laquelle fait face l'Association des parents francophones de la Colombie-Britannique et nous sommes encore en discussion avec les organismes impliquées afin d'en venir à une solution.
- Le gouvernement fédéral a appuyé la démarche des parents francophones par le rétablissement du Programme de contestation judiciaire. D'autre part, le ministère du Patrimoine canadien contribue déjà largement au budget de fonctionnement de l'APFCB.
- Il existe dans le cadre de l'entente Canada-communauté en Colombie-Britannique une enveloppe importante pour le financement de projets jugés prioritaires par la communauté minoritaire. Cette enveloppe peut soutenir des projets de promotion des revendications dans le domaine de l'éducation. (En fait, l'éducation est la quatrième priorité évoquée dans l'Entente.) ?

Rencontre avec John ^{Paul} Fries

- P. Oue perd dossier → maintenant ~~sur~~ DM
- APFCB → Mme Loppas pourrait apporter bonnes nouvelles
- Loppas : à la maison de la Francophonie
- 17 jan. @ Faculté St-Jean

Monsieur Daniel Le Scieller
Président
Association des parents francophones
de la Colombie-Britannique
1555, 7e ave ouest, bureau 223
Vancouver, (Colombie-Britannique)
V6J 1S1

Monsieur,

Nous vous remercions de la lettre que nous a adressée votre prédécesseur le 19 novembre dernier, demandant au comité conjoint de revoir sa décision en ce qui concerne le financement du projet intitulé "Cause juridique", déposé au Secrétariat de l'entente en mai dernier.

Nous sommes heureux de constater que plusieurs démarches ont été entreprises pour financer cette dette. Lors du Conseil des présidents du mois de novembre dernier, vous avez accepté de travailler en collaboration avec le co-demandeur dans votre cause juridique, soit la Fédération des francophones de la Colombie-Britannique, afin d'établir un plan d'action pour réduire votre dette.

Nous sommes conscients que le fonds de 1.5 million de dollars, en marge de l'entente Canada-communauté existe pour permettre à la communauté francophone de la Colombie-Britannique d'entreprendre des activités ponctuelles de développement jugées prioritaires d'ici mars 1999. Dans cet esprit, nous vous encourageons à revoir votre projet à la lumière du plan d'action ci-haut mentionné et afin d'identifier les éléments qui touchent davantage à la revendication et à la négociation, ce qui pourrait être mieux reçu par le comité conjoint. Un des scénarios possibles de plan d'action, par exemple, serait de contribuer une somme égale au montant recueilli dans une campagne de levée de fonds auprès de la communauté francophone de la Colombie-Britannique.

Sur un autre plan, la possibilité de renégocier les frais juridiques à la baisse a-t-elle été explorée? Nous vous encourageons aussi à poursuivre vos démarches auprès du Programme de contestation judiciaire. Nous vous serions gré de nous tenir au courant des développements de ce dossier afin que le comité conjoint prenne une décision bien éclairée en cette matière.

Nous sommes saisis de la situation financière difficile à laquelle votre association fait face et nous comptons vous appuyer dans la mesure du possible et selon les résultats de votre plan d'action.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Bob Robertson
Directeur, District du Lower Mainland et
Co-président du comité conjoint de l'entente

Diane Côté
Co-présidente
Comité conjoint de l'entente

Président
Association des parents francophones
de la Colombie-Britannique
1555, 7e avenue ouest, bureau 223
Vancouver, (Colombie-Britannique)
V6J 1S1

Monsieur,

Nous vous remercions de la lettre que nous a adressée votre prédécesseur le 19 novembre dernier, demandant au comité conjoint de revoir sa décision en ce qui concerne le financement du projet intitulé "Cause juridique", déposé au Secrétariat de l'entente en mai dernier.

Nous sommes heureux de constater que plusieurs démarches ont été entreprises pour financer cette dette. Lors du Conseil des présidents du mois de novembre dernier, vous avez accepté de travailler en collaboration avec le co-demandeur dans votre cause juridique, soit la Fédération des francophones de la Colombie-Britannique, afin d'établir un plan d'action pour réduire votre dette.

Nous sommes conscients que les fonds de 1.5 million de dollars, en marge de l'entente Canada-communauté, existent pour permettre à la communauté francophone de la Colombie-Britannique d'entreprendre des activités ponctuelles de développement jugées prioritaires d'ici mars 1999. Dans cet esprit, nous pourrions revoir votre projet à la lumière des résultats du plan d'action ci-haut mentionné. Un des scénarios possibles, par exemple, serait de contribuer une somme égale au montant recueilli dans une campagne de levée de fonds auprès de la communauté francophone de la Colombie-Britannique. La possibilité de renégocier les frais juridiques à la baisse a-t-elle été explorée? Nous vous serions gré de nous tenir au courant des développements de ce dossier afin que le comité conjoint prenne une décision bien éclairée en cette matière.

Nous sommes saisis de la situation financière difficile à laquelle votre association fait face et nous comptons vous soutenir dans la mesure du possible et selon les résultats votre plan d'action.

Veillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Bob Robertson
Directeur, District du Lower Mainland et
Co-président du comité conjoint de l'entente

Diane Côté
Co-présidente
Comité conjoint de l'entente

vous encourageons à revoir votre projet

et afin d'identifier les éléments qui pourraient donner lieu à la renégociation et à la négociation afin que pourraient être mises en œuvre par le comité conjoint.

Nous vous encourageons aussi à poursuivre vos démarches auprès du Prog. de médiation judiciaire.

[Signature]

de

Karine
96-49481
10 déc. 1996
H. Lemoine

Mme Diane Côté

Monsieur Daniel Le Scieller
Président
Association des parents francophones
de la Colombie-Britannique
1555, 7^e Avenue ouest, bureau 223
Vancouver (Colombie-Britannique)
V6J 1S1

Monsieur,

du 25 novembre

Je vous remercie de la lettre que m'a adressée votre prédécesseur, le 18 novembre dernier, concernant la situation financière difficile dans laquelle se trouve l'Association des parents francophones de la Colombie-Britannique, à la suite des démarches qu'elle a entreprises pour faire reconnaître ses droits en vertu de l'article 23 de la *Charte canadienne des droits et libertés*.

Lors de la signature de l'entente Canada-communauté en mars dernier, vous vous rappellerez qu'en plus du montant de 6 046 000 \$, j'ai approuvé le versement d'une somme additionnelle de 1,5 million de dollars, en marge de l'entente, afin de permettre à la communauté franco-colombienne d'entreprendre des activités ponctuelles de développement, jugées prioritaires d'ici mars 1999. L'annexe A de cette entente présente les grandes lignes d'action à prendre en considération pour l'atteinte des objectifs que nous nous sommes donnés; il y figure notamment l'éducation, comme domaine d'activité privilégié, et, plus particulièrement, la mise en oeuvre de la gestion scolaire pour les niveaux primaire et secondaire.

On m'informe que vous avez accepté de travailler avec le codemandeur dans votre cause juridique, soit la Fédération des francophones de la Colombie-Britannique, afin d'établir un plan d'action pour réduire votre dette, et je vous en félicite. Au terme de cet exercice, je vous encourage à poursuivre vos discussions avec M. Bob Robertson et M^{me} Diane Côté, coprésidents du comité conjoint en Colombie-Britannique, dans le but d'étudier la possibilité de soumettre un projet spécial au comité conjoint de l'entente, dans le cadre des fonds additionnels qui vous ont été accordés pour la réalisation d'initiatives prioritaires.

l'Association des parents

*appuyer à son sujet
à soumettre
l'APFCB
qui voudra
sans doute sou-
mettre un projet
.../2
modifié au
comité conjoint...*

modifié

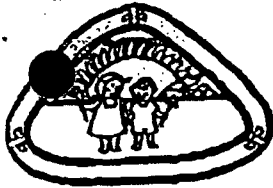
- 2 -

Compte tenu des circonstances particulières qui ont entouré ^{celle} votre cause
juridique avec la province de la Colombie-Britannique, je ~~vous~~ invite également à
poursuivre ^{ses} démarches auprès du Programme de contestation judiciaire. 11 APFCB

Enfin, je suis sensible à la situation difficile dans laquelle ^{sc} vous ~~vous~~ trouvez et
j'ai bon espoir qu'une solution pourra être trouvée pour vous soutenir à cet égard. 11 APFCB

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Sheila Copps

**ASSOCIATION DES PARENTS FRANCOPHONES
DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE**

1555, 7e avenue Ouest, Suite 223

Vancouver, (C.-B.)

V6J 1S1

Téléphone : (604) 736-5056

Télécopieur : (604) 736-1259

TÉLÉCOPIÉ

DATE :

6/12/98

À / TO :

Lise Toupin

953 9353

DE / FROM :

Marie G. Juc

PAGES :

5

COMMENTAIRES :

Tel qui entendu

B.



Canadian Heritage Patrimoine canadien

300 - 300 rue Georgia ouest
Vancouver, C. B.
V6B 6C6

Le 9 juillet 1996

Martine Galibois Barss
Présidente,
Association des parents francophones
de la Colombie-Britannique
1555, 7e Avenue ouest, bureau 223
Vancouver, C.-B.
V6J 1S1

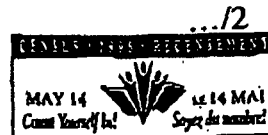
Chère Martine,

Je réponds à votre lettre du 13 juin 1996 au sujet de l'entente Canada-communauté.

Votre première préoccupation était le fait qu'à votre avis, le comité conjoint ne s'est pas suffisamment penché sur le volet de l'éducation et ne l'a pas traité de façon prioritaire. Je comprends votre point de vue et d'ailleurs, Ginette Montreuil et moi avons suggéré que l'entente pourrait peut-être financer des activités telles celles d'Éducacentre et les frais d'avocats reliés à la cause juridique. Il était évident lors de la rencontre du comité conjoint que vous et vos collègues représentant la communauté, vous étiez rencontrés la veille pour discuter de ce sujet.

Le résultat des délibérations du comité conjoint a été que d'autres sources de revenus devaient être sollicitées, par exemple le programme d'appui aux langues officielles dans l'enseignement et d'autres programmes des ministères fédéraux et provinciaux. Le point de vue des représentants de la communauté était que, en principe, les projets en éducation ne pourraient être considérés par l'entente que lorsque toutes les autres options auront été explorées. Tous les membres du comité conjoint ont été d'accord avec ce principe. Par la suite, des discussions avec nos collègues du gouvernement provincial ont été amorcées quant à Éducacentre; nous vous avons rencontré et avons discuté avec Hilaire Lemoine et ses collègues la possibilité de financer les coûts de la cause juridique et nous encourageons et appuyons nos collègues des ministères fédéraux à qui des demandes de projets en éducation et en formation ont été adressées.

Canada



- 2 -

En ce qui concerne l'élection d'une nouvelle représentante du volet de l'éducation au sein du comité de consultation provinciale, vous comprendrez que nous acceptons le résultat du processus démocratique de cette élection qui représente la volonté de la communauté.

Je vous remercie de nous avoir fait part de vos préoccupations. Votre appui et votre engagement dans le domaine de l'éducation au sein de la communauté francophone de la Colombie-Britannique sont certainement bien connus et très appréciés.

Soyez assurée que nous allons continuer d'appuyer vos efforts ainsi que ceux de vos collègues en éducation en travaillant de très près avec la communauté et nos collègues des gouvernements fédéral et provincial.

Veuillez agréer, chère Martine, l'expression de mes sentiments les meilleurs.



Bob Robertson
Co-président, Comité conjoint de l'entente Canada-Communauté

NL/BR/jm

c.c.: Diane Côté
Co-présidente, Comité conjoint de l'entente Canada-Communauté

Ginette Montreuil
Gestionnaire, Programme d'appui aux langues officielles



La Fédération des francophones de la Colombie-Britannique

Vancouver, le 27 juin 1996

Madame Martine Galibois Barss, présidente
Association des parents francophones de la Colombie-Britannique
1555, 7^e Avenue Ouest, bureau 223
Vancouver (C.-B.) V6J 1S1

COMITÉ D'HONNEUR
DU CINQUANTIÈME
DE LA FFCB.

PRÉSIDENTE D'HONNEUR

M^{me} Marie Woolridge
Membre de l'Ordre du Canada
Présidente du Conseil culturel
et artistique de la C.-B.
Ancienne présidente et
vice-présidente de la FFCB.

PATRONS D'HONNEUR

D^r Gérald Moreau
Membre de l'Ordre du Canada
Directeur du conseil
d'administration
de l'Association historique
francophone de Victoria

M. Jean Lambert
Président du Club de
Pensionnés de Maillardville
Fondateur du mouvement
Scout francophone en C.-B.

M^{me} Pauline Sincennes
Directrice régionale des services
français en Colombie-Britannique
Société Radio-Canada

M. Jean-Louis Hérivault
Représentant du Québec en
Colombie-Britannique
Secrétaire aux affaires
intergouvernementales
canadiennes

1575, 7^e Avenue Ouest
Vancouver, C.-B. V6J 1S1
Tel: (604) 732-1420
Télécopieur: (604) 732-3236

Madame,

La présente fait suite à votre lettre du 13 juin 1996 concernant le comité conjoint de l'entente Canada-communauté qui a récemment complété ses travaux pour le choix des projets de développement pour l'année 1996-1997 et dans lequel vous avez participé activement.

Je dois tout d'abord vous signifier mon désaccord quant au geste que vous venez de poser. Non pas que vous n'ayiez droit à votre opinion mais la façon que vous avez choisi de faire connaître votre position me laisse perplexe. Vous vous rappellerez que lors de la première rencontre du comité conjoint, le 28 mai, tous les membres y compris vous-même, se sont engagés à être solidaire des décisions qui seraient prises lors de nos rencontres. Maintenant, alors que le processus est terminé, vous décidez de manifester votre désaccord vis-à-vis les décisions prises. Vous allez même jusqu'à dire que le comité conjoint «s'est dérobé face à ses responsabilités».

Avant de faire un commentaire de la sorte, il est important de bien comprendre la responsabilité du comité et toute la dynamique entourant la négociation de l'entente et la création de ce comité. Bien que vous ayez été une participante active aux réunions de négociation et à celles qui ont servi à définir notre stratégie face au ministère du Patrimoine, je crois qu'il est essentiel de faire un retour en arrière.

Tout au long du processus menant à la signature de l'entente, il a toujours été très clair que le financement obtenu en vertu de celle-ci provenait du Programme d'appui aux langues officielles et que les projets financés le seraient selon les critères de ce programme. D'ailleurs, l'entente que vous avez sûrement lue, précise clairement à l'article 5.9 la provenance des fonds. De plus, dans une note en date du 8 novembre 1995, nous demandions aux groupes de la communauté de nous donner un avant-goût de leurs attentes en terme de financement pour réaliser les objectifs du plan de développement global. Cette note était accompagnée d'un tableau faisant état des différentes sources de financement possibles. Trois sources étaient identifiées: le fonds de programmation, le fonds de développement et les autres sources dans lesquelles figurait le gouvernement provincial ce qui, tel qu'indiqué, incluait le programme d'appui aux langues officielles dans l'enseignement. En aucun moment, soit durant les négociations ou à la suite de l'envoi du tableau, n'avons-nous été informés de quelque objection que ce soit sur cette question.

M^{me} Martine Galibois Barss

96.06.27

2/...

De plus, et je crois que vous en êtes fort consciente, il a été toujours été clairement précisé que l'entente Canada-communauté ne pouvait financer l'ensemble des buts et objectifs du plan de développement global. Il est vrai que le secteur de l'éducation a été identifié comme étant un enjeu prioritaire (le deuxième) et que la communauté doit faire des efforts pour trouver les fonds nécessaires pour réaliser les projets de ce secteur. Ce que l'entente, donc le programme d'appui aux langues officielles (PLO) peut financer c'est l'aspect de la revendication de services dans ce secteur. Toutefois, il existe un programme au ministère du Patrimoine canadien qui s'adresse spécifiquement à la réalisation de projets éducatifs (le PLOE).

Il est vrai qu'au cours des dernières années la Fédération des francophones a laissé à l'Association des parents francophones le leadership pour ce qui est de la revendication dans ce secteur. Nous avons toutefois maintes fois offert de travailler avec l'APFCB afin d'établir une stratégie pour revendiquer une juste part pour la Colombie-Britannique dans le PLOE et amener le gouvernement provincial à prendre ses responsabilités sur cette question.

À cet effet, je suis étonnée de lire que vous pensez qu'il est «utopique» de croire que le gouvernement provincial acceptera un jour de financer l'éducation en français à l'intérieur de l'entente bilatérale. Je crois qu'il faut continuer la lutte et je réitère notre offre d'établir avec votre association une démarche afin d'obtenir du gouvernement provincial un financement adéquat.

Pour ce qui est de l'élection des membres du comité de concertation provinciale, je peux vous assurer que celle-ci a été conduite selon les mécanismes de gestion et que les participants et participantes à l'assemblée générale annuelle ont démocratiquement utilisé leur droit de vote.

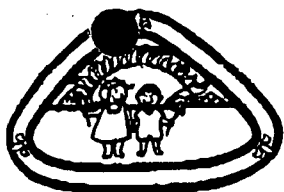
Je vous prie de croire, madame, en mes sentiments les meilleurs.

La présidente;



Diane Côté

DC/sc



Association des parents francophones de la Colombie-Britannique

19 novembre 1996

Bob Robertson
Co-président
Comité conjoint de l'entente
Canada - Communauté
300-300, rue Georgia ouest
Vancouver, (C.-B.)
V6B 6C6

Diane Côté
Co-présidente
Comité conjoint de l'entente
Canada - Communauté
1575, 7e Avenue ouest
Vancouver, (C.-B.)
V6J 1S1

OBJET : Projet «Cause juridique»

Madame - Monsieur,

Nous vous demandons par la présente de revoir votre décision en ce qui touche le financement du projet intitulé «Cause juridique», déposé au Secrétariat de l'entente en mai dernier.

En effet, nous comprenons que le comité a refusé de financer ce projet parce qu'il jugeait, à ce moment-là, qu'il existait d'autres sources de financement possibles; plus particulièrement le Programme de contestation judiciaire (PCJ) ainsi que le ministère du Patrimoine canadien.

L'Association des parents francophones a entrepris des démarches auprès de ces entités pour obtenir des fonds. Nous avons négocié avec le PCJ qui a refusé d'allouer un budget supplémentaire. Le Programme avait déjà donné à l'A.P.F.C.B. un financement extraordinaire de 25 000\$ pour cette cause, ce qui représente la limite de financement possible.

Nous avons eu plusieurs contacts et rencontres avec les représentants du ministère du Patrimoine canadien et malgré les promesses faites au mois de juin dernier, le ministère a refusé de couvrir le déficit encouru dans la poursuite judiciaire.

L'Association se retrouve donc aujourd'hui avec un déficit très important, soit un montant de plus de 85 000\$. Ce déficit, qui résulte des nombreuses tergiversations du gouvernement provincial dans ce dossier, menace sérieusement la survie de l'A.P.F.C.B.

*Pour une
éducation
de qualité!*

DEC-02-96 MON 09:30 AM MARC GIGNAC

1 604 8581293

P. 03



Diane Côté, Bob Robertson
18 novembre 1996
page 2

C'est pourquoi nous vous demandons de revoir votre décision, compte tenu de la situation actuelle, et ce dans les plus brefs délais. Si vous désirez de plus amples renseignements concernant ce dossier, n'hésitez pas à contacter notre directeur général, monsieur Marc Gignac.

Je vous remercie de l'attention que vous apporterez à notre demande, et vous prie de recevoir, madame - monsieur, mes salutations les plus cordiales.

La présidente

Martine Galibois Barss

Martine Galibois Barss

*Pour une
éducation
de qualité!*



Canadian Heritage Patrimoine canadien

8140-6-96

NOV 22 1996

Your file Votre référence

Our file Notre référence

Mr. Peter Owen
Director
Legislation and Independent Education
Ministry of Education, Skills and Training
Government of British Columbia
Parliament Buildings
Victoria, British Columbia
V8V 1X4

Dear Mr. Owen,

My colleagues Bob Robertson and Paul-Émile Leblanc have informed me of the positive meeting they held with you on November 4, in Victoria concerning the proposed Agreement between your province and our department on the implementation of Francophone school governance.

I was pleased to hear that you are optimistic that the Agreement could be signed in January. Our Minister, the Honourable Sheila Copps, is expected to be in British Columbia January 6 to 8. She would no doubt be available to sign the Agreement with your Minister, the Honourable Moe Sihota.

We have received your letter of November 6 containing comments on the text of the Agreement. We now look forward to receiving your projected budget for fiscal years 1996-97 to 1998-99. As mentioned in previous discussions, the Official Languages in Education Program is willing to contribute, over the same period, an amount of \$10,5 M from the Special measures program. We are also ready to commit \$1,5 M under the Supplementary Funds component which, as you know, is a discretionary fund designed for development projects submitted yearly by provincial and territorial governments. This amount would come from the Supplementary Funds normally received by British Columbia under this funding category for the same period of time.

.../2

Canada



002190

-2-

A guaranteed access to \$1,5 M is a significant and exceptional commitment since budgetary constraints have severely reduced the department's capacity to support development projects. The combination of the two funding sources brings to \$12 M the amount which British Columbia can rely on to support the implementation of Francophone governance between 1996 and 1999.

I believe that we have successfully resolved all the major issues and that we should make every effort to propose to our Ministers that they sign the Agreement in early January. This would demonstrate to the Francophone community in British Columbia and to the interested Canadians that both governments are solidly committed to supporting the successful implementation of Francophone school governance in British Columbia.

I look forward to hearing from you.



Orest Krühlak
Regional Executive Director
Pacific and Yukon Region

c.c. Bob Robertson
Paul-Émile Leblanc

9/6/24

Lise,

Y'a-t-il des
précédents sur la
lettre à Mme Robb?

Bonne nuit

Paula

13h30

13h-13h45

CANADIAN HERITAGE

CANADIAN HERITAGE

REG/PRIO: #

96/11 - 10:05

Docket No.: CH96-50395
Cross-reference No.: CH96-49481

Document date: 96/11/19
Date received: 96/11/26
Due date: 96/12/17
Campaign code:
Ack/Acc: N

Program: CIOL - Official Languages / Langues Officielles
Author: Barss, Martine Galibois
Title/Org.: Présidente/Association des parents
Subject: Fait parvenir copie de lettre à John Scratch dans laquelle elle demande de rembourser l'Association des couts entraînés par l'errance du ministère de la justice dans le dossier portant sur l'autorité scolaire
Action: Information

c.c.: DMO
c.c.:
c.c.:

Forward To: Official Languages/ Langues Officielles - Information

Comments:

Approved by:

DG (or designate)

(Tel. Number)

ADM/REx D (or designate)

(Tel. Number)

Signature []
required

DM

(Tel. Number)

Minister's office

Approved by:

Minister's Assistant

Date:

Approved by:

Date:

Autopen:

Info copy for Min.:

COPY



ASSOCIATION DES PARENTS FRANCOPHONES DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE

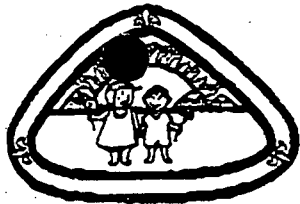
1555, 7e avenue Ouest, Suite 223
Vancouver, (C.-B.)
V6J 1S1
Téléphone : (604) 736-5056
Télécopieur : (604) 736-1259

TÉLÉCOPIE

DATE: 25 novembre 1996
À / TO: Mrs Sheila Copps
Ministre du Patrimoine Canadien
Fax (1-819) 994-5987
DE / FROM: Justine Gauthier Barre
présidente
PAGES: 0, 3

COMMENTAIRES:

la your information.



Association des parents francophones de la Colombie-Britannique

19 novembre 1996

John Scratch
Avocat général, Q.C.
Secteur des droits de la personne
Pièce 601, Édifice de la Justice
239, rue Wellington
Ottawa, (Ontario)
K1A 0H8

OBJET : Remboursement de frais juridiques

Monsieur,

Au mois de juin dernier, les avocats représentant le Procureur général du Canada ont déposé l'ébauche de leur «Brief», dans la cause de l'Association des parents francophones de la Colombie-Britannique v. Le Procureur général de la Colombie-Britannique.

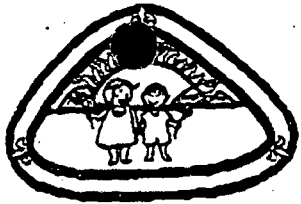
Ce brief, qui se voulait impartial, donnait la forte impression que le Procureur général du Canada penchait du côté de la province dans le litige portant sur la réglementation adoptée en novembre 1995, qui créait l'Autorité scolaire.

Suite à la demande de l'A.P.F.C.B., le ministère de la Justice du Canada a révisé son brief en profondeur... et le juge Vickers, dans sa décision rendue le 19 août dernier, a donné raison à l'Association des parents sur toute la ligne.

Cependant, l'intervention de l'A.P.F.C.B. et ses avocats pour faire réviser le brief de Justice Canada a entraîné des coûts très importants. L'Association est déjà déficitaire dans cette cause juridique et les tribulations avec Justice Canada n'ont fait qu'empirer la situation.

C'est pourquoi, afin de réduire le manque à gagner dans cette action judiciaire, nous vous serions grés de bien vouloir rembourser à l'Association les coûts entraînés par l'errance de votre ministère dans ce dossier, à savoir : 5826\$ pour les honoraires de nos avocats, 625\$ pour les frais d'interurbains et les frais divers; soit un montant total de 6451\$. Nous ne vous facturons pas le temps passé sur cette affaire par la direction générale et moi-même.

*Pour une
éducation
de qualité!*



John Scratch
19 novembre 1996
page 2

Si vous désirez de plus amples informations, veuillez communiquer avec notre directeur général, monsieur Marc Gignac, au bureau de l'A.P.F.C.B.

Nous vous remercions à l'avance pour la promptitude avec laquelle vous répondrez à notre demande et vous prions de recevoir, monsieur Scratch, mes salutations les plus cordiales.

La présidente,

Martine Galibois Barss

Martine Galibois Barss

c.c. Jean Chrétien, Premier Ministre
Allan Rock, ministre de la Justice
Sheila Copps, ministre du Patrimoine canadien et Vice Premier Ministre
Dr. Victor Goldbloom, Commissaire aux langues officielles
Orest Krulak, directeur régional, Colombie-Britannique et Yukon, ministère du Patrimoine canadien
Hilaire Lemoine, directeur général, Direction générale du Programme d'appui aux langues officielles, ministère du Patrimoine canadien

*Pour une
éducation
de qualité!*

CANADIAN HERITAGE

CANADIAN HERITAGE

REG/PRI0:

GR

96/11/20 - 11:15

Docket No.: CH96-49481
Cross-reference No.: CH96-41870 (DM)
CH96-35183 (DM)

Document date: 96/11/18
Date received: 96/11/20
Due date: 96/12/11
Campaign code:
Ack/Acc: Y(LV)

Program: CIOL - Official Languages / Langues Officielles

Author: Galibois Barss, Martine

Title/Org.: Présidente/Association des parents

subject: Demande d'aide financière suite à l'action juridique
intentée contre le gouvernement provincial de la
Colombie-Britannique pour faire reconnaître les droits
conférés par l'article 23 de la Charte canadienne

Action: **Reply/Réponse**

a.c.: DMO
 a.c.: RPAC, CIADM
 c.c.:

Forward To: Central Corresp./Corresp. centrale - Eve - réponse

Comments:

Approved by:

DG (or designate)

(Tel. Number)

ADM/REXD (or designate)

(Tel. Number)

**Signature []
required**

DM

(Tel. Number)

Minister's office

Approved by:

Minister's Assistant

Date:

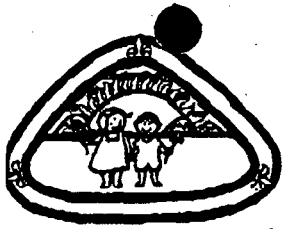
Approved by:

Date:

Autopen:

Info copy for Min.:

CH96-491181

*Association des parents francophones de la Colombie-Britannique*

18 novembre 1996

L'Honorable Sheila Copps

REGISTRE / REGISTRY

MIN

Vice Premier Ministre et

Ministre du Patrimoine canadien 66 NOV 26 AM 10 51

15, rue Eddy, 7^e étage

Hull, (Ontario)

K1A 0M5

OBJET: Cause juridique de l'Association des parents francophones de la C.-B.

Madame,

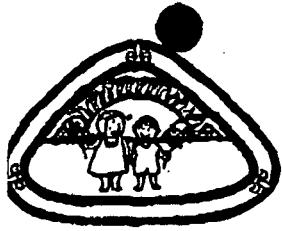
Je vous écris aujourd'hui, pour vous faire part de la situation alarmante dans laquelle se trouve l'Association des parents francophones de la Colombie-Britannique, suite à l'action juridique intentée contre le gouvernement provincial pour faire reconnaître les droits conférés par l'Article 23 de la Charte canadienne aux parents francophones de la C.-B.

Cette cause juridique entamée en 1989 contre le Procureur général de la C.-B. a connu bien des rebondissements avant d'en arriver à une décision de la Cour en août dernier. En effet, tout au long du litige, le gouvernement provincial a agi dans le but de retarder la tenue du procès. Je vous invite à prendre connaissance de l'historique de cette cause en annexe.

Les manœuvres du gouvernement provincial ont fait grimper les frais juridiques que l'A.P.F.C.B. a dû encourir. Au printemps 1994, suite au refus du gouvernement de respecter ses promesses, nous avons dû réactiver la cause juridique portant sur la reconnaissance des droits conférés par l'Article 23 de la Charte canadienne des droits et libertés. À l'été 1995, le gouvernement a annoncé son intention de mettre sur pied une autorité scolaire par voie de réglementation, ce qui a nécessité une série de négociations particulièrement délicates. Suite à l'adoption de cette réglementation, le procès prévu pour décembre 1995 a dû être reporté. Toutes ces manœuvres, ainsi que l'amendement apporté à la déclaration pour contester le contenu de la réglementation, ont fait grimper les frais juridiques encourus par l'A.P.F.C.B. C'est pourquoi, nous nous retrouvons aujourd'hui avec une facture de frais juridiques non payés de l'ordre de 85 000\$.

L'Association était très consciente de la situation financière. C'est pourquoi, en juin dernier, nous avons rencontré le directeur régional de Patrimoine canadien pour la Colombie-Britannique et le Yukon, monsieur Orest Krulak, pour lui faire part de notre intention de suspendre la poursuite juridique puisque nous n'avons plus les fonds nécessaires pour poursuivre. Au cours de cette rencontre, on nous a encouragés à ne pas lâcher et on nous a rassurés quant à la couverture des frais juridiques qui allaient résulter du procès prévu pour le mois de juillet.

Pour une
éducation
de qualité!



Association des parents francophones de la Colombie-Britannique

Sheila Copps

18 novembre 1996

page 2

A la lumière de cette rencontre, nous avons décidé de ne pas lâcher et d'aller de l'avant avec le procès, avec les résultats que l'on connaît aujourd'hui. La décision rendue par le juge Vickers au mois d'août dernier a donné raison aux parents francophones sur toute la ligne. Elle vient également créer une jurisprudence importante qui a déjà eu un impact à Terre-Neuve où le gouvernement a finalement décidé d'inclure les droits des parents francophones dans la loi scolaire et non pas dans une réglementation comme prévu initialement.

Maintenant que la décision est rendue dans cette cause, il semble que le support apporté jusqu'ici par votre ministère semble s'estomper quelque peu. En effet, il semble que les hautes instances de votre ministère ont décidé de ne pas contribuer à l'élimination du déficit encouru par l'A.P.F.C.B. dans cette cause juridique.

L'Association se retrouve donc avec un déficit qui menace sérieusement son fonctionnement même, mettant ainsi en cause l'avenir de programmes essentiels aux écoles francophones de la C.-B. Le Programme de contestation judiciaire ne peut pas nous donner plus d'argent. Il a déjà consenti à un financement supplémentaire de 25 000\$ même si son enveloppe budgétaire pour l'ensemble des causes linguistiques ne s'élève qu'à environ 550 000\$ par année.

Devant cette situation, nous vous demandons, madame Copps, d'intervenir personnellement afin d'aider à résoudre cette situation qui met en péril la survie de l'Association des parents francophones de la C.-B. Nous en sommes à un point où nous avons besoin plus que jamais de votre appui.

Je vous remercie de l'attention que vous apporterez à notre demande et vous prie de recevoir, madame, mes plus cordiales salutations.

La présidente,

Martine Galibois Barss

Martine Galibois Barss

c.c. Le Très Honorable Jean Chrétien, Premier Ministre
Jean Pelletier, Directeur de Cabinet du Premier Ministre
Orest Krulak, directeur régional pour la C.-B. et le Yukon, ministère du Patrimoine canadien
Hilaire Lemoine, directeur général, Direction générale du Programme d'appui aux langues officielles, ministère du Patrimoine canadien
Diane Côté, Présidente, Fédération des francophones de la C.-B.

Pour une
éducation
de qualité!

HISTORIQUE CAUSE JURIDIQUE

1989	Action juridique devant la Cour Suprême de la C.-B.
Mars 1990	Jugement de la Cour Suprême du Canada dans l'affaire Mahé
Mai 1990	Ajournement de la cause juridique et création du Comité spécial
Février 1992	Publication du rapport du Comité spécial
Déc. 1992	Annnonce de la création pour septembre 1995, d'une commission scolaire francophone provinciale
Octobre 1993	Élection fédérale (vote Reform 52% en C.-B), recul du gouvernement
Mars 1994	Début des démarches pour réactiver la cause juridique
Sept. 1994	Dépôt de la demande amendée pour inclure une demande pour une commission scolaire
Juillet 1995	Annnonce de l'intention du gouvernement de créer une autorité scolaire
Juill.-août 1995	Négociations avec le gouvernement provincial sur le contenu de la réglementation
Sept. 1995	Demande pour un procès sommaire afin d'accélérer les démarches pour se retrouver en Cour
Novembre 1995	Adoption de la réglementation créant une autorité scolaire
Décembre 1995	Remise du procès sommaire prévu pour le début décembre
Hiver 1996	Développement de la preuve pour déclarer la réglementation non constitutionnelle
Printemps 1996	Dépôt de la déclaration réamendée pour faire déclarer la réglementation non constitutionnelle
Mai 1996	Demande du Procureur général pour la remise du procès à l'automne
Juillet 1996	Procès sommaire portant sur la réglementation adoptée par le gouvernement
Août 1996	Décision du juge Vickers
Août 1996	Démarches pour débiter nouvelle cause pour étendre la juridiction de l'autorité scolaire à toute la province



Ministry of Education,
Skills and Training

Governance and Legislation Branch

PO Box 9146 Stn Prov Govt
VICTORIA BC V8W 9H1

Telephone: (604) 356-0522
Facsimile: (604) 953-4908

Commentaires :

8140-6-96

November 6, 1996

Paul-Émile Leblanc
Director
Operations and Regional Coordination
Official Languages Support Programs Branch
Department of Canadian Heritage
Hull QC K1A 0M5

NOV 18 1996

Official Languages
Operations and Regional
Coordination

Dear Paul-Émile Leblanc:

Please find below further proposed changes to the draft of the Special Agreement for the implementation of francophone schools governance, which draft you provided to us by fax on June 5, 1996. The following changes are recommended in order to accommodate the recent British Columbia Supreme Court decision respecting the provincial obligations under section 23 of the Charter:

1. Amend clause 2.1 by deleting the current sub-clause (d), and substitute the following:

- Qui*
mais...
- "(d) Capital costs associated with the operation of any Francophone Education Authority which include
- (i) costs related to the acquisition of assets of a permanent or semi-permanent nature, *→ est quoi ?*
 - (ii) costs related to acquiring and developing sites for school purposes or for use in connection with them,
 - (iii) costs related to purchasing, constructing, reconstructing, making major alterations to, furnishing and equipping buildings for school purposes or for use in connection with them,
 - (iv) costs related to acquiring buses and their accessories, *→ ? No*
 - (v) other costs that are capital in nature."
- (pas ajouté)*

→ très large ? No

pas besoin de sous-entente immo ? → pour achat, reno, constr.

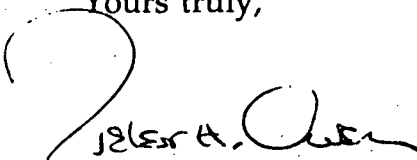
x ajouté liés associated with leasing, or licensing the use of land and facilities
(voir Sask. ?)

- 2 -

2. Delete clause 5.1 (c). This replaces our suggested change to this clause made in July.

If you have any questions regarding these proposed changes, please call me at (250) 356-0521.

Yours truly,



Peter H. Owen
Director

pc: Orest Kruhlak
Regional Executive Director
Pacific and Yukon Region
Department of Canadian Heritage



Ministry of Education,
Skills and Training

Governance and Legislation Branch

PO Box 9146 Stn Prov Govt
VICTORIA BC V8W 9H1

Telephone: (604) 356-0522
Facsimile: (604) 953-4908

8140-6-96

November 6, 1996

Paul-Émile Leblanc
Director
Operations and Regional Coordination
Official Languages Support Programs Branch
Department of Canadian Heritage
Hull QC K1A 0M5

Heritage Canada
Opérations et coordination
régionales

NOV 18 1996

Canadian Heritage
Operations and Regional
Coordination

Dear Paul-Émile Leblanc:

Please find below further proposed changes to the draft of the Special Agreement for the implementation of francophone schools governance, which draft you provided to us by fax on June 5, 1996. The following changes are recommended in order to accommodate the recent British Columbia Supreme Court decision respecting the provincial obligations under section 23 of the Charter:

1. Amend clause 2.1 by deleting the current sub-clause (d), and substitute the following:

- "(d) Capital costs associated with the operation of any Francophone Education Authority which include
- (i) costs related to the acquisition of assets of a permanent or semi-permanent nature,
 - (ii) costs related to acquiring and developing sites for school purposes or for use in connection with them,
 - (iii) costs related to purchasing, constructing, reconstructing, making major alterations to, furnishing and equipping buildings for school purposes or for use in connection with them,
 - (iv) costs related to acquiring buses and their accessories,
 - (v) other costs that are capital in nature."

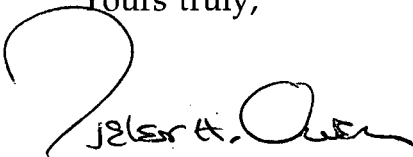
... /2

- 2 -

2. Delete clause 5.1 (c). This replaces our suggested change to this clause made in July.

If you have any questions regarding these proposed changes, please call me at (250) 356-0521.

Yours truly,

A handwritten signature in black ink, appearing to read "Peter H. Owen". The signature is fluid and cursive, with a large initial "P" and "O".

Peter H. Owen
Director

pc: Orest Kruhlak
Regional Executive Director
Pacific and Yukon Region
Department of Canadian Heritage

Author: Michele-Blais-Chauvin, at JLS7-HULL

Date: 96-11-05 13:50

Priority: Normal

Receipt Requested

TO: Hilaire Lemoine, Lise Toupin

CC: Paul-Émile Leblanc

Subject: Rencontre - Gestion scolaire, C-B

J'ai parlé à Paul-Émile, ce midi. Voici en résumé les points mentionnés lors de cette conversation.

- Owen parle d'une signature possible en janvier.
- Vont étudier le nouveau texte proposé et réagir.
- Paul-Émile a clarifié la question du 1,5 M\$ en fonds supplémentaires; Owen a dit que ce n'était pas sa compréhension et qu'il allait y réfléchir.
- Owen va signer sous peu une lettre de réponse à Kruhlak avec ventilation annuelle du budget.
- Owen parle toujours d'un partage 50-50 des dépenses.
- Owen n'a pas de problème avec la consultation de la communauté.
- Immobilisation sera une dépense admissible mais Owen n'a pas fait mention des \$ nécessaires.
- La province a avancé 17,5 M\$ au Conseil scolaire : 15 M\$ pour passer des contrats de service et 2,5 M\$ pour le fonctionnement du Conseil scolaire.
- Owen pense qu'il y aura une autre cause juridique pour couvrir tout le territoire de la province mais il croit que rien ne presse et que le Conseil scolaire en a déjà plein les bras avec la mise en place de la gestion dans le territoire actuellement visé.

SENT BY:

11- 4-96 :10:47AM ; MIN EDUC L.A.M.P. →

819 953 6580;# 1/ 3



Province of
British Columbia

Ministry of
Education
STUDENT SERVICES
DEPARTMENT

Parliament Buildings
Victoria
British Columbia
V8V 1X4
Telephone: (604) 356-2524
Facsimile: (604) 387-1470

8140-96

Date:

NOV. 4 / 96

634 Humboldt Street, Victoria, B.C. V8V 1X4

DELIVER TO:

Name:

Nichole Blaise-Chauvin

Address:

Alexago, Canada

REGULAR

URGENT

CONFIDENTIAL

ORIGINAL IN MAIL

☐
☒
☐
☐

Fax No.

(819) 953-6580

Phone No.

(819) 994-3802

Total Pages (including cover page):

3

FROM

Name:

Fran Duro

Telephone:

(250) 356-2515

COMMENTS

Attached are adjustments per Raymond's
discussions Oct 31/96 with
Lise Toupin.

APPENDIX N

APPLICATION FOR SUPPLEMENTARY FUNDING

Applicant: Association des parents francophones de la Colombie-Britannique

Project Title: French Language Socio-cultural Activities

Contact Person: Marc Gignac

Project Summary:

In keeping with the mission of the Association to recruit and promote l'école française en Colombie-Britannique by socio-cultural activities in the 25 School districts where the PCDF program is offered by funding directly the 25 parents committees.

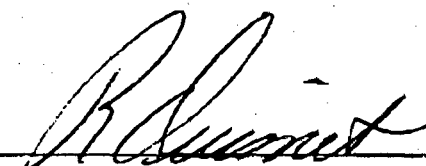
Target audience: Grades K to 12 Programme cadre de français students

Budget information:

**Request Federal
Contribution**
26,000

**Applicant's
Contribution**
26,000

**Total Projected
Cost**
52,000


Raymond Ouimet

Nov 1/86



Patrimoine
canadien

Canadian
Heritage

Ministère du Sous-ministre adjoint
Ministère de l'Immigration et du Programme d'identité
canadienne

Office of the
Assistant Deputy Minister
Citizenship and Canadian Identity

12

FICHE DE SERVICE - ACTION REQUEST

Date 10.11.96	C.C. <input type="checkbox"/> S.M.A. - A.D.M. <input type="checkbox"/> D.G. - C.P.M./P.C.M.
# Dossier - File #	<input type="checkbox"/> Dir. A.S./S.A. <input type="checkbox"/> D.G. - P.C.S.P./C.P.P.S.
Transmise à - Referred to ADM DG's	<input type="checkbox"/> Dir. - O.L.S.P./P.A.L.O. <input type="checkbox"/> Conseil de gestion Management Committee
Demandeur - Requestor Susan Scottie	<input type="checkbox"/> Autre Other
REQUIS POUR / REQUIRED FOR:	

MESURES À PRENDRE - ACTION TO BE TAKEN:

- | | |
|--|---|
| <input type="checkbox"/> Donner suite
For action | <input type="checkbox"/> Voir remarques pour détails
See remarks for details |
| <input type="checkbox"/> Rédiger une note de service au Ministre
Prepare memo to Minister | <input type="checkbox"/> À discuter avec le SMA
To discuss with the ADM |
| <input type="checkbox"/> Rédiger une note de service au Cabinet du Ministre
Prepare memo to Office of the Minister | <input type="checkbox"/> Voir note du SM ci-jointe
See DM's note attached |
| <input type="checkbox"/> Rédiger une note de service au SM
Prepare memo to DM | <input type="checkbox"/> Voir note du SMA ci-jointe
See ADM's note attached |
| <input type="checkbox"/> Réponse pour signature du Ministre/SM
Reply for Minister's/DM's signature | <input type="checkbox"/> Pour approbation
For approval |
| <input type="checkbox"/> Note de couverture pour signature du SMA
Covering note for ADM's signature | <input type="checkbox"/> À votre demande
At your request |
| <input type="checkbox"/> Réponse pour signature du SMA
Reply for ADM's signature | <input type="checkbox"/> Faire circuler
Please circulate |
| <input type="checkbox"/> Accusé de réception pour signature de:
Letter of acknowledgement for signature of: _____ | |
| <input type="checkbox"/> Réponse directe (prière de nous envoyer copie)
Direct reply (please send a copy to our office) | <input type="checkbox"/> Noter et classer
Note and file |
| <input type="checkbox"/> Vos commentaires et/ou avis par écrit s.v.p.
Written comments and/or recommendations please | <input type="checkbox"/> Information |
| <input type="checkbox"/> Répondre en <input type="checkbox"/> Anglais <input type="checkbox"/> Français
Reply in English French | |

① Lape
② Michèle
pour info.
③ classer si
nécessaire
P. Rice

IMPORTANT

Si la présente vous a été envoyée par erreur, prière
de la retourner sans tarder au bureau de l'expéditeur

IMPORTANT

If this Action Request has been directed to you by error,
please return to originator's office immediately

REMARQUES / REMARKS:

8140-6-96

MEMORANDUM TO REGIONAL EXECUTIVE DIRECTOR,
PACIFIC & YUKON REGION

BRITISH COLUMBIA GOVERNMENT CUTBACKS

OVERVIEW:

The B.C. Government has announced a budget reduction of \$750M effective immediately. Individual Ministries are now developing strategies to respond to this challenge. Specific details are still not available but are expected October 15. The Premier has stated that this round of reductions could affect between 3,000-4,000 provincial public servants. In addition to cutting individual Ministries, the government intends to identify crown assets that could be sold as well as revising downward by 1% their economic forecast for the year.

KEY ISSUES:

1. **Economy-** The B.C. Government will announce the details of the budget reductions on October 15 or 16 giving Ministry by Ministry details. As indicated above, the reductions in government revenue this year suggest the cuts will affect 3,000-4,000 FTE's.
2. **Child Welfare-** Following the findings of a provincial inquiry into child welfare (by Judge Gove) , the Government has announced the creation of a new **Ministry for Children & Families**. The new Ministry will integrate the child & family programs of Ministries of Social Services, Health, Attorney General, Education and Women's Equality. It means a fundamental restructuring of the way services are provided and includes a new independent children's commissioner accountable directly to the Attorney General.
3. **Fisheries-** The B.C. Government is demanding compensation or cancellation of the Mifflin Plan from the Government of Canada for "mismanagement of the fishing industry. " This position follows an earlier position of advocating the province take over sole jurisdiction of managing the industry. B.C. estimates that federal fish policies have cost 7,800 jobs and \$245M.
4. **Alienation of B.C.-** Consistently mentioned in conversation with a number of different Ministries is a growing frustration that B.C. is getting the "short straw" or less than a fair share of the national agenda. Whether it is the 3 month residency requirement for welfare applicants, CPP reform, "artificial deadlines" imposed on the transfer of federal responsibility for employment training, the fishing industry or lighthouses, the tone of the relationship is negative. It is expressed as a feeling that the national agenda is dominated by the interests of Ontario and

concern for Quebec.

CANADIAN HERITAGE ISSUES:

B.C. PARKS - Pacific Marine Heritage Legacy (PMHL) :

There is considerable speculation that **B.C. Parks** will be hit especially hard with 40-60% as their target for reductions. Even with this scale of cuts, senior management remain supportive of **PMHL** and continue to explore creative ways to match federal funding in this initiative.

B.C. Parks has been unable to get provincial treasury board to consider any of their funding submissions. In their attempt to maintain support for **PMHL** they are making a treasury board submission through the Ministry of Lands- Land Use Coordination Office (LUCO) for the land acquisition funds needed to support **PMHL** (approximately \$10M) LUCO has agreed to list this submission as one of their top priorities. B.C. Parks will also do whatever they can to continue to support MPA but the public forums planned for November of this year are being deferred to next Spring.

Because of the current situation, the province is asking that the establishment of the Advisory Committee for the Pacific Marine Heritage Legacy be delayed indefinitely.

Land acquisition for **PMHL** has become an irritant to the province in the case of two small properties; Flora Islet and the Mill Farm property on Saltspring Island which require Parks Canada approval urgently to complete offers already in process.

NORTH AMERICAN INDIGENOUS GAMES (NAIG):

A formal announcement for confirmation of federal and provincial support for the North American Indigenous Games is scheduled for Tuesday, October 15, 1996 in Victoria, B.C. Minister David Anderson will represent the Government of Canada.

OFFICIAL LANGUAGES - FRANCOPHONE SCHOOL GOVERNANCE:

Negotiations set to resume. **Ministry of Education** examining its options. May try to negotiate to their advantage a percentage other than a 50-50 cost-sharing arrangement.

MULTICULTURALISM:

B.C. Multiculturalism (within the Ministry of the Attorney General) has cancelled its Community Liaison Branch consultations with their clients (and ours) throughout the Province as one of the necessary budget cuts. Grants program contingency fund has been eliminated.

B.C. GOVERNMENT GLOBAL CUTS:

All B.C. Ministries re-examining commitments to provide for cuts of up to 40% to individual budgets or elimination of programs. Travel by B.C. officials has been frozen. Within Province travel must be approved by ADM, outside Province travel to be approved by DM. Our relationship with various Ministries on numerous projects will be effected.

Prepared by Bruce Lund: Canadian Heritage/Victoria B.C.
(604) 363-3514
October 9, 1996



Department of Justice
Canada

Ministère de la Justice
Canada

Room 407A, Justice Building

MEMORANDUM / NOTE DE SERVICE

Security classification - Côte de sécurité
File number - Numéro de dossier
Date Le 4 octobre 1996
Telephone / FAX - Téléphone / Télécopieur 957-4936 / 952-4137

TO / DEST:

DIFFUSION

FROM / ORIG:

Michel Francoeur, Avocat-conseil
Groupe du droit des langues officielles

SUBJECT / OBJET:

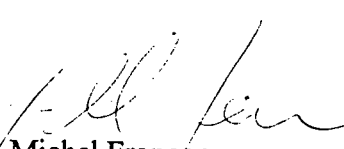
*Association des parents francophones de la Colombie-Britannique c.
British Columbia/ art.23 de la Charte*

Comments/Remarques

Dans ma note du 21 août 1996, je vous faisait part de la décision rendue par la Cour suprême de la Colombie-Britannique, dans laquelle le juge Vickers déclarait l'illégalité du *Francophone Education Regulation*, en plus de conclure que le règlement ne rencontrait pas les exigences de l'article 23 de la *Charte canadienne*. Or, le Procureur général de la Colombie-Britannique nous a récemment informé qu'il n'interjetterait pas appel du jugement rendu par la Cour dans cette affaire.

Veuillez également noter que l'Association des parents francophones de cette province a indiqué qu'un autre recours serait déposé cet automne devant la Cour suprême de la Colombie-Britannique à l'égard de l'art.23 de la Charte, cette fois pour les régions autres que Vancouver et Victoria.

Soyez assuré que nous vous tiendrons informé de tout développement futur dans ce dossier.


Michel Francoeur

/lst

Do not write in this space / Ne pas écrire dans cet espace

- 2 -

Diffusion: Hilaire Lemoine
John Scratch
Louise Rocque
Beverly Wilton
Thérèse Laberge
Hans Van Iperen

Gérard Finn
Pierre Gaudet
Charlotte Cloutier
Warren Newman
Carole Johnson

8140-6-96

Author: Beverly Wilton at JLS13-HULL

Date: 96-10-02 10:10

Priority: Normal

Receipt Requested

TO: Suzanne Hurtubise at SENIOR-EXECS, Orest Kruhlak at VANCOUVER

CC: Hilaire Lemoine at JLS7-HULL

Subject: Gestion Scolaire

I have learned this morning that there is absolutely no intention to appeal the above matter, and that the Province has either started, or is about to start, drafting amendments to the legislation.

Furthermore, I am informed that the Parents Association, flush with their recent success, intends to launch an action to bring the rest of B.C. into conformity with the greater Vancouver Region. We can expect to see their challenge sometime in the month of October.

I will keep you posted of all details.

Beverly



Patrimoine canadien

Canadian Heritage

Sous-ministre

Deputy Minister

Hull (Québec)
K1A 0M5

Hull, Quebec
K1A 0M5

Document disclosed under the Access to Information Act
Document divulgué en vertu de la Loi sur l'accès à l'information
1^o Lire
2^o Mixture J-C. 116
3^o classer
7096-1770
CH96-43094

11 8140-6-96

October 1st, 1996

MEMORANDUM TO THE HONOURABLE SHEILA COPPS

**MEETING WITH BRITISH COLUMBIA'S MINISTER OF
EDUCATION, SKILLS AND TRAINING**

Information Only

SUMMARY

- ° The Honourable Moe Sihota, British Columbia's Minister of Education, Skills and Training has asked to meet with you to discuss television violence and the measures to reduce it. The meeting is scheduled for Wednesday, October 2, 1996.
- ° A fact sheet on the French Education Authority is attached for your information, should this issue be raised during the meeting.

Background

- ° Canada is seen as a world leader in addressing concretely the issue of violence on television, particularly with respect to its effects on children. In this respect the federal Government announced its *Media Violence Strategy* in 1992. The Department of Canadian Heritage acts as the coordinating body for the Strategy.
- ° The three long-term goals of the federal Media Violence Strategy are: to reduce media violence; to use the media as a positive force to foster long-term attitudinal and behavioral change towards societal violence; and to promote media education for children, parents and all viewers.
- ° The Strategy relies on the self-regulation of the broadcasting industry so that parents and viewers can make informed choices.

Canada

- 2 -

- The department commissioned Professor Wendy Josephson to produce a study entitled "Television Violence: A Review of the Effects on Children of Different Ages".
- The Public Service Announcement Campaign "Violence: You Can Make a Difference" which you launched last March is a concrete example of a collaborative effort between the industry and the federal Government to reduce media violence. The campaign is currently broadcast on hundreds of television and radio stations which are providing free air time.
- While in Ottawa this week, Mr. Sihota will also be meeting with representatives from the Canadian Association of Broadcasters (CAB) to discuss television violence.
- Broadcasters in British Columbia play a vital role in the industry, most notably Mr. Bill Coombes, President and General Manager, Fraser Valley Radio Group has been very active on the issue of media violence in British Columbia. Mr. Coombes has been recognized as a community leader working in partnership with regional police forces and the RCMP.

Key Steps Taken

- The implementation of the Media Violence Strategy relies on the involvement of many key players. The Canadian Radio-television and Telecommunications Commission (CRTC) works with the industry on regulatory and commission self-regulatory measures to reduce media violence. The provinces and territories have responsibility for the regulation of film and video and for media literacy programs in school.
- The Canadian Association of Broadcasters (CAB) and the CBC lead in establishing industry voluntary codes of ethics. Canadian broadcasters have already developed strict and comprehensive voluntary codes. These codes contain key provisions such as: 1) an outright ban on programming containing violence, and on programming which sanctions, promotes or glamorizes violence and 2) detailed rules for the depiction of violence in children's programming. The limitation of the voluntary code is that it cannot be applied to foreign programming (primarily U.S.) being distributed by Canadian cable operators.

- 3 -

- The Canadian Broadcast Standards Council (CBSC) was created in 1990 by the Canadian Association of Broadcasters (CAB). CBSC represents private television and radio stations across the country and promotes responsible high quality radio and television broadcasting among its members. It also helps Canadians voice their comments and concerns about programming to broadcasters. Canada's broadcasters respect codes that set high standards for all their programming. The codes include rules for limiting discriminatory remarks and violence on television.
- The Action Group on Violence on Television (AGVOT) comprised of all players in the broadcasting industry is currently developing a Canadian television classification system which will be used with the Canadian designed V-Chip.
- Given the high percentage of U.S. programming in Canada, the CRTC is pleased to see that the U.S. government is moving towards developing a similar classification system. The intention is that the two systems will be compatible and that they will be subject to the same encoding necessary to work in concert with the V-chip. It is expected that the classification systems will be operational early in 1997.

Discussion Points

- You could highlight the Department's future priority areas in Media Violence:
 - to stimulate the development of quality non-violent children's programming (increased quality children's programming is one of the key objectives of the Canada Television and Cable Production Fund announced on September 9);
 - to support provincial development and dissemination of media education programs for Canadian schools, Kindergarten to Grade 12 (i.e. Cable in the Classroom initiative, an outline of which is attached for your information);
 - to continue with successful partnerships raising public awareness and understanding on violence and the effects of media on children and society (private broadcasters have already committed over \$8 million of free air time for the "Violence: You Can Make a Difference" campaign);

- 4 -

- ° to support the Media Awareness Network as a central point and source of electronic information and interactive communication for community organizations, teachers, parents across the country; and
- ° to maintain a national leadership role on the issue and preserve a collective commitment by all players in the broadcasting system and entertainment world, including international collaboration, and the cooperation of other governments.
- ° At past federal-provincial consultations on family violence, it was confirmed that media violence continues to be a priority area for action. Provinces appeared to be willing to address this issue.
- ° You could invite Minister Sihota to share his views and concerns vis-à-vis the issue of television violence. You may also wish to invite him to discuss some of the approaches that the Province of British Columbia has developed to deal with this priority concern.


Suzanne Hurtubise

Attachments

Prepared by:

Pierre Sénécal, Broadcasting Policy Branch, 997-7428

Victor Rabinovitch, Cultural Development and Heritage, 994-1255



Cable in the Classroom
La câblo-éducation

CABLE INDUSTRY TO PROVIDE FREE EDUCATIONAL PROGRAMMING TO CANADIAN SCHOOLS

OTTAWA, September 28, 1995 -- Canadian teachers will have free access to a wide array of video teaching resources under a new initiative launched today by the country's cable companies and programming services.

Cable in the Classroom is a complete, simple system for teachers and schools to record, file and then use, when needed for curriculum support, literally thousands of hours of quality educationally relevant programming. Until now, cable programming has been difficult to obtain because of copyright restrictions on some programs and the practical problems of schools being cabled. **Cable in the Classroom:**

- gives free cable services and a cable drop to all publicly funded primary and secondary schools.
- provides teachers and schools with commercial-free, copyright-cleared programming.
- publishes a magazine for teachers three times a year highlighting the programs each service has pre-cleared for school use.

At today's national launch, Prime Minister Jean Chrétien joined teachers and students in throwing a switch which lit up a video wall displaying all the programming services which are co-operating to provide free educational programming. The event was linked by satellite to eleven provincial and territorial capitals holding separate launch events.

Cable in the Classroom is the product of more than three years' work by the country's cable operators and programming services.

"We knew there was a significant amount of high-quality, educationally relevant programming on cable. But, to date it has been unavailable to teachers because of copyright restrictions," said Shari Baldwin, Executive Director of Cable in the Classroom. "This initiative is directed at teachers and designed to provide educators and schools with exciting, new teaching resources. Available programs may be taped and used in the classroom and retained as part of the school's video reference library."

"The cable industry has really pulled behind this concept," Paul Temple, Chairman of Cable in the Classroom's 15 member Board of Directors said. "It's an important commitment from our industry when you consider that Cable in the Classroom members' licenced areas include more than 7,000 elementary and secondary schools in Canada. We're proud to say that 43 per cent of these schools already have access to cable. But it's also a major commitment from the 24 programming services who are identifying and offering to teachers hundreds of hours of superior programming. We're proud of our Cable in the Classroom partnership, and happy to be able to support teachers in this way."

"Cable in the Classroom will be a boon to teachers. All they have to do now if they see a program that fits a course is check the Cable in the Classroom magazine to make sure its copyright-cleared, set the timer at school or at home, record it and use it," said Shari Brodie of Fallingbrook Community Elementary School in the National Capital Region. "There are lots of terrific nature shows, documentaries and history programs - programs that bring the world into the classroom. Now we can use them easily."

Programming services participating in Cable in the Classroom include: The Weather Network, Météomédia, Access Alberta, TVO, Vision TV, Knowledge Network, MuchMusic, Le canal famille, MusiquePlus, The Cable Parliamentary Channel, Community Channels, CBC Newsworld, TFO, YTV, TV5, TSN, RDS, RDI, life network, The Discovery Channel, CNN, CNBC, A&E and The Learning Channel.

Cable in the Classroom's 56 cable operators collectively serve seven million subscribers nationwide.

- 30 -

For more information:

Shari Baldwin	Executive Director	(613) 232-2631
Paul Temple	Chairman	

ENGLISH VERSION TO FOLLOW

**VOTRE RENCONTRE DU 2 OCTOBRE 1996 AVEC
LE MINISTRE DE L'ÉDUCATION DE
LA COLOMBIE-BRITANNIQUE, M. MOE SIHOTA**

Dossier de la gestion scolaire

Contexte

- En juillet 1995, la province a annoncé la création d'une structure de gestion scolaire francophone (*French Education Authority*) qui toucherait une partie seulement des élèves du Programme cadre de français.
- Suite à cette annonce, les parents francophones ont décidé de poursuivre leur action juridique et la cause a été entendue en juillet dernier.
- Le jugement rendu le 20 août est favorable aux parents; la Cour suprême demande que la Loi scolaire soit modifiée pour se conformer aux obligations de l'article 23 de la Charte. Elle juge également que le nombre d'enfants d'ayants droit est suffisamment élevé pour donner à la minorité francophone le droit de gestion le plus élevé et le contrôle sur les programmes et les installations. Elle donne à la province jusqu'à la fin de la prochaine session parlementaire pour apporter les correctifs nécessaires.
- La province a décidé de ne pas faire appel dans cette cause.
- Les négociations se poursuivent entre le ministère du Patrimoine canadien et le ministère de l'Éducation de la Colombie-Britannique en vue de conclure une entente sur le partage des coûts de la mise sur pied d'une structure de gestion scolaire.

Interventions possibles

- Vous pourriez rappeler au ministre Sihota que la gestion pour les communautés minoritaires de langue officielle est un droit reconnu dans la Constitution canadienne et que tous les gouvernements provinciaux et territoriaux sont tenus de s'y conformer le plus rapidement possible.
- Vous pourriez réitérer la volonté du gouvernement fédéral à signer une entente de gestion scolaire avec le gouvernement de la Colombie-Britannique dans les meilleurs délais.

**YOUR MEETING OF OCTOBER 2, 1996, WITH
THE BRITISH COLUMBIA DEPARTMENT OF EDUCATION,
MR. MOE SIHOTA**

School Governance Case File

Background

- In July 1995, the province announced the creation of a school governance framework for French education (the French Education Authority); this framework would only affect a portion of the students in the core French program.
- Following this announcement, Francophone parents decided to take legal action; their case was heard before the Supreme Court of British Columbia last July.
- The judgment handed down on August 20 was in favour of the parents: the Court ruled that the Schools Act be amended to conform with Article 23 of the Charter. The Court also ruled that the number of Francophone students was sufficient to warrant granting the Francophone community the right to maintain complete control over the management of its programs and facilities. The province is thereby ordered by the Court to implement these changes by no later than the closing of the next parliamentary session.
- The province decided not to appeal the ruling in this case.
- Negotiations between Canadian Heritage and the British Columbia Department of Education continue, with the goal of reaching an agreement on the sharing of the costs involved in the establishment of the school governance framework.

Possible Actions

- You could remind Minister Sihota that governance by official-language minority communities is a right guaranteed in the Canadian Constitution and that all provincial and territorial governments are required to move to ensure this right as quickly as possible.
- You could restate the Canadian Government's willingness to sign a school governance agreement with the government of British Columbia at the earliest possible opportunity.

TP 1

Bureau du Sous-ministre
du Patrimoine canadien

Office of the Deputy Minister,
Canadian Heritage

SECURITY/CODE DE SÉCURITÉ
CROSS REFERENCE :
PREVIOUS CORRESPONDENCE:

USS NO./ NO. DE SSE	449710
SU NO./NO. SU	CH96-43094

NAME/NOM	Adjoint de la ministre
Subject/Sujet	Note d'information pour la ministre sur la question de la gestion scolaire en Colombie-Britannique en vue de sa rencontre avec le ministre Sihota

REFERRED TO/TRANSMISE À	DATE	BY DATE/DATE DE RAPPEL
ADM Cit, Cdn ID/SMA Citoyenneté iden can	96/09/30	96/10/01
ATTENTION	C.C.	
S. SCOTTI	ANNE L. SÉGUIN	MARJOLAINE M. PELLETIER

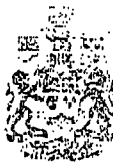
ACTION TO BE TAKEN/MESURES À PRENDRE
Note d'information

REMARKS/OBSERVATIONS
La note doit être acheminée à Manon Pelletier, Bureau des événements ministériels

COMMENTS/COMMENTAIRES

<p>IMPORTANT</p> <p>If this Action Request has been directed to you in error, please return to originator's office IMMEDIATELY.</p>	<p>IMPORTANT</p> <p>Si la présente vous a été envoyée par erreur, prière de la retourner sans tarder au bureau de l'expéditeur.</p>
--	--

Office of the Deputy
Prime Minister and of the
Minister of Canadian Heritage



Cabinet de la vice-première
ministre et de la ministre
du Patrimoine canadien

Ottawa, Canada K1A 0M5

TP1
IN 96-1710MEMORANDUM

TO: ANNE LADOUCEUR-SÉGUIN
Executive Assistant - DMO

FROM: ☐ GREG ASHLEY ☒ MICHEL BRISKIN
☐ ROBERT NICASTRO ☐ OMAR SIDDIQUI

DATE: 20/04

REQUESTED BY: COPPS (MP: ☐)

CONTACT: _____

PHONE: _____ FAX: _____

INFORMATION REQUESTED: Voire à la rédaction
d'une note d'info d'une page sur
la question de la gestion scolaire en
Colombie-Britannique pour la rencontre
de la ministre avec le ministre Sineta.

RESPONSE REQUESTED: LETTER: ☐ BN: ☒ FACT SHEET: ☐
TALKING PTS: ☒ en anglais.

FOR SIGNATURE OF: MINISTER: ☐ E.A.: ☐
OTHER: _____: ☐

DATE REQUESTED: 01/10 PRIORITY: ☒ URGENT
☐ NORMAL

PLEASE RE ROUTE RESPONSE TO BRISKIN

Canada

D'UN OcéAN À L'AUTRE

Colombie-Britannique

Une première victoire en prépare une autre

Le message envoyé par le juge Vickers au gouvernement provincial de la Colombie-Britannique est sans équivoque : fin aux demi-mesures atrophiées et atrophiantes.

Le jugement historique du juge Vickers, rendu le 19 août 1996, donne raison à l'Association des parents francophones de la Colombie-Britannique (APFCB) sur tous les tableaux. (Voir *Le jugement Vickers en résumé*) Ce qui plus est, cette décision pourrait avoir des conséquences positives dans les autres provinces et territoires du

pays. (Voir pages 8 et 9)

Cette première victoire éclatante ne met pas nécessairement fin aux sept années de litige de la part des parents. Prochaine étape : retour devant les tribunaux pour assurer la gestion scolaire dans les régions à l'extérieur du Grand Vancouver, du sud de l'île de Vancouver et de la vallée du Bas-Fraser.

Explications de Marc Gignac, directeur général de l'APFCB : « La première cause se limitait à la région du Grand Vancouver, le sud de l'île de Vancouver et la vallée du Bas-



Derrière chaque victoire, des parents convaincus, dont ceux qui avaient participé au congrès de 1994 (de g. à d.): Francine Ethier, Frédérique Grenouillat, Hélène Hudon, Martine Galibois-Barss (présidente de l'APFCB), Pierrette Larrivée-Woods, Marc Gignac (directeur général de l'APFCB), Christine Ouradou.

Fraser parce que nous voulions assurer le plus haut degré de gestion possible. Et nous savions, que dans cette région, nous avions les nombres. »

« Maintenant que le plein droit de gestion a été reconnu par la cour, on a le précédent. Il s'agit maintenant de travailler avec les régions qui ne font pas partie du Conseil scolaire francophone et où il y a un besoin. »

À ce chapitre, l'APFCB travaille présentement à identifier des parents demandeurs pour ensuite rédiger et enregistrer une deuxième poursuite pour inclure les autres endroits de la province. « On ne demande pas nécessairement toute la province », précise le directeur général. « Mais il faut savoir que dans la réalité, il y a maintenant deux systèmes d'éducation francophone dans la province. Le Conseil scolaire francophone regroupe 26 écoles de 10 districts scolaires représentant 60% des inscriptions. Les autres élèves (40%) sont répartis dans 15 autres districts scolaires qui ne font pas partie de l'autorité du conseil scolaire francophone. »

LE JUGEMENT VICKERS EN RÉSUMÉ

Voici les grandes lignes du jugement Vickers et les conséquences pour la gestion scolaire en Colombie-Britannique.

UNE RÉELLE GESTION SCOLAIRE

Les parents francophones voulaient la gestion exclusive de l'éducation en français.

Le gouvernement provincial avait offert, par réglementation, une autorité scolaire qui ne pouvait pas être propriétaire des édifices et qui devait négocier la livraison des services éducatifs et l'aménagement des locaux avec les districts scolaires existants.

Réponse du juge Vickers : Il y a suffisamment d'enfants ayants droit dans la région de l'autorité scolaire pour donner à la minorité francophone le

droit de gestion le plus élevé et le contrôle sur les programmes d'enseignement et les installations.

Conséquence : Pas moins qu'une commission scolaire francophone pour la région avec les mêmes pouvoirs que les commissions scolaires de la majorité.

UNE LOI SCOLAIRE CONFORME À L'ARTICLE 23

Les parents francophones voulaient que la loi scolaire soit conforme à l'article 23.

Le gouvernement provincial ne modifie pas la loi scolaire, préférant procéder en adoptant une réglementation créant un conseil scolaire francophone régional.

Le juge Vickers : La Loi scolaire de la Colombie-

Britannique ne rencontre pas les obligations de l'article 23 de la Charte et la réglementation a été adoptée sans pouvoirs législatifs.

DÉLAI PRÉCIS POUR SE CONFORMER

Après sept ans de litige de la part des parents, pas question de remettre à plus tard la mise en place de la gestion scolaire.

Pour sa part, le gouvernement préférerait sans doute laisser traîner la chose, prétextant que sa grande priorité c'est l'économie.

Le juge Vickers : La Loi et la réglementation resteront temporairement valides jusqu'au dernier jour de la prochaine session législative. Un point c'est tout.

D'UN OCÉAN À L'AUTRE

Île-du-Prince-Édouard

Beaucoup plus qu'une simple question de transport

Les témoins ont comparu fin août. Les avocats du gouvernement et des parents de Summerside ont soumis, par écrit, leurs derniers brefs fin septembre. Si tout va comme prévu, le juge Armand DesRoches de la Cour suprême de l'Île-du-Prince-Édouard pourrait rendre sa décision fin octobre.

En attendant, les parents de Summerside et la Fédération des parents de l'Île-du-Prince-Édouard peuvent se féliciter d'au moins une chose. Ils ont réussi à faire comprendre que l'avenir des communautés acadiennes de langue française de l'Île ne peut pas se résumer à une simple question de transport.

En tant qu'ancienne directrice de la Fédération des parents, Claire Hendy était bien placée pour évaluer les



Quelques parents convaincus de l'Île-du-Prince-Édouard (de g. à d.): Céline Arsenault, Kathy Gallant, Helen Arsenault, Ulysse Robichaud (président de la Fédération des parents), Colette Aucoin, Yvonne Gallant, Rita Shyle-Arsenault.

audiences qui ont finalement duré 4 journées et demie. Voici son évaluation du procès.

«D'une question de transport scolaire, le procès est passé à la plus grande question du démembrement d'une ville, d'une communauté», explique Claire Hendy. «C'est devenu une cause sociolinguistique. La question s'est orientée vers l'érosion de la communauté francophone de Summerside.»

«Au début, ça a été difficile de faire passer le message que l'école française en milieu minoritaire, c'est un lieu de ralliement, que pour nous, l'école a une mission éducative et culturelle», poursuit Claire Hendy. «Après trois jours de témoignages, ils semblent avoir compris ça.»

À ce chapitre, le témoignage d'Ulysse Robichaud, président de la Fédération, a été clé. «Il a parlé de la fermeture des petites écoles et les effets que cela a eu. C'est là qu'on a pu

faire le point que le gouvernement ne s'était jamais vraiment penché sur les besoins des autres régions de la province.»

Il n'a pas été facile non plus de faire admettre au gouvernement que dans la réalité l'autobus scolaire est un autre outil d'assimilation. «C'est quelque chose qu'on savait intuitivement», souligne Claire Hendy. «Mais ce n'est qu'en préparant la preuve avec Angéline Martel qu'on a constaté l'ampleur du problème. Ça a ouvert les yeux à beaucoup de personnes.»

Exemple de ce phénomène : Dans la région de Rustico, le transport scolaire avait été offert pour que les élèves fréquentent l'école François-Buote du Carrefour Saint-Jean à Charlottetown. Après la première année, on constate qu'à part les enfants d'une même famille, il n'y a pas eu de nouvelles inscriptions

d'élèves de Rustico. Le déracinement d'une communauté ne mène pas nécessairement à l'augmentation des nombres dans l'autre communauté. Car les parents semblent préférer inscrire leurs enfants dans l'école d'immersion ou anglaise de la communauté plutôt que de les envoyer à une école de la communauté voisine.

Bien qu'il soit impossible de prévoir la décision du juge, les parents sont sortis du procès confiants que le juge et peut-être même que le ministère ont compris le réel enjeu de la situation.

Les co-demandeurs étaient Noëlla Arsenault-Cameron et Madeleine Costa-Pettipas, deux parents de Summerside, et la Fédération des parents de l'Île-du-Prince-Édouard. Ont témoigné pour la cause des parents Ulysse Robichaud, Claire Hendy, Anne Arsenault-Harvey, Richard Harvey, Edgar Arsenault, président de la Commission scolaire de langue française, et Angéline Martel, experte-conseil en sociolinguistique. Le procès s'est déroulé en français et en anglais en fonction des préférences de chaque participant. L'interprétation simultanée était disponible pour les personnes unilingues. Le juge Armand DesRoches, acadien de souche, est bilingue.

NOUVELLE DIRECTRICE

Marie-Berthe Losier, anciennement employée par la fonction publique du Nouveau-Brunswick en communication, occupe depuis le 16 septembre la direction générale de la Fédération des parents de l'Île-du-Prince-Édouard.

Elle succède à Claire Hendy qui travaille maintenant pour Radio-Canada comme adjointe à la réalisation de l'émission radiophonique *Bonjour Atlantique*.

LITIGES EN MATIÈRE LINGUISTIQUE PARENTS FRANCOPHONES DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE

Lors de la présentation du ministère de la Justice sur les litiges actuels en matière linguistique, vous voudrez soulever la question de l'intervention du Procureur général en Cour suprême de la Colombie-Britannique.

CONTEXTE

- En 1989, les parents francophones de la région de Vancouver entreprenaient une action juridique contre le gouvernement provincial, réclamant la gestion de leurs écoles et de leurs programmes.
- En 1990, à la suite du jugement Mahé, le gouvernement provincial acceptait de former un groupe d'étude sur l'implantation de la gestion scolaire. Les parents ont ajourné la cause.
- Le 22 décembre 1992, après deux ans de négociations, le gouvernement provincial annonçait son intention de mettre sur pied une commission scolaire francophone provinciale, qui devait entre en opération en septembre 1995.
- De nombreuses négociations ont été menées entre le ministère du Patrimoine canadien et le ministère de l'Éducation de la Colombie-Britannique. Celles-ci ont abouti au mois d'octobre 1993 à une entente de principe entre les deux ministères afin de couvrir les coûts de mise en oeuvre de la commission scolaire francophone.
- Dans le cadre des mesures spéciales sur la gestion scolaire et l'enseignement postsecondaire annoncées en mai 1993, un montant de 10,6 millions de dollars a été identifié pour la mise en oeuvre de la gestion scolaire en Colombie-Britannique.
- À l'automne 1993, suite à un remaniement ministériel provincial, les interlocuteurs ont changé, entraînant une régression du dossier. Toutes les ententes ont été remises en cause.
- À la suite d'une résolution adoptée à l'assemblée générale annuelle de l'Association, les parents ont annoncé officiellement au gouvernement provincial, en avril 1994, leur intention de réactiver l'action judiciaire lancée en mars 1989.
- En septembre, les parents ont présenté un amendement à la demande originale pour inclure une compensation de 4 millions de dollars pour les dommages causés par l'inaction du gouvernement provincial.

- Le Commissaires aux langues officielles a obtenu le statut d'intervenant dans la cause, afin d'appuyer les parents. C'est la première fois, et ce en raison du retard apporté au respect de l'article 23, que celui-ci agira comme intervenant dans un procès.
- Lors de sa comparution devant le Comité mixte sur les langues officielles, le Ministre du Patrimoine canadien a dû répondre à des questions assez agressives de la part de la critique du Bloc québécois en matière de langues officielles. L'affaire a été reprise dans la presse.
- À de nombreuses occasions, en Chambre comme lors de rencontres avec les parents, le ministre s'est engagé à faire tout en son pouvoir pour faire avancer le dossier le plus rapidement possible. Il est important que le ministre prenne les devants dans le dossier.

PROPOS SUGGÉRÉS

- La situation en Colombie-Britannique ne s'est pas améliorée depuis 1989, malgré deux jugements de la Cour suprême du Canada sur l'article 23 et la gestion scolaire.
- Au moment où une entente sur la gestion scolaire semblait sur le point d'être conclue, les négociations avec le gouvernement provincial ont été interrompues. Elles n'ont pas repris depuis l'automne 1993, malgré tous les efforts du ministère du Patrimoine canadien.
- Le Commissaire aux langues officielles a demandé et obtenu le statut d'intervenant auprès de la Cour suprême de la province, ce qui se produit pour la première fois.
- Devant le climat assez agressif qui entoure cette affaire, en Chambre comme dans la presse, il est important que le Ministre du Patrimoine canadien prenne les devants dans le dossier.
- L'intervention du Procureur général dès cette instance renforcerait le message que le gouvernement fédéral veut et peut agir avec force pour assurer le respect de la Charte.



Patrimoine canadien Canadian Heritage

Sous-ministre

Deputy Minister

Hull (Québec)
K1A 0M5

Hull, Quebec
K1A 0M5

Spill 8/20/96
donné - Michèle

*• Gouvernement série loi? règlements?
• parents consultés?*

le 21 août 1996

NOTE À L'INTENTION DE L'HONORABLE SHEILA COPPS

JUGEMENT DE LA COUR SUPRÊME DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE SUR LA GESTION SCOLAIRE DANS CETTE PROVINCE

(Pour information)

RÉSUMÉ

- La Cour suprême de la Colombie-Britannique rendait, le 20 août dernier, un jugement très favorable aux parents dans la cause sur la gestion scolaire dans cette province. Elle a statué que le gouvernement provincial enfreint la constitution canadienne.
- Nous vous proposons d'émettre un communiqué de presse.
- Nous poursuivrons nos discussions avec la province afin de conclure une entente en tenant compte des nouveaux paramètres.

Contexte

- Le juge Vickers de la Cour suprême de la Colombie-Britannique a rendu, le 20 août dernier, un jugement très favorable aux parents francophones de cette province en statuant que le gouvernement provincial enfreint la constitution canadienne en ne soutenant pas suffisamment l'éducation en français. Les principales conclusions du jugement sont les suivantes :
 - le Règlement sur l'éducation francophone adopté en 1995 est invalide parce qu'il enfreint la préséance de la Loi scolaire de la Colombie-Britannique;

- 2 -


- ce règlement, qui prévoyait des mesures dès la rentrée scolaire 1996, reste en vigueur pour une période déterminée pour permettre à la province d'apporter les changements législatifs nécessaires;
 - la Loi scolaire de la Colombie-Britannique ne rencontre pas les obligations de l'article 23 de la Charte; *→ s'insère sur le Gov. fait suite au jugement?*
 - le nombre d'enfants ayants droit dans la région proposée est suffisamment élevé pour donner à la minorité francophone le droit de gestion le plus élevé et le contrôle sur les programmes d'enseignement et les installations.
- o Les parents francophones ont eu une réaction très positive au jugement et entendent poursuivre leurs discussions avec le gouvernement provincial pour mettre en oeuvre les recommandations de la Cour (voir leur communiqué de presse ci-joint).
 - o Le gouvernement de la Colombie-Britannique va analyser le jugement avant de faire connaître sa position.

Considérations

- o Le ministère de la Justice recommande que la position du Procureur général du Canada soit officiellement neutre, prenant simplement acte de la décision de la Cour.
- o Toutefois, comme Ministère, nous avons de bonnes raisons de nous réjouir de ce jugement qui fait avancer la cause des parents francophones et de la gestion scolaire en Colombie-Britannique et dans tout le reste du pays.
- o Nous vous soumettrons sous pli séparé un communiqué de presse et des énoncés médias afin de transmettre la réaction officielle du Ministère face à ce développement important.

- 3 -

° Dès que l'on connaîtra la réaction de la province à ce jugement et, bien sûr, en supposant qu'elle ne fera pas appel, nous allons reprendre nos négociations afin d'en venir à une entente sur la gestion scolaire qui tiendra compte des nouveaux paramètres imposés par la Cour. Cependant, dans l'intervalle, étant donné que le régime scolaire actuel demeure temporairement valide, nous discuterons avec la province d'un financement intérimaire pour l'année scolaire 1996-1997 de façon à assurer la bonne marche des activités.



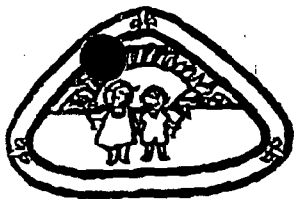
Suzanne Hurtubise

Pièces jointes

Préparé par :

Jean-Gilles Francoeur, Programmes d'appui aux langues officielles, 994-2964

Susan Scotti, Citoyenneté et Programme d'identité canadienne, 994-2167



ASSOCIATION DES PARENTS FRANCOPHONES DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE

1555, 7e avenue Ouest, Suite 223
Vancouver, (C.-B.)
V6J 1S1
Téléphone : (604) 736-5056
Télécopieur : (604) 736-1259

Jean-Gilles
info et
à utiliser
en français
(le culte)
pour

TÉLÉCOPIE

DATE: 20 Août 1996 UC
À / TO: Mrs HILAIRE FETTOINE
Patrimoine Canadien

DE / FROM: MARTINE GALIBOIS BARSS
Présidente

PAGES: 0,7

COMMENTAIRES:

- un communiqué de Presse
en français et en anglais

Pour une

éducation

de qualité!



Association des parents francophones de la Colombie-Britannique

COMMUNIQUE DE PRESSE

POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

LES PARENTS FRANCOPHONES GAGNENT LEUR CAUSE

Vancouver, le 20 août 1996 - Après sept ans de litige, l'Association des parents francophones l'a finalement emporté sur le gouvernement de Colombie-Britannique relativement au défaut du gouvernement de légiférer afin de reconnaître les droits de la minorité francophone conformément à l'Article 23 de la Charte canadienne des droits et libertés.

La décision du Juge Vickers de la Cour suprême de Colombie Britannique a été diffusée hier après-midi. Il déclare notamment :

- La réglementation pour la mise en place d'un conseil scolaire francophone en Colombie-Britannique a été adoptée sans pouvoirs législatifs;
- La Loi scolaire de Colombie-Britannique ne rencontre pas les obligations de l'Article 23 de la Charte;
- Il y a suffisamment d'enfants ayant-droits dans la région Vancouver/Bas-Fraser et Grand Victoria pour donner à la minorité francophone le droit de gestion le plus élevé et le contrôle sur les programmes d'enseignement et les installations (égal aux commissions scolaires); et
- La Loi et la Réglementation resteront temporairement valides jusqu'au dernier jour de la session législative qui suivra la session courante de l'Assemblée législative, donnant ainsi assez de temps pour que la Législature apporte les changements législatifs nécessaires.

Dans le cas présent, l'Association a argumenté que la Province a failli à ses obligations en vertu de l'Article 23 de la Charte parce que :

- La Réglementation est ultra vires, ce qui veut dire que la loi donnant au gouvernement le droit de créer des réglementations ne permet pas le genre de réglementation décrétée dans ce cas;
- Qui plus est, la Réglementation n'a pas donné à l'Autorité francophone (l'autorité scolaire créée par la Réglementation) le même financement obligatoire qui est donné aux commissions scolaires;
- De plus, la Réglementation interdit, injustement, à l'Autorité scolaire francophone d'utiliser les fonds reçus de la Province pour des dépenses d'immobilisations;

Pour une
éducation
de qualité!



- La Réglementation, qui envisage des contrats de location avec les commissions scolaires existantes, ne prévoit pas un mécanisme de résolution de problème au cas où un accord ne pourrait être signé; et
- La Province essaie de donner la gestion exclusive et le contrôle du programme d'éducation francophone en vertu de l'Article 23 de la Charte par voie de réglementation, au lieu d'amender la Loi scolaire elle-même.

Dans son document «Raisons de la décision» de 41 pages, le juge Vickers est d'accord sur tous les points présentés par l'Association, spécifiant que :

...il est important de noter que l'engagement des Canadiens envers le bilinguisme et le biculturalisme donne à ce pays une place distincte dans la grande famille des peuples du monde. Le développement de toute nation réside dans le contexte historique, social, politique et culturel de ses habitants. De par ses origines, le Canada apporte au monde entier une culture et une histoire unique de coopération et de tolérance. Cette notion est enracinée dans l'engagement des francophones et des anglophones, qui ont déjà été séparés par des frontières géographiques, par une histoire de luttes discordantes sur la culture et la langue, pour vivre ensemble, pour travailler ensemble et pour partager les ressources d'une nouvelle nation. L'Article 23 réitère une partie fondamentale de cet engagement envers la langue et la culture et reflète la vision et la volonté des pionniers de notre pays. *Notre place distincte dans la grande famille mondiale est dépendante de la façon dont les gouvernements honorent cet engagement datant de plus de deux siècles, lequel engagement a été renforcé par la présente génération de Canadiens et des Canadiennes à travers l'enchéassement de dispositions particulières dans la Charte Canadienne des droits et libertés.*

Martine Galibois Barss, présidente de l'Association, parle de victoire et reconnaît les importantes ramifications de ce jugement non seulement pour les francophones de la Colombie-Britannique mais pour toutes les minorités francophones du Canada.

«La Cour suprême dans la cause Mahé a exposé clairement la situation selon laquelle l'Article 23 donne le droit à une qualité d'éducation équivalente pour la minorité francophone.

Cette cause va plus loin. Le juge Vickers a déclaré que la province doit tout faire pour offrir une *qualité d'éducation équivalente*; «lorsque la majorité anglophone a un droit indéniable aux fonds publics et aux dépenses d'immobilisations, les francophones doivent aussi avoir ce droit; lorsque la majorité anglophone a des conseils scolaires établis par l'Assemblée législative, les francophones ne peuvent se contenter d'une simple réglementation».

Martine Galibois Barss tient à remercier chaleureusement le Commissaire aux langues officielles pour son travail de coopération et l'aide apportée à

Pour une
éducation
de qualité!



l'Association tout au long des démêles juridiques avec la province. Les avocats du Commissaire ont clairement laissé entendre au juge Vickers l'urgence de légiférer sans délai en Colombie-Britannique et qu'un amendement à la Réglementation serait inadéquat.

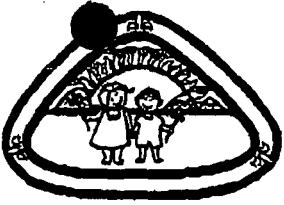
La présidente ajoute «Nous attendons impatiemment les changements juridiques requis par le juge Vickers et nous attendons de rencontrer le gouvernement pour démarrer ce processus. Comme le spécifie le juge Vickers, plus le délai est long, plus les coûts seront élevés».

L'Association des parents francophones de la Colombie-Britannique est l'organisme voué à la défense et à la promotion des droits et intérêts des parents francophones de la Colombie-Britannique et représente près de 5 000 parents à travers la province.

-30-

Source : Marc Gignac (604) 736-5056
A.P.F.C.B.

Pour une
éducation
de qualité!



Association des parents francophones de la Colombie-Britannique

NEWS RELEASE

FOR IMMEDIATE RELEASE, AUGUST 20, 1996

FRANCOPHONE PARENTS WIN THEIR CASE

After seven years of protracted litigation, l'Association des parents francophones de la Colombie-Britannique has finally prevailed against the British Columbia Government and its failure to enact legislation giving effect to the Francophone minority's s. 23 Charter rights.

The decision by Mr. Justice Vickers of the British Columbia Supreme Court was released late yesterday. In it, he declares that:

- The B.C. Francophone Education Regulation was enacted without proper legislative authority;
- The B.C. School Act does not meet the requirements of s.23 of the Charter;
- There are sufficient eligible children in the Vancouver/Lower Mainland and Greater Victoria areas to entitle the Francophone minority to exercise the highest measure of management and control of Francophone educational programs and facilities (equivalent to school boards); and
- The Act and Regulation will remain temporarily valid, until the last day of the legislative session immediately after the current session of the legislative Assembly, thereby giving the Legislature time to make the necessary legislative changes.

In this case the Association argued that the Province failed to meet its obligations under s. 23 of the Charter because:

- The Francophone Education Regulation was *ultra vires*, meaning the legislation which gave the Government the power to create regulations did not permit the type of regulation that was made here;
- Moreover, the Regulation did not provide the Francophone Education Authority, (the school authority created under the Regulation) with the same mandatory funding as provided to school boards;
- Further, the Regulation wrongly prohibited the Francophone Education Authority from using any money provided by the Province for capital expenses;

Pour une
éducation
de qualité!



Pour une
éducation
de qualité!

The Regulation, which envisaged that the Authority would enter into leasing arrangements with existing school boards, failed to provide a dispute resolution mechanism, in the event of a failure to reach an agreement; and

It tried to provide for the exclusive management and control of francophone education programs as required by s. 23 of the Charter, by making a regulation under the School Act, rather than by amending the School Act itself.

In his 41 pages of Reasons for Decision, Justice Vickers found for the Association on all points, noting that:

...it is important to note that the commitment of Canadians to bilingualism and biculturalism gives this country a distinct place in the world's family of nations. The development of any nation is in the historical, social, cultural and political context of its people. From its genesis, Canada brings to the world a unique history and culture of cooperation and tolerance. It is rooted in the commitment of French and English people, who had earlier been separated by geography, a history of divisive disputes, language and culture, to live together, to work together and to share the resources of a new nation. Section 23 restates a fundamental part of that commitment relating to language and culture and acknowledges the vision and faith of our nation's pioneers. *Our distinct place in the world's family of nations is dependent upon governments honouring the commitment entered into more than two centuries ago which has been reaffirmed by this generation of Canadians through the enactment of particular provisions of the Canadian Charter of Rights and Freedoms.*

Martine Galibois Barss, President of l'Association, commented on the victory, noting the important ramifications this decision has not just for British Columbia Francophones, but for Francophone minorities throughout Canada.

"The Supreme Court in the Mahe case set the stage - providing that s. 23 mandates an equivalent quality of education for the francophone minority.

This case goes one step further. Justice Vickers has declared what the Province must do to provide that "equivalent quality of education" - where the English majority had access to mandatory funding and capital expenditures, so must the Francophone minority; where the majority has school boards established by legislation, a Francophone Regulation will not be enough."

Galibois Barss also gratefully acknowledged the assistance provided by the Commissioner for Official Languages in his intervention on the side of l'Association in these legal proceedings. Solicitors for the Commissioner argued strongly before Justice Vickers that British Columbia must enact legislation without delay - that an amendment to the Regulation would not be adequate.



Barss added, "We eagerly await the legislative changes required by Justice Vickers and look forward to meeting with the Government to begin this process. As Justice Vickers noted the longer the delay, the greater the cost."

- 30 -

The Association des parents francophones de la Colombie-Britannique is an organization devoted to the promotion and defense of the rights of Francophone parents, and act in their interests on all matters related to Education in British Columbia. The association represents about 4500 parents throughout the province.

For more information, contact Marc Gignac at (604) 736-5056.

*Pour une
éducation
de qualité!*



Feuillets de transmission par télécopieur		Date	# of pages
Post-it™ Fax Note		78719	22-08-96
To / À		From / De	
Délainé Perrin		D. Bédard	
Co./Dept. / Cie/Service		Co. / Cie	
Phone # / N° de tél.		Phone # / N° de tél.	
Fax # / N° de télécopieur		Fax # / N° de télécopieur	

la commission nationale des parents francophones

Communiqué de presse

le 19 août 1996

L'arrêt APFCB : une jurisprudence favorable de portée nationale !

Winnipeg - La Commission nationale des parents francophones (CNPF) célèbre avec l'Association des parents francophones de la Colombie-Britannique (APFCB) l'éclatante décision de la Cour suprême de cette province dans la cause relative aux droits de gestion et de contrôle sous l'article 23 de la *Charte canadienne des droits et libertés*.

Dans un jugement rendu public le 19 août dernier, le juge Vickers a déclaré que l'article 5 de la Loi sur les écoles de la Colombie-Britannique et la réglementation 475-95 ne rencontrent pas les obligations de la province sous l'article 23 de la *Charte*. La Cour a également imposé à la Législature un délai précis pour modifier sa loi scolaire, soit avant la fin de la prochaine session de l'assemblée législative de la Colombie-Britannique.

"C'est un été fructueux au niveau des droits scolaires des parents francophones, souligne le président de la CNPF, Gilbert Savard. En juillet, le gouvernement de Terre-Neuve et du Labrador a accordé le droit de gestion à sa minorité francophone. Le jugement Vickers est un autre pas important au niveau national et l'équipe de l'APFCB mérite toutes nos félicitations.

"A l'échelle nationale, on ne peut pas se réjouir encore, poursuit Gilbert Savard. La gestion scolaire est loin d'être suffisante dans les deux provinces qui comptent le plus de francophones et d'Acadiens, l'Ontario et le Nouveau-Brunswick. Il reste que le jugement Vickers ajoute énormément à la jurisprudence sous l'article 23."

En effet, l'arrêt du 19 août ajoute les précisions suivantes quant à la mise en oeuvre de l'article 23:

- l'égalité en termes de qualité d'éducation ne signifie pas traitement semblable à la majorité, mais traitement différent en raison de l'aspect réparateur de l'article 23 ; le principe de l'équivalence implique une égalité au niveau des résultats de l'éducation et non au niveau des services ; la mise en oeuvre des droits linguistiques peut exiger de la créativité et de l'innovation ;

Communiqué de presse, L'arrêt APFCB...

.../2
page 2

-
- la mise en oeuvre de l'article 23 ne doit pas être discrétionnaire : les provinces ont l'obligation de légiférer, la réglementation n'étant pas suffisante quand il est question d'un droit constitutionnel; la nature de l'obligation doit être traduite par un langage clair dans les textes législatifs ; la loi doit contenir des mécanismes de résolution de conflits ;
 - en termes de financement, le principe de l'équivalence implique des dépenses probablement supérieures à ce qui est disponible pour la majorité ; la gestion et le contrôle des établissements comprennent le droit de faire des dépenses en capital et de devenir propriétaire de terrains et d'édifices ;
 - en termes de réparation, tout retard peut occasionner des coûts supplémentaires, particulièrement au début de la mise en oeuvre.

Le président de la CNPF s'est également dit fort impressionné par les dernières lignes de la décision où le juge se déclare disponible pour régler toute difficulté qui pourrait survenir dans la résolution du conflit entre les parents et le gouvernement. *"Ce jugement confirme encore une fois notre confiance dans les tribunaux canadiens et dans la Constitution. Sans les tribunaux, nous serions encore des citoyens de 2e classe."*

Fondée en 1979, la CNPF regroupe neuf associations provinciales et deux associations territoriales de parents francophones. Sa mission est d'assurer l'épanouissement de l'école de langue française partout au Canada.

Source : Armand Bédard, directeur général de la CNPF (204) 231-1371

GESTION SCOLAIRE EN COLOMBIE-BRITANNIQUE

CONTEXTE

- Article 23 de la *Charte canadienne des droits et libertés* : droit de gestion par la minorité linguistique, là où le nombre le justifie, de ses établissements d'enseignement.
- Engagement ferme du gouvernement fédéral envers respect de l'article 23 de la *Charte* partout au pays.
- Province a annoncé (juillet 1995) la création d'une structure de gestion scolaire francophone. Réglementation nécessaire adoptée (novembre 1995). Cinq commissaires assermentés le 19 janvier 1996.
- Reprise des négociations (juillet 1995) entre le gouvernement fédéral et la province pour entente sur partage des coûts de mise en oeuvre de la gestion scolaire (offre fédérale de 10,5 millions de dollars sur quatre ans).
- Province souhaite signer en février 1996.

CONSIDÉRATIONS

- Ministère entend collaborer étroitement avec la province pour assurer à la communauté la gestion de ses écoles; participation des parents essentielle.
- Association des parents francophones de la Colombie-Britannique (APFCB) exprime des réserves importantes quant à la structure, mais a participé à l'élaboration des règlements régissant la nouvelle entité scolaire. La présidente de l'APFCB a accepté de siéger à titre d'administrateur de la nouvelle structure.
- Ministère de la Justice considère, malgré certaines réserves, que la réglementation respecte en grande partie les dispositions de l'article 23 de la *Charte*.
- Parents francophones poursuivent leur action juridique, mais souhaitent entente fédérale-provinciale.

PROCHAINE ÉTAPE

- Possibilité de signer l'entente en février 1996.

8140-6-96

Author: Michele Blais-Chauvin at JLS7-HULL
Date: 05/11/96 13:00
Priority: Normal
Receipt: Requested
TO: Hilaire Lemoine, Lise Toupin
CC: Paul-Émile Leblanc
Subject: Rencontre - Gestion scolaire, C-B

J'ai parlé à Paul-Émile, ce midi. Voici en résumé les points mentionnés lors de cette conversation.

- Owen parle d'une signature possible en janvier.
- Vont étudier le nouveau texte proposé et réagir.
- Owen va signer sous peu une lettre de réponse à Kruhlak avec ventilation annuelle du budget.
- Owen parle toujours d'un partage 50-50 des dépenses.
- Owen n'a pas de problème avec la consultation de la communauté.
- Immobilisation sera une dépense admissible mais Owen n'a pas fait mention des \$ nécessaires.
- La province a avancé 17,5 M\$ au Conseil scolaire : 15 M\$ pour passer des contrats de service et 2,5 M\$ pour le fonctionnement du Conseil scolaire.
- Owen pense qu'il y aura une autre cause juridique pour couvrir tout le territoire de la province mais il croit que rien ne presse et que le Conseil scolaire en a déjà plein les bras avec la mise en place de la gestion dans le territoire actuellement visé.

8140-6-51

WZ

**LE RÔLE DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL
DANS LA MISE EN OEUVRE
DES DROITS LINGUISTIQUES
SCOLAIRES AU CANADA**

**Le droit et la langue d'éducation
IV^e Conférence internationale sur le droit et la langue
Académie internationale du droit linguistique
Institut du fédéralisme
Université de Fribourg, Suisse
du 14 au 17 septembre 1994**

**Warren J. Newman, B.C.L., LL.B.
membre des barreaux du Québec et de l'Ontario
Avocat-conseil
Section des droits de la personne
Secteur du droit public
Ministère de la Justice du Canada**

11-04-96

TABLE DES MATIÈRES

I —	INTRODUCTION : LE CONTEXTE HISTORIQUE ET JURIDIQUE	1
A)	Article 93 de la <i>Loi constitutionnelle de 1867</i> : des droits scolaires religieux	1
B)	Article 23 de la <i>Charte canadienne des droits et libertés</i> : des droits scolaires linguistiques	4
II —	LE VOLET JUDICIAIRE DE L'ACTION FÉDÉRALE	6
A)	L'affaire <i>Quebec Association of Protestant School Boards</i> et l'intervention du Procureur général du Canada	6
B)	Le <i>Renvoi sur la Loi sur l'éducation de l'Ontario</i> et l'intervention du Procureur général du Canada	11
C)	Les interventions du Commissaire aux langues officielles du Canada ...	16
D)	Les jugements et avis des tribunaux d'appel de l'Alberta, de l'Île du Prince-Édouard et du Manitoba	18
E)	L'arrêt de la Cour suprême du Canada dans <i>Mahé c. Alberta</i>	20
F)	Le pourvoi devant la Cour suprême dans le renvoi du Manitoba : application des principes de l'arrêt <i>Mahé</i>	25
G)	L'évolution de l'interprétation judiciaire et celle des critères d'intervention du Procureur général du Canada	26
H)	Le Programme de contestation judiciaire	28
III —	LE VOLET ADMINISTRATIF	29
IV —	CONCLUSION	34

LE RÔLE DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL DANS LA MISE EN OEUVRE
DES DROITS LINGUISTIQUES SCOLAIRES AU CANADA¹
M^{re} WARREN J. NEWMAN²

I — INTRODUCTION : LE CONTEXTE HISTORIQUE ET JURIDIQUE

A) Article 93 de la *Loi constitutionnelle de 1867* : des droits scolaires religieux

Le Canada est un pays fédéral. En vertu de la Constitution canadienne, les compétences législatives sont partagées entre le Parlement central et les législatures provinciales. ~~L'article 93 de la Loi constitutionnelle de 1867 reconnaît aux provinces le pouvoir exclusif de légiférer en matière d'éducation.~~ Cela veut dire que ce sont ces dernières, et non le gouvernement fédéral, qui édictent des lois qui régissent le domaine de l'instruction primaire, secondaire et post-secondaire, l'établissement et la gestion des écoles, le régime pédagogique, et ainsi de suite.

Dès le début de la Confédération en 1867, la Constitution a néanmoins assujéti le pouvoir de légiférer sur l'éducation à certaines contraintes : l'article 93 dispose entre autres que cette compétence s'exerce sous réserve des droits ou privilèges relatifs aux écoles confessionnelles déjà acquis par des collectivités religieuses. De plus, cet article prévoit la possibilité d'un appel auprès du gouvernement fédéral au sujet de toute loi ou décision d'une autorité provinciale qui porte atteinte aux droits ou privilèges des minorités protestantes ou catholiques romaines. Enfin, il est loisible au Parlement fédéral, toujours en vertu du même article, d'adopter des lois remédiatrices pour veiller à la bonne mise en oeuvre des dispositions en question en comblant les lacunes des lois et décisions des autorités provinciales.

Donc, la Constitution protégeait déjà — du moins sur le plan théorique — les droits scolaires de certaines collectivités et minorités provinciales, et a laissé présager un rôle ~~protecteur ou réparateur pour le gouvernement et le Parlement du Canada à cet égard.~~ Qui plus est, ces droits ou privilèges en matière d'éducation étaient des plus pertinents pour les

¹ Texte de la contribution de l'auteur lors de la IV^e Conférence internationale sur le droit et la langue, Académie internationale du droit linguistique, Institut du fédéralisme, Université de Fribourg, Suisse, du 14 au 17 septembre 1994.

² B.C.L., LL.B. (McGill), membre des barreaux du Québec et de l'Ontario; Avocat-conseil, Groupe du droit des langues officielles, Section des droits de la personne, ministère de la Justice du Canada. Les opinions exprimées dans ce texte ne lient que l'auteur et ne reflètent pas nécessairement l'avis du ministère de la Justice.

³ 30 & 31 Victoria, c. 3 (R.-U.).

minorités francophones et anglophones du pays, car à cet époque surtout, la plupart des premières étaient catholiques et les deuxièmes protestantes.

Pourtant, l'histoire de l'application de l'article 93 de la *Loi constitutionnelle de 1867* n'a guère été reluisante pour les minorités, telles qu'en témoignent les luttes judiciaires et politiques épiques qu'elles ont entamées pour faire valoir leur cause. Le récit de cette épopée déborderait le cadre plus modeste du présent texte.⁴ Il nous suffira, aux fins de notre exposé, de souligner que le Comité judiciaire du Conseil privé de Londres⁵ avait repoussé la tentative de la minorité francophone de l'Ontario d'invoquer les droits et privilèges garantis par l'article 93 pour protéger leur accès à l'instruction en français dans les écoles catholiques de la province. Lord Buckmaster a statué ainsi, dans l'affaire *Mackell*⁶ :

[T]he class of persons to whom the right or privilege is reserved must, in their Lordships' opinion, be a class of persons determined according to religious belief, and not according to language. In relation to denominational teaching, Roman Catholics together form within the meaning of the section a class of persons, and that class cannot be subdivided into other classes by considerations of the language of the people by whom that faith is held.⁷

⁴ Pour les arrêts principaux de l'époque touchant les droits des minorités catholiques du Manitoba et de l'Ontario, voir : *City of Winnipeg v. Barrett*, [1892] A.C. 446; *Renvoi relatif aux écoles du Manitoba*, (1894) 22 R.C.S. 577; *Brophy v. Attorney General of Manitoba*, [1895] A.C. 202; *Ottawa Separate School Trustees v. Mackell*, [1917] A.C. 62; *Ottawa Separate School Trustees v. Ottawa Corporation*, [1917] A.C. 76; *Tiny Separate School Trustees v. The King*, [1927] R.C.S. 637, [1928] A.C. 363. Pour des arrêts plus récents sur la portée et l'application de l'article 93, voir également : *Procureur général du Québec c. Greater Hull School Board*, [1984] 2 R.C.S. 575; *Renvoi : An Act to Amend the Education Act (Ont.)*, [1987] 1 R.C.S. 1149; *Commission des écoles protestantes du Grand Montréal c. Québec (P.G.)*, [1989] 1 R.C.S. 377; *Renvoi : Loi sur l'instruction publique (Québec)*, [1993] 2 R.C.S. 511. Enfin, pour une étude analytique récente très poussée qui englobe les aspects juridiques, historiques et politiques de la question, il y a lieu de consulter l'ouvrage de Pierre Carignan, *Les garanties confessionnelles à la lumière du renvoi relatif aux écoles séparées de l'Ontario : un cas de primauté d'un droit collectif sur le droit individuel à l'égalité*, Montréal, Éditions Thémis, 1992.

⁵ Le Comité judiciaire du Conseil privé du Royaume-Uni est resté, jusqu'en 1933 aux fins des pourvois en matière pénale criminelle, et jusqu'en 1949 aux fins de pourvois en matière civile, le tribunal de dernier ressort pour le Canada. La Cour suprême du Canada n'est devenue réellement «suprême» qu'après ces dates-là.

⁶ Précité, note 4, p. 69. Il s'agissait de la validité constitutionnelle du *Règlement 17* de l'Ontario, adopté en 1915, qui privait les francophones de l'utilisation du français comme langue de l'instruction.

⁷ Le Comité judiciaire a néanmoins laissé entendre, ce qui a été plutôt inhabituel pour ce tribunal, que la plainte des Franco-Ontariens avait fait vibré une certaine corde de sympathie chez les juges : «Their Lordships appreciate the affection which the French-speaking residents in Ottawa feel for the French language; but it must not be forgotten that, although a majority of the supporters of the English-French separate schools in Ottawa are of French origin, there are other supporters to whom French is not the natural language. This fact has no doubt caused great difficulty in adjusting fairly as between the

En 1976, c'était au tour de la minorité anglo-protestante du Québec, dans l'affaire *Bureau métropolitain des écoles protestantes de Montréal*⁸, de tenter en vain d'invoquer les droits et privilèges garantis par l'article 93 pour se protéger à l'encontre des dispositions québécoises qui imposaient, à certains égards, l'usage du français. La Cour supérieure du Québec, par le truchement du juge en chef Deschênes, n'avait qu'à appliquer la jurisprudence antérieure des arrêts *Barret*⁹ et *Brophy*¹⁰ du Manitoba en passant par les arrêts *Mackell*¹¹ et *Tiny*¹² de l'Ontario. Le juge en chef s'est permis de s'interroger, non sans une certaine ironie, sur le sort réservé jadis aux minorités francophones hors Québec en matière d'éducation qui est venu hanter plus tard la minorité anglophone du Québec :

[...] même si la question est cruelle et susceptible de réveiller de vieilles blessures, l'argument des commissions scolaires protestantes oblige de la poser. Alors que le texte constitutionnel était équivalent, a-t-on songé à sauver la culture française de la minorité catholique du Manitoba, lorsque la question linguistique était sous-jacente au conflit religieux qui mettait en péril son droit à des écoles confessionnelles? Et alors que le texte constitutionnel était identique, a-t-on songé à sauver la culture française de la minorité catholique de l'Ontario, lorsque la question linguistique a également mis en péril son système d'écoles confessionnelles?

~~À chacun de ces moments solennels de notre histoire, les Tribunaux ont distingué entre langue et foi, entre culture et religion: à la seule confessionnalité des écoles ont-ils reconnu des garanties constitutionnelles et jamais n'ont-ils interprété l'Acte de l'Amérique du Nord britannique comme un instrument de protection de la langue ou de la culture d'un groupe particulier? [...]~~

different inhabitants the natural rivalry as to the languages to be used in the education of the children, and the care with which this difficulty has been considered is evidenced in the terms of a valuable report which is printed in the record and to which their Lordships would direct attention: "As was stated in our former report, while all classes of the French people are not only willing but desirous that their children should learn the English language, they at the same time wish them to retain the use of their own language, and there is no reason why they should not do so. [...] To attempt to deprive a people of the use of their native tongue would be as unwise as it would be unjust, even if it were possible. In the British Empire there are people of many languages. The use of these does not affect the loyalty of the people to the Crown, and the English language remains the language of the Empire. The object of these schools is to make better scholars of the rising generation of French children, and to enable them to do better for themselves by teaching them English, while leaving them free to make such use of their own language as they please." (Id., p. 72).

⁸ *Bureau métropolitain des écoles protestantes de Montréal c. Ministre de l'Éducation de la province de Québec et Procureur général du Québec*, [1976] C.S. 430.

⁹ Précité, note 4.

¹⁰ Précité, note 4.

¹¹ Précité, note 4.

¹² Précité, note 4.

Le rôle du gouvernement fédéral dans la mise en oeuvre
des droits linguistiques scolaires au Canada
M^c Warren J. Newman

4

Comment et pourquoi, dès lors, devrait-on soudain trouver au même texte constitutionnel une nouvelle vertu et, à l'encontre d'une interprétation judiciaire constante, y puiser en faveur de la minorité protestante du Québec une protection additionnelle implicite qu'on a refusée aux minorités catholiques des autres parties du pays? — Il paraît à la Cour que la réponse s'impose d'elle-même.¹³

B) Article 23 de la *Charte canadienne des droits et libertés* : des droits scolaires linguistiques

Ce n'est qu'en 1982 que la Constitution canadienne sera modifiée afin d'y inclure, notamment, une charte pour garantir des droits fondamentaux — dont des droits scolaires linguistiques. Sous la rubrique «Droits à l'instruction dans la langue de la minorité», l'article 23 de la *Charte canadienne des droits et libertés*¹⁴ renferme une série de protections relatives à l'enseignement en français et en anglais.

L'importance de l'enchâssement constitutionnel des droits linguistiques dans un contexte plus large, à savoir dans le contexte de l'éducation, est devenue manifeste après la publication, en 1967, du *Rapport de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme* dans lequel on accordait une grande importance à la question de l'instruction dans la langue de la minorité. La Commission, abordant alors le problème de l'enseignement, concluait :

Nous sommes persuadés que le Canada a intérêt à maintenir la solidité de la chaîne française qui le traverse. Nous estimons en outre qu'un régime d'égalité exige un changement de politique qui offre désormais le maximum plutôt que le minimum en ce qui concerne l'enseignement dans la langue maternelle.¹⁵

On n'a pas cessé par la suite de réaffirmer l'importance de reconnaître, de favoriser et d'enchâsser les droits à l'instruction dans la langue de la minorité. Cette question fut l'un des importants sujets de discussion de la Conférence constitutionnelle de Victoria, en Colombie-Britannique, en 1971.

L'article 23 est une formulation et une élaboration du principe du droit à l'instruction dans la langue de la minorité qui a été reconnu par les premiers ministres de toutes les provinces en 1977 à St. Andrews au Nouveau-Brunswick et en 1978 à Montréal au Québec.

¹³ Précité, note 8, p. 450.

¹⁴ Partie I de la *Loi constitutionnelle de 1982* [annexe B de la *Loi de 1982 sur le Canada* (1982), R.-U., c. 11].

¹⁵ Rapport de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, Livre 1, p. 137.

Le rôle du gouvernement fédéral dans la mise en oeuvre
des droits linguistiques scolaires au Canada
M^c Warren J. Newman

5

Les enfants des minorités linguistiques francophones et anglophones ont tous droits à l'enseignement dans leur langue, dans les écoles primaires et secondaires de chaque province, là où le nombre le justifie.¹⁶

La *Charte canadienne* forme la première partie de la *Loi constitutionnelle de 1982*, qui elle-même fut édictée par la *Loi de 1982 sur le Canada*, la dernière loi du Parlement du Royaume-Uni à faire partie du droit du Canada.¹⁷ L'article 52 de la *Loi constitutionnelle de 1982* établit expressément que la Constitution du Canada — dont la *Charte canadienne* est l'une des composantes — est la «loi suprême du Canada» et que celle-ci «rend inopérantes les dispositions incompatibles de toute autre règle de droit». L'article 24 de la Charte prévoit d'ailleurs la possibilité d'un recours judiciaire pour faire assurer le respect des droits protégés :

Toute personne, victime de violation ou de négation des droits ou libertés qui lui sont garantis par la présente charte, peut s'adresser à un tribunal compétent pour obtenir la réparation que le tribunal estime convenable et juste eu égard aux circonstances.

L'article 23 de la Charte renferme, comme nous venons de le signaler, des garanties linguistiques en matière d'instruction. Les dispositions de cet article sont passablement complexes et il y a lieu de les reproduire en entier ici pour la commodité du lecteur.

23.(1) Les citoyens canadiens:

- (a) dont la première langue apprise et encore comprise est celle de la minorité francophone ou anglophone de la province où ils résident,
 - (b) qui ont reçu leur instruction, au niveau primaire, en français ou en anglais au Canada et qui résident dans une province où la langue dans laquelle ils ont reçu cette instruction est celle de la minorité francophone ou anglophone de la province,
- ont, dans l'un ou l'autre cas, le droit d'y faire instruire leurs enfants, aux niveaux primaire et secondaire, dans cette langue.
- (2) Les citoyens canadiens dont un enfant a reçu ou reçoit son instruction, au niveau primaire et secondaire, en français ou en anglais au Canada ont le droit de faire instruire tous leurs enfants, aux niveaux primaire et secondaire, dans la langue de cette instruction.
- (3) Le droit reconnu aux citoyens canadiens par les paragraphes (1) et (2) de faire instruire leurs enfants, aux niveaux primaire et secondaire, dans la langue de la minorité francophone ou anglophone d'une province:
- (a) s'exerce partout dans la province où le nombre des enfants des citoyens qui ont ce droit est suffisant pour justifier à leur endroit la prestation, sur les fonds publics, de l'instruction dans la langue de la minorité;

¹⁶ Communiqué de la conférence (traduction), Conférence des premiers ministres, le 23 février 1978, Montréal.

¹⁷ *Loi de 1982 sur le Canada*, 1982 (R.-U.), c. 11, art. 1 et 2.

Le rôle du gouvernement fédéral dans la mise en oeuvre
des droits linguistiques scolaires au Canada
M^e Warren J. Newman

6

(b) comprend, lorsque le nombre de ces enfants le justifie, le droit de les faire instruire dans des établissements d'enseignement de la minorité linguistique financés sur les fonds publics.

Il faut ajouter finalement que l'article 59 de la *Loi constitutionnelle de 1982* stipule que l'alinéa 23(1)(a) de la Charte n'entre en vigueur pour la province du Québec qu'après autorisation de l'assemblée législative ou du gouvernement du Québec.¹⁸

La responsabilité constitutionnelle pour la mise en oeuvre de l'article 23 de la *Charte canadienne des droits et libertés* relève nécessairement des provinces. Ce sont les autorités provinciales, comme nous l'avons expliqué, qui possèdent les pouvoirs législatifs permettant de réglementer le domaine de l'enseignement. Le gouvernement fédéral joue néanmoins un rôle important par rapport à l'application de l'article 23 et à la réalisation de son objet. Ce rôle comporte deux volets principaux : le judiciaire et l'administratif.

~~Sur le plan judiciaire, le gouvernement fédéral, par le biais du Ministre de la Justice et du Procureur général du Canada, est intervenu dans certaines des affaires linguistiques portant sur l'article 23 afin d'aider les tribunaux à clarifier la portée et l'étendue des droits et obligations qui en découlent. Le gouvernement, par l'entremise de son programme de contestations judiciaires, a subventionné d'autres groupes et individus à porter leurs causes scolaires devant les cours de justice.~~

~~Sur le plan administratif, le gouvernement a aidé les provinces et les territoires, par l'entremise des programmes de contributions financières, à offrir aux Canadiens qui appartiennent aux minorités francophones ou anglophones la possibilité de s'instruire ou de faire instruire leurs enfants dans leur propre langue, et pour permettre aux membres du public canadien d'apprendre l'une ou l'autre langue officielle du pays, le français ou l'anglais, comme langue seconde.~~

II — LE VOLET JUDICIAIRE DE L'ACTION FÉDÉRALE

A) L'affaire *Quebec Association of Protestant School Boards* et l'intervention du Procureur général du Canada

Le volet judiciaire du rôle du gouvernement fédéral dans la mise en application de l'article 23 de la *Charte canadienne* a connu ses débuts très tôt après l'adoption et l'entrée en

¹⁸ La *Loi concernant la Loi constitutionnelle de 1982*, une loi adoptée par le Québec le 23 juin 1982, stipule effectivement que le gouvernement du Québec ne peut autoriser la proclamation nécessaire à l'entrée en vigueur de l'alinéa 23(1)(a) que sur l'approbation de l'Assemblée nationale. Cet alinéa n'est toujours pas en vigueur dans cette province.

vigueur de la Charte elle-même. En effet, la Loi constitutionnelle fut proclamée le 17 avril 1982; dès le 9 août de cette même année, la Cour supérieure de la province de Québec s'est prononcée sur le bien-fondé d'une requête en intervention du Procureur général du Canada dans l'affaire *Quebec Association of Protestant School Boards c. Le Procureur général du Québec*¹⁹. Dans cette affaire, les commissions scolaires protestantes cherchaient à obtenir un jugement déclaratoire de la Cour supérieure à l'effet que certaines dispositions de la *Charte de la langue française*²⁰ de la province étaient invalides et inopérantes face à l'article 23 de la *Charte canadienne*. Le Procureur général du Canada, qui a été «mis-en-cause» par les commissions scolaires plaignantes, demandait à la Cour l'autorisation d'intervenir activement dans l'affaire et de présenter des arguments et soumissions formels sur la question constitutionnelle en jeu, à savoir l'effet de l'art. 23 de la *Charte canadienne* sur les dispositions contraignantes de la *Charte de la langue française*, ainsi que sur la réparation et les conclusions appropriées. Le Procureur général du Québec s'est opposé à la requête en intervention du Procureur général du Canada. Le P.G. Québec a admis que le P.G. Canada avait, à titre de mis-en-cause, le droit de se faire entendre par le tribunal et de faire valoir son point de vue sur l'interprétation à donner aux diverses dispositions législatives en question; mais que sa capacité à ce titre ne lui permettait pas de participer davantage dans les plaidoiries devant la Cour. Au delà de cet argument procédural, le Québec prétendait que le Canada n'avait pas un intérêt juridique adéquat pour intervenir et participer à l'audition. Le juge en chef de la Cour supérieure, Jules Deschênes, résumait l'argument à l'encontre de l'intervention du Procureur général du Canada comme suit :

La Cour en conséquence se demandera si le Canada a fait la démonstration d'un intérêt réel et valable au vu de la loi. Or que dit le Québec dans son objection? — Le Canada, dit-il, n'a pas d'intérêt dans le litige. Le Canada, n'est ni le propriétaire, ni le gardien de la Constitution canadienne. Il s'agit dans l'espèce d'un litige dans un domaine de compétence exclusivement provinciale : l'éducation. Le Canada, comme organisme et gouvernement fédéral, n'a rien à y voir. Le Canada ne pourrait intervenir que si sa compétence législative était battue en brèche : ce n'est pas le cas et la présente cause lui est étrangère.²¹

La Cour, pour sa part, a été plutôt d'avis que cette prise de position «ignore l'impact» de la *Charte canadienne des droits et libertés* de 1982. L'argument à l'encontre de

¹⁹ Jugement interlocutoire reproduit en français dans Jules Deschênes, *Ainsi parlèrent les tribunaux... conflits linguistiques au Canada 1968-1985*, vol. II, Montréal, Wilson & Lafleur Ltée, 1985, p. 239, à la p. 241; rapporté (en traduction anglaise) comme *Quebec Protestant School Boards v. Attorney General of Quebec (No. 1)*, (1982) 140 D.L.R. 19.

²⁰ L.R.Q., c. C-11.

²¹ Précité, note 19. Il faut souligner également que le Procureur général du Canada n'est jamais intervenu dans aucune des affaires ayant trait à l'application de l'article 93 de la *Loi constitutionnelle de 1867*, notamment pour éviter tout conflit potentiel entre l'intervention judiciaire et le rôle particulier que cette disposition confère directement sur le gouvernement du Canada par le biais du para. (3) de cet article.

Le rôle du gouvernement fédéral dans la mise en oeuvre
des droits linguistiques scolaires au Canada
M^e Warren J. Newman

8

l'intervention aurait peut-être réussi, toujours selon le juge en chef, sous l'ancien cadre législatif en vertu de l'article 93 de la *Loi constitutionnelle de 1867*, mais la Charte venait modifier tout cela. Elle fait partie de la loi suprême du pays et elle lie, selon son article 32, le Parlement et le gouvernement du Canada ainsi que la législature et le gouvernement de chaque province.

Or s'il est un fait acquis, c'est bien que cette *Charte* de 1982 affecte les droits que possédaient antérieurement les différents niveaux de gouvernement canadien et en particulier les droits des provinces. [...]

La question de la langue d'instruction de la minorité, qui n'était pas protégée sous l'article 93 de la *Loi constitutionnelle de 1867*, a été sortie de la compétence exclusive des provinces et elle a été élevée au rang d'un droit fondamental enchâssé dans la Constitution pour le bénéfice général de tout le Canada. [...]

On n'est pas en présence d'un litige à connotation strictement et simplement provinciale, il s'agit dans l'espèce des relations entre la *Charte canadienne* de 1982 et la *Charte de la langue française* du Québec, il s'agit d'une question qui implique un aspect du partage des compétences entre les diverses autorités fédérale et provinciale.»

De plus, l'article premier de la Charte prévoit ce qui suit :

La *Charte canadienne des droits et libertés* garantit les droits et libertés qui y sont énoncés. Ils ne peuvent être restreints que par une règle de droit, dans des limites qui soient raisonnables et dont la justification puisse se démontrer dans le cadre d'une société libre et démocratique.»

«Sur ce terrain», soulignait encore le juge en chef, «l'intérêt du Procureur Général du Canada est évident en fonction d'une saine administration de la *Charte* à travers tout le pays [...].» Ainsi, les avocats du ministère fédéral de la Justice ont agi au nom du Procureur général du Canada dans toutes les instances lors de cette première affaire judiciaire sur l'application de l'article 23 de la Charte.

La Cour suprême du Canada, tout comme la Cour d'appel du Québec²², a confirmé le jugement sur le fond²³ rendu par la Cour supérieure à l'effet que les dispositions relatives à l'enseignement en langue anglaise dans la Charte de la langue française du Québec étaient incompatibles avec la Charte canadienne des droits et libertés et inopérantes dans la mesure de leur incompatibilité. Il s'agissait, en fait, de comparer les dispositions de la *Charte de la langue française* — qui, elles, restreignaient l'accès à l'école anglaise pour l'essentiel aux enfants «dont le père ou la mère a reçu au Québec, l'enseignement primaire en anglais» (art.

²² [1983] C.A. 77 (en français); (1984) 1 D.L.R. (4th) 573 (traduction en anglais).

²³ [1982] C.S. 673 (en français); (1982) 140 D.L.R. (3d) 33 (traduction en anglais).

Le rôle du gouvernement fédéral dans la mise en oeuvre
des droits linguistiques scolaires au Canada
M^e Warren J. Newman

9

73(a)) — avec l'alinéa 23(1)b) de la *Charte canadienne* — qui, à son tour, garantit l'accès aux enfants de citoyens canadiens «qui ont reçu leur instruction, au niveau primaire, en français ou en anglais au Canada et qui résident dans une province où la langue dans laquelle ils ont reçu cette instruction est celle de la minorité francophone ou anglophone de la province». Bref, la «clause Québec» par opposition à la «clause Canada», comme elles sont appelées communément.

La Cour suprême, en analysant les dispositions en question, les a situées dans le contexte plus large de la problématique des droits scolaires pour les minorités linguistiques — tant les francophones en dehors du Québec que pour les anglophones dans cette province — qui avait marqué l'histoire canadienne. L'article 23 de la Charte, selon la Cour suprême, «constitue, dans sa spécificité, un ensemble unique de dispositions constitutionnelles, tout à fait particulier au Canada²⁴.»

Cet ensemble de dispositions, le législateur constituant ne l'a pas édicté dans l'abstrait. Quant il l'a adopté, il connaissait et il avait évidemment à l'esprit le régime juridique réservé aux minorités linguistiques anglophone et francophone relativement à la langue de l'enseignement par les diverses provinces au Canada. Il avait également à l'esprit l'histoire de ces régimes juridiques, tant l'histoire relativement ancienne comme celle du Règlement 17 qui a restreint pour un temps l'enseignement en français dans les écoles séparées de l'Ontario — *Ottawa Separate Schools Trustees c. Mackell* [1917] A.C. 62 — que l'histoire relativement récente comme celle de la Loi 101 [la *Charte de la langue française*] et des régimes qui l'ont précédée au Québec. À tort ou à raison, ce n'est pas aux tribunaux qu'il appartient d'en décider, le constituant a manifestement jugé déficients certains des régimes en vigueur au moment où il légiférait, et peut-être même chacun d'entre eux, et il a voulu remédier à ce qu'il considérait comme leurs défauts par des mesures réparatrices uniformes, celles de l'art 23 de la *Charte*, auxquelles il conférait en même temps le caractère d'une garantie constitutionnelle. Sans doute est-ce un régime général que le constituant a voulu instaurer au sujet de la langue de l'enseignement par l'art. 23 de la *Charte* et non pas un régime particulier pour le Québec. Mais, vu l'époque où il a légiféré, et vu surtout la rédaction de l'art. 23 de la *Charte* lorsqu'on la compare à celle des art. 72 et 73 de la Loi 101, il saute aux yeux que le jeu combiné de ces deux derniers articles est apparu au constituant comme un archétype des régimes à réformer ou que du moins il fallait affecter et qu'il lui a inspiré en grande partie le remède prescrit pour tout le Canada par l'art. 23 de la *Charte*.²⁵

[Nous soulignons]

Après avoir noté, à maints égards, la similitude frappante des critères utilisés à la fois par les dispositions de la *Charte de la langue française* et celles de la *Charte canadienne*, la Cour suprême a statué de la façon suivante :

²⁴ P.G. (Qué.) c. *Quebec Protestant School Boards*, [1984] 2 R.C.S. 66, p. 79.

²⁵ *Ibid.*

En adoptant, pour rédiger l'art. 23 de la *Charte*, l'ensemble unique de critères de l'art 73 de la *Loi 101*, le constituant identifie le genre de régime auquel il veut remédier et dont il s'inspire pour définir le remède qu'il prescrit. Le plan du constituant paraît simple et s'infère facilement de la méthode concrète qu'il a suivie: adopter une règle générale qui garantit aux minorités francophone et anglophone du Canada une partie importante des droits dont la minorité anglophone du Québec avait joui avant l'adoption de la *Loi 101* relativement à la langue de l'enseignement.

Si, comme il est clair, le chapitre VIII de la *Loi 101* est prototype du régime auquel le constituant veut remédier par l'adoption de l'art. 23 de la *Charte*, il est inconcevable que les restrictions que ce régime impose aux droits relatifs à la langue de l'enseignement puissent, pour autant qu'elles sont incompatibles avec l'art. 23, avoir pu être considérées par le constituant comme se confinant à «des limites qui soient raisonnables et dont la justification puisse se démontrer dans le cadre d'une société libre et démocratiques». Les restrictions imposées par le chapitre VIII de la *Loi 101* ne sont donc pas des restrictions légitimes au sens de l'art 1 de la *Charte*, pour autant que ce dernier s'applique à l'art. 23.²⁶

[Nous soulignons]

La Cour s'est permise de citer deux passages du mémoire du Procureur général du Canada à cet égard :

[...] le procureur général du Canada dans son mémoire [...] écrit, après avoir référé à l'article 1 de la *Charte*:

... [il] ne permet pas de modifier les catégories de citoyens qui sont titulaires du droit reconnu à l'article 23 en imposant des critères différents qui vont directement à l'encontre de ceux expressément énoncés à cet article. La clause de dérogation prévue à l'article 33 ne couvre pas l'article 23 et ce n'est qu'aux termes de la procédure de modification de la Constitution prévue à la partie V de la *Loi constitutionnelle de 1982* qu'on peut amender la *Charte canadienne des droits et libertés*.

Or, comme le constate le procureur général du Canada dans son mémoire, l'art. 73 de la *Loi 101* constitue précisément une telle redéfinition des catégories de personnes protégées par l'art. 23 de la *Charte*, redéfinition qui est interdite et invalide si on y procède autrement que par voie de modification constitutionnelle:

En effet, l'article 73 de la *Charte de la langue française* ne restreint pas le droit conféré par l'article 23, il constitue plutôt une modification permanente des classes de citoyens qui ont droit à la protection conférée par cet article. En stipulant des conditions d'accès qui vont directement à l'encontre de celles expressément énoncées à l'article 23 et qui par leur nature ont pour effet de priver de façon permanente toute une catégorie de citoyens du droit conféré par l'article 23, l'article 73 modifie la teneur même de ce droit ...²⁷

²⁶ *Id.*, p. 84.

²⁷ *Id.*, p. 87.

Le rôle du gouvernement fédéral dans la mise en oeuvre
des droits linguistiques scolaires au Canada
M^e Warren J. Newman

11

B) Le Renvoi sur la Loi sur l'éducation de l'Ontario et l'intervention du Procureur général du Canada

Suite à la décision de la Cour suprême du Canada dans *Procureur général du Québec c. Quebec Association of Protestant School Boards*²⁸, le Procureur général du Canada est intervenu devant la Cour d'appel de la province de l'Ontario dans le *Renvoi sur la Loi sur l'éducation de l'Ontario et les droits à l'instruction dans la langue de la minorité* en 1984²⁹, la Cour d'appel de la province de l'Alberta dans l'affaire *Mahé c. Alberta*³⁰ en 1987, la Cour d'appel de la province de l'Île-du-Prince-Édouard dans le *Renvoi sur les droits à l'instruction dans la langue de la minorité*³¹ en 1988, et le *Renvoi sur la Loi sur les écoles publiques du Manitoba*³² en 1989. Toutes ces affaires portaient sur l'application de l'article 23 dans les provinces à prédominance anglophone, où les francophones se trouvent en minorité. Il était essentiel, pour l'essor et l'avenir de ces minorités francophones, de faire préciser le critère du nombre d'élèves qui justifierait l'enseignement en français aux enfants des parents francophones et, encore sur la base du nombre, la prestation de cette instruction dans des établissements scolaires de la minorité linguistique. ~~Il s'agissait surtout de savoir si la notion «d'établissement scolaire» comprenait la gestion et le contrôle de ces établissements par la minorité linguistique elle-même; en l'occurrence, la minorité francophone dans chacune de ces provinces.~~

Le gouvernement fédéral avait résisté aux pressions des groupes représentatifs de la minorité linguistique qui préféraient voir le gouvernement renvoyer le tout directement à la Cour suprême du Canada pour qu'elle rende son avis immédiatement sur les réponses qu'il conviendrait de donner à ses questions primordiales. Le gouvernement fédéral croyait qu'il serait plus sage, malgré les inconvénients que la démarche pourrait occasionner, de permettre aux différents tribunaux d'appel provinciaux de se pencher et de réfléchir sur ces questions avant de les présenter à la Cour suprême pour son jugement et son aval définitifs. En rétrospective, c'était de viser juste : la lente progression vers la Cour suprême a permis le développement d'une analyse plus complète, la recherche et l'élaboration d'une gamme de solutions plus posées, plus nuancées et plus susceptibles d'être adaptées aux circonstances de

²⁸ Ibid.

²⁹ *Reference Re Education Act of Ontario and Minority Language Education Rights*, (1984) 10 D.L.R. (4th) 491.

³⁰ (1987) 42 D.L.R. (4th) 514.

³¹ *Reference Re School Act (Prince Edward Island)*, (1988) 49 D.L.R. (4th) 499.

³² *Reference Re Public Schools Act (Man.)*, (1990) 67 D.L.R. (4th) 488 (version anglaise seulement); (1990) 64 Manitoba R. (2d) 1 (version bilingue).

chaque province. Enfin, cela a permis une évolution dans l'esprit et dans l'appréciation de la véritable portée de l'article 23 de la Charte.

Une légère controverse a été soulevée par la position articulée au nom du Procureur général du Canada, lors de son intervention dans le Renvoi à la Cour d'appel de l'Ontario³³, quant à la question de savoir si la *Loi sur l'éducation* de l'Ontario était incompatible avec la *Charte canadienne* en ce qu'elle n'accordait pas aux membres de la minorité francophone de cette province le droit de gérer et de contrôler leurs propres classes et établissements d'enseignement de langue française. Le mémoire du Procureur général du Canada se bornait à dire, à propos de cette question, que la *Loi sur l'éducation* était incompatible avec les droits qu'accorde l'alinéa 23(3)b) de la Charte :

6. [...] Cet alinéa détermine un résultat qu'il faut atteindre ou une condition qui doit être remplie dans toutes les circonstances, peu importe le moyen utilisé pour y parvenir. Il prévoit que la minorité linguistique doit bénéficier d'établissements scolaires qui peuvent être considérés comme appartenant à cette minorité, quel que soit le mécanisme adopté pour donner effet aux droits qui sont accordés. Ce mécanisme peut varier et toutes les circonstances indiquent dans quelle mesure la minorité assurera la direction (qui peut comprendre la gestion et le contrôle) des établissements qui sont nécessaires pour remplir l'obligation qui découle de l'alinéa 23(3)b).³⁴

Cette réponse à la question fut élaborée davantage dans le corps du mémoire, comme les extraits qui suivent le démontrent:

54. Le droit à l'instruction dans la langue de la minorité et à des établissements d'enseignement de la langue de la minorité prévu à l'article 23 impose une obligation aux autorités centrales, soit l'assemblée législative et le ministère de l'Éducation, en ce qui concerne les mesures à prendre tant au niveau provincial qu'au niveau local. Ces mesures devraient prévoir toute la latitude, sur le plan de la direction, qui est requise pour permettre que les établissements d'enseignement de la minorité puissent objectivement être considérés comme "ceux de" de la minorité. Cette méthode permettra également de garantir que l'enseignement dispensé à la minorité sera de qualité égale à celle de la majorité.

55. Nous soumettons respectueusement que le critère découlant de l'alinéa 23(3)b) ne porte donc pas nécessairement de façon directe sur la gestion et le contrôle des établissements d'enseignement. ~~Toutefois, pour que les établissements soient "ceux de" la minorité linguistique, il faut que cette dernière soit investie d'un certain pouvoir de décision. [...]~~

58. En dehors de la nature et de l'étendue de la participation des francophones dans des questions telles que la création de programme d'études au niveau du ministère de l'Éducation, la *Loi sur l'éducation* n'accorde en aucun cas aux membres de la minorité francophone de pouvoir décisionnel au niveau local sur la prestation de l'enseignement en français et la

³³ Précité, note 26.

³⁴ Mémoire du P.G. Canada, 1984, p. 5.

conduite des établissements de la minorité linguistique. Dans la plupart des cas, sinon dans tous les cas, la simple existence d'un comité consultatif de langue française, dont le rôle se limite à faire des recommandations à un conseil d'écoles, est tout à fait insuffisante pour respecter l'obligation prévue à l'alinéa 23(c)b).³⁵

Après avoir reproduit un extrait du livre blanc du Ministre de l'Éducation de l'Ontario, qui proposait d'accorder un certain nombre de pouvoirs exclusifs aux conseillers scolaires francophones, dont la planification et la création et l'administration de modules scolaires et programmes destinés aux élèves francophones ainsi que le recrutement et l'affectation des enseignants, au paragraphe 59 de son mémoire, le Procureur général du Canada en vient à la conclusion que, «bien que cela soit difficile à évaluer dans l'abstrait, l'octroi de tels pouvoirs peut fournir un cadre législatif satisfaisant pour respecter les exigences de l'alinéa 23(3)b). Cela semble constituer également une solution qui comporterait une certaine forme de gestion et de contrôle».³⁶

60. Ainsi, dans la mesure où la *Loi sur l'éducation* ne contient pas de dispositions permettant aux écoles de la minorité linguistique de refléter, sauf par l'intermédiaire de comités consultatifs, les aspirations et les besoins de la minorité relatifs à l'éducation de ses enfants et ne crée donc pas une situation où de façon générale, on pourrait raisonnablement considérer que les établissements sont ceux de la minorité, elle ne respecte pas actuellement les exigences de l'article 23 de la *Charte*.³⁷

Lors de l'audition, d'aucuns ont cru déceler un décalage entre le mémoire écrit et la plaidoirie orale qui se faisait au nom du Procureur général du Canada, quant à savoir si l'article 23 de la Charte prévoyait ou non le contrôle et la gestion exclusifs des établissements d'enseignement par la minorité elle-même. Pour rayer toute équivoque, perçue ou réelle, autour de la position du gouvernement fédéral sur ce point, le Procureur général du Canada a eu recours à une procédure plutôt inusité : le dépôt d'observations complémentaires au mémoire original. L'introduction de ces notes additionnelles faisait état de la situation comme suit :

En cours d'instance, après la plaidoirie du procureur général du Canada, l'on a prétendu que la position exposée oralement n'était pas celle qui apparaissait dans le *factum* du procureur général du Canada. Cette affirmation ne visait qu'un point précis se rapportant à la question 2 du renvoi, à savoir l'interprétation à donner à l'article 23(3)b) de la *Charte canadienne des droits et libertés* en ce qu'il concerne la gestion et le contrôle des établissements d'enseignement de la minorité linguistique par cette minorité. Les présentes observations visent à dissiper toute ambiguïté à cet égard.

³⁵ *Id.*, p. 33.

³⁶ *Id.*, p. 35.

³⁷ *Ibid.*

Le rôle du gouvernement fédéral dans la mise en oeuvre
des droits linguistiques scolaires au Canada
M^c Warren J. Newman

14

Ces observations du Procureur général du Canada sont relativement succinctes et dressent un portrait assez complet de la portée des droits et obligations inhérents à l'article 23 de la Charte — tels que compris, du moins à ce moment-là en 1984, avant que la jurisprudence des tribunaux élabore davantage les critères applicables. Elles méritent d'être citées au long dans le cadre du présent texte.

Interprétation générale de l'article 23

Le procureur général du Canada a soutenu qu'il faut donner une interprétation très libérale aux garanties linguistiques relatives à l'éducation prévues à l'article 23. Il doit en être ainsi pour les raisons mentionnées au paragraphe 35 du factum, à savoir que le droit conféré

- a) est conforme au caractère fondamentalement bilingue du Canada et à la dualité canadienne,
- b) constitue une restriction du pouvoir provincial en matière d'éducation,
- c) vise à fournir à la minorité des services d'éducation au même titre qu'à la majorité, et
- d) est réparateur.

Rapport existant entre l'article 23 de la Charte et l'article 93 de la Loi constitutionnelle de 1867

Tout examen de l'application de l'article 23 de la Charte part de la prémisse selon laquelle l'éducation donnée dans la province constitue, sous réserve de la Charte et des restrictions de l'article 93 de la Loi constitutionnelle de 1867, un domaine provincial. Sous réserve du respect des droits relatifs aux écoles confessionnelles garantis à l'article 93(1), la législature a le pouvoir exclusif de légiférer sur l'éducation et d'instituer en la matière le système de gestion qui lui semble convenir à la situation de la province. L'article 23 de la Charte restreint ce pouvoir, et même régit son utilisation, en ce qui concerne l'éducation dans la langue de la minorité. La garantie fondamentale prévue à l'article 23 s'étend à la mise en place d'établissements qui objectivement peuvent être considérés comme étant ceux "de" la minorité. Ainsi, lorsque des établissements de ce genre n'existent pas, la Charte oblige à les créer.

Portée du renvoi

La position du procureur général du Canada est que l'article 23(3)b) définit un critère constitutionnel à partir duquel doivent être appréciés les faits des différents cas d'espèce, au fur et à mesure qu'ils se posent, tant en Ontario que dans les autres provinces. En l'espèce, il s'agit de savoir si les dispositions de l'*Education Act* sont conformes à ce critère. Le procureur général du Canada estime que ce n'est pas le cas. Plus précisément, il lui paraît évident que la création de comités consultatifs ne suffit nullement pour rencontrer l'exigence posée, à savoir de pouvoir objectivement considérer les établissements d'enseignement comme ceux "de" la minorité linguistique. Comme il est soutenu aux paragraphes 54 et 55 du factum, pour satisfaire à cette exigence, il faut que la minorité soit investie du pouvoir de direction et de l'autorité décisionnelle appropriés sur ces établissements.

L'article 23(3)b)

Le critère établi par l'article 23(3)b) garantit à la minorité linguistique d'une province des établissements d'enseignement auxquels elle peut s'identifier et qui reflètent non seulement sa langue mais aussi sa culture et ses valeurs. Ils doivent être "de" la minorité linguistique, en ce sens qu'ils doivent pouvoir être considérés comme faisant partie intégrante du tissu social et culturel de la minorité. Cela, nécessairement, implique l'existence d'un pouvoir de décision à l'égard de ces institutions. ~~Il y a sans doute plusieurs moyens de se conformer à ce critère constitutionnel, à la norme ainsi fixée. Il n'est avancé aucune opinion sur le point de savoir quel système il conviendrait de mettre en place.~~ Les circonstances locales indiqueront en effet à la province la ou les solutions à retenir. La *Charte* ne précise aucun moyen qui serait d'application universelle à cet égard. Mais le moyen choisi devra, bien entendu, respecter la norme constitutionnelle fondamentale.

Respect du critère

Pour déterminer si le critère défini par l'article 23(3)b) est respecté, il convient de voir le pouvoir de décision dont dispose la minorité linguistique de la province en cause. Sur ce point, il importe de se rappeler le contexte dans lequel l'article 23 de la *Charte* a été adopté, soit l'inégalité de traitement, à travers tout le pays, entre la majorité et la minorité en matière d'enseignement et d'établissements d'enseignement. ~~Pour arriver à un traitement égal au niveau décisionnel, il faut déterminer dans quelle mesure la minorité gère ses propres écoles au moyen de conseils scolaires locaux.~~ Lorsque la majorité possède un pouvoir important de contrôle et de décision grâce à de tels conseils scolaires, la norme de l'article 23(3)b) sera respectée si les établissements de la minorité sont gérés par des conseils scolaires locaux sous le contrôle de la minorité linguistique. Le système d'éducation peut différer d'une province à l'autre. ~~Mais il faudra, pour respecter le critère, que la minorité jouisse en la matière de pouvoirs de direction et de décision au moins équivalents à ceux de la majorité.~~ Il faudra néanmoins aller au-delà des droits comparables possédés par la majorité et la minorité, en termes de pouvoir décisionnel local, pour découvrir l'étendue véritable du contrôle central et voir si, globalement, les établissements en cause sont bien ceux de la minorité.³⁸

Les réponses de la Cour d'appel de l'Ontario aux quatre questions posées dans le *Renvoi sur la Loi sur l'éducation et les droits à l'instruction dans la langue de la minorité* ont été affirmatives : c'est-à-dire, elles ont confirmé l'incompatibilité du régime pédagogique et administratif de la province avec les droits garantis par l'article 23 de la *Charte* et en particulier, le droit de la minorité linguistique francophone de l'Ontario de gérer et de contrôler leurs propres milieux d'instruction et leurs propres établissements d'enseignement.³⁹

³⁸ Observations complémentaires présentées par le Procureur général du Canada (1984), pp. 2-5.

³⁹ Précité, note 29.

C) Les interventions du Commissaire aux langues officielles du Canada

Il est de mise, à ce stade de notre texte de conférence, de faire mention de la participation importante du Commissaire aux langues officielles du Canada dans les débats judiciaires ayant trait à l'application de l'article 23 dans les provinces à prédominance anglophone. Le Commissaire aux langues officielles, dont le poste a été établi par la première *Loi sur les langues officielles* adoptée par le Parlement fédéral en 1969⁴⁰, est un genre bien particulier d'*ombudsman* ou protecteur du citoyen, chargé par le Parlement de faire enquête, rapport et recommandation quant à la mise en oeuvre de la *Loi sur les langues officielles* dans l'administration des affaires des institutions parlementaires et gouvernementales canadiennes, et notamment de prendre «toutes mesures visant à assurer la reconnaissance du statut de chacune des langues officielles et à faire respecter l'esprit de la présente loi et l'intention du législateur.⁴¹»

Bien que la compétence du Commissaire aux langues officielles de faire enquête et d'instruire des plaintes ne s'étend qu'aux institutions fédérales, le Commissaire a demandé et a obtenu l'autorisation de la Cour d'appel de l'Ontario d'intervenir dans le renvoi sur la loi scolaire de la province. L'expertise et la vision qu'apporte le Commissaire est le fruit de plusieurs années d'expérience et de réflexion issues de l'application de la *Loi sur les langues officielles* au niveau fédéral, ce qui le rendait un interlocuteur valable sur des questions qui dépassaient peut-être le champ strict de ses fonctions mais qui appelaient tout de même à ses connaissances et à son éclairage. Le fait que, dorénavant, il y avait deux «voix» fédérales (distinctes mais souvent complémentaires) qui s'exprimaient dans l'enceinte judiciaire au sujet de l'application de l'article 23 de la Charte, s'est vite résolu lorsqu'on a constaté et compris que le Commissaire était indépendant du gouvernement fédéral et relèvait plutôt du Parlement, tandis que le Ministre de la Justice était d'office le Procureur général du Canada et le conseiller juridique officiel du gouvernement.⁴²

L'intervention du Commissaire a été signalée par la Cour d'appel de l'Ontario, dans le contexte de l'interprétation et du sens à donner à la portée de la notion «d'établissements d'enseignement»,

particularly the significance of the change from the 1980 draft of s. 23 which referred to "installations d'enseignement" to the present version "établissement d'enseignement" [which] is

⁴⁰ *Loi sur les langues officielles* de 1969, S.R.C. 1970, c. O-2, abrogée et remplacée par la *Loi sur les langues officielles* de 1988, L.R.C. (1985) c. 31, (4e supp.). Tous les renvois dans ce texte aux dispositions de la Loi se rapportent à la Loi de 1988.

⁴¹ *Ibid*, art. 56.

⁴² Art. 49, 66, 67 et 69, *Loi sur les langues officielles*, précitée, note 40; art. 2 et 4, *Loi concernant le ministère de la Justice*, L.R.C. (1985), c. J-2.

Le rôle du gouvernement fédéral dans la mise en oeuvre
des droits linguistiques scolaires au Canada
M^e Warren J. Newman

17

pointed out by the Commissioner of Official Languages. He suggests that the term "installations" connotes more the physical or material aspect. Thus, le Grand Robert defines that term as "Ensemble des objets, dispositifs, bâtiments, etc., installés en vue d'un usage déterminé". With respect to the term "établissement", however, the Commissioner refers, in addition to Robert, to the definition of Larousse:

Maison où se donne un enseignement (école, lycée, collège) ... *établissement public*, service administratif indépendant et spécialisé: *Les universités, les lycées, les musées sont des établissements publics* ... *Les établissements publics* correspondent au besoin de soustraire certaines activités aux règles générales qui régissent les services administratifs. Il est des tâches, telles qu'enseignement ou assistance, qui seront mieux exécutées, pense-t-on, par des organismes indépendants, dotés de la personnalité morale, ayant un budget propre, que par l'État ou les collectivités locales. L'établissement public reste donc une institution administrative chargée d'assurer le fonctionnement d'un service public, mais qui, par l'autonomie dont elle bénéficie, se détache des cadres généraux de l'administration. *Grand Larousse encyclopédique*, 1961.

Nom sous lequel on désigne une entreprise, une usine d'une certaine importance (toujours au plur.) ... Maison où l'on donne un enseignement primaire, secondaire ou technique: *un établissement scolaire* ... *Grand Larousse de la langue française*, 1973.

There is more here of a reference to independence of administration, to having its own budget, to being autonomous.

Le Commissaire aux langues officielles, tout comme le Procureur général du Canada, est intervenu également dans les renvois sur les lois scolaires de l'Île du Prince-Édouard et du Manitoba devant les cours d'appel de ces deux provinces, ainsi que dans l'affaire *Mahé* devant la Cour d'appel de l'Alberta. Le Commissaire et le Procureur général du Canada ont été de nouveau des intervenants dans les pourvois devant la Cour suprême du Canada dans l'affaire *Mahé*⁴³ et dans le renvoi du Manitoba⁴⁴.

⁴³ *Mahé c. Alberta*, [1990] 1 R.C.S. 342.

⁴⁴ Le para. 78(3) de la *Loi sur les langues officielles* de 1988 reconnaît dorénavant, bien que de façon indirecte, la possibilité pour le Commissaire de continuer à chercher à intervenir dans les affaires qui l'intéresse. En créant (aux art. 77 et 78) un recours judiciaire sous le régime de la *Loi sur les langues officielles* qui prévoit l'exercice potentiel de ce recours par le Commissaire ou sa comparution devant la Cour fédérale pour faire valoir qu'une institution fédérale ne s'est pas conformée à cette loi, le para. 78(3) stipule néanmoins que : «Le présent article n'a pas pour effet de porter atteinte au pouvoir du commissaire de demander l'autorisation d'intervenir dans toute instance judiciaire relative au statut ou à l'usage du français ou de l'anglais.» Pour un aperçu intéressant de l'action judiciaire du Commissaire dans divers domaines du droit linguistique, on peut consulter l'exposé de M^e Stephen B. Acker, «The Language Ombudsman Goes to Court: Litigation and the Commissioner of Official Languages», présenté à la première conférence du Centre canadien des droits linguistiques, Université d'Ottawa, du 4 au 6 novembre 1993.

D) Les jugements et avis des tribunaux d'appel de l'Alberta, de l'Île du Prince-Édouard et du Manitoba

Dans l'affaire *Mahé*⁴⁵ la Cour d'appel de l'Alberta avait à trancher la question de savoir si, au moins dans la région de la capitale provinciale, Edmonton — sinon à travers la province — le nombre justifiait des «établissements d'enseignement» dans le sens de l'alinéa 23(3)b) de la Charte. La Cour d'appel a noté que l'intervenant le Commissaire aux langues officielles «says that s. 23 is intended to remedy historical inequities and that s. 23(3)b) is intended to guarantee schooling for the s. 23 students in establishments controlled by the s. 23 group. He takes no position on the Edmonton situation.» Il en a été de même, selon la Cour, pour le Procureur général du Canada, «save that s. 23(3)(b) intends at the very least to guarantee that schooling of s. 23 students must take place in an educational environment that reflects the minority language and culture.»⁴⁶

~~La Cour d'appel a conclu que l'alinéa 23(3)b) «offers the minority language group the right, where numbers warrant, to establish and control an independent school system, but, that a province shall select the institutional means by which that right will be implemented.»~~⁴⁷

La Cour fut d'avis que la preuve démontrait que le nombre d'élèves francophones dans la région d'Edmonton ne justifiait pas la création d'un «établissement» dans le sens de l'alinéa 23(3)b).

Dans le renvoi à la Cour d'appel de l'Île du Prince-Édouard, la position du Procureur général du Canada sur la question de la gestion et le contrôle de l'instruction et des établissements d'instruction a été claire et tranchante:

~~It is submitted that by reading section 23 in a liberal and remedial fashion and in light of the interests it was meant to protect, it should be interpreted to include the right of the minority language group to exercise powers of management and control over its own facilities analogous to those of the majority.~~⁴⁸

⁴⁵ Précité, note 30.

⁴⁶ *Ibid*, p. 526.

⁴⁷ *Id.*, p. 539.

⁴⁸ Mémoire du Procureur général du Canada, 1988, para. 58, p. 29, déposé dans *Reference Re School Act (Prince Edward Island)*, précité, note 31.

Néanmoins, ni la Cour d'appel de l'Île du Prince-Édouard, ni celle du Manitoba⁴⁹ n'étaient prêtes à emboîter le pas franchi par la Cour d'appel de l'Ontario sur l'application du principe de la gestion et du contrôle par la minorité de ses établissements.

La Cour d'appel de l'Île du Prince-Édouard, sur la foi du libellé de la question précise posée dans ce renvoi, qui se distinguait nettement de celle posée dans le renvoi ontarien, s'est contentée de statuer que le droit de la minorité linguistique francophone de participer dans l'élaboration et la prestation des programmes français «is implicit in s. 23 of the Charter», sans trancher la question plus difficile de la gestion et du contrôle.⁵⁰ ~~La Cour d'appel du Manitoba fut d'avis que l'article 23 ne conférait, ni expressément, ni implicitement, à la minorité le droit de contrôler et de gérer leurs établissements scolaires,~~ bien que le juge Twaddle ait porté un dur constat sur les lacunes du système actuellement en place :

Au lieu de concevoir un système entièrement séparé pour la prestation de l'instruction en français, le gouvernement provincial a tenté d'adapter le système qui existait depuis longtemps en ce qui concerne la prestation de l'instruction dans une langue à un système régissant la prestation de l'instruction dans deux langues. Cette adaptation ne marche pas sauf, peut-être, dans les divisions qui comptent un nombre important d'enfant de langue française. Le système de prestation de l'instruction par l'intermédiaire de commissions scolaires locales est mal équipé pour répondre aux besoins particuliers de la minorité⁵¹.

Et le savant magistrat s'est permis d'ajouter, à la fin de ses motifs :

Pour les motifs que j'ai déjà exposés, il sera nécessaire d'apporter des modifications législatives au système actuel d'éducation si l'on veut donner plein effet à l'article 23. À cette occasion, ~~il serait sage que la Législature permette aux membres de la minorité de participer, dans une certaine mesure, à la gestion des établissements fournis pour l'instruction de leurs enfants.~~ En l'absence de participation, il est plus probable que la minorité trouve à redire à ces établissements et prétende devant les tribunaux qu'ils ne sont pas satisfaisants. ~~Il est préférable d'avoir recours au processus politique, plutôt qu'au processus judiciaire, afin de régler des questions de ce genre.~~⁵²

⁴⁹ Précité, note 32.

⁵⁰ Précité, note 31, p. 529

⁵¹ Précité, note 32, p. 104 de la version bilingue.

⁵² *Id.*, pp. 118 et 119.

E) L'arrêt de la Cour suprême du Canada dans *Mahé c. Alberta*

À peine un mois après la décision de la Cour d'appel du Manitoba, la Cour suprême du Canada a rendu, sous la plume de son juge en chef, l'honorable Brian Dickson, son jugement sur le pourvoi dans l'affaire *Mahé c. Alberta*⁵³ en appel de la Cour d'appel de l'Alberta⁵⁴.

Cette décision unanime est d'une importance primordiale car elle articule plusieurs grands principes qui sous-tendent l'interprétation et l'application de l'article 23.

La Cour suprême a alors reconnu l'ampleur et la portée de l'article 23 dans le droit canadien relativement à la dualité linguistique du pays :

L'article 23 est une composante de la protection constitutionnelle des langues officielles du Canada. Il revêt cependant une importance toute particulière à cet égard en raison du rôle primordial que joue l'instruction dans le maintien et le développement de la vitalité linguistique et culturelle. Cet article constitue en conséquence la clé de voûte de l'engagement du Canada envers le bilinguisme et le biculturalisme.⁵⁵

La Cour a aussi précisé ce qu'elle considère être le but de l'article 23 :

L'objet général de l'art. 23 est clair: il vise à maintenir les deux langues officielles du Canada ainsi que les cultures qu'elles représentent et à favoriser l'épanouissement de chacune de ces langues, dans la mesure du possible, dans les provinces où elle n'est pas parlée par la majorité.⁵⁶

~~La Cour a également reconnu le caractère réparateur de l'article 23, qui vise à corriger une situation qui existait au Canada depuis fort longtemps :~~

Un autre aspect important de l'objet de l'art. 23 est son rôle de disposition réparatrice. Conçu pour régler un problème qui se posait au Canada, il visait dont à changer le statu quo. [...] «l'existence même de l'article laisse supposer l'insuffisance du système actuel» [...]

À mon avis, les appelants ont parfaitement raison d'affirmer que «l'histoire révèle que l'art. 23 était destiné à remédier, à l'échelle nationale, à l'érosion progressive des minorités parlant l'une ou l'autre langue officielle et à appliquer la notion de «partenaires égaux» des groupes linguistiques officiels dans le domaine de l'éducation».

⁵³ Précité, note 43.

⁵⁴ Précité, note 30.

⁵⁵ Précité, note 43, p. 350.

⁵⁶ *Id.*, p. 362.

[...] l'article 23 doit redresser les injustices du passé et garantir qu'elles ne se répètent pas dans l'avenir [...]⁵⁷

~~La Cour a souligné que l'article 23 renferme un nouveau genre de garantie juridique et que même si la prudence s'impose dans l'interprétation d'une telle disposition;~~

~~cela ne veut pas dire que les tribunaux ne devraient pas «insuffler la vie» à l'objet exprimé ou devraient se garder d'accorder les réparations, nouvelles peut-être, nécessaires à la réalisation de cet objet.⁵⁸~~

La Cour a reconnu que l'article 23 ne crée pas seulement des droits, mais également des obligations.

En effet, l'art. 23 confère à un groupe un droit qui impose au gouvernement de obligations positives de changer ou de créer d'importantes structures institutionnelles.⁵⁹

L'art. 23 de la *Charte* impose aux législatures provinciales l'obligation positive d'édicter des dispositions législatives précises pour fournir une instruction dans la langue de la minorité et des établissements d'enseignement de la minorité linguistique lorsque le nombre le justifie.⁶⁰

La Cour s'est gardée contre une interprétation de l'article 23 selon laquelle cet article «comporte seulement deux droits — l'un relatif à l'instruction et l'autre relatif aux établissements — assurant chacun le niveau de services qui convient à l'un des deux seuils numériques». ~~La Cour a plutôt convenu d'interpréter l'art. 23 «comme attributif d'un droit» général à l'instruction dans la langue de la minorité, en fonction d'un critère variable.~~

On peut exprimer autrement cette interprétation de l'article 23 en disant qu'il doit être considéré comme établissant une exigence «variable», le niveau supérieur étant prévu à l'al. (3)b) et le niveau inférieur, correspondant au mot «instruction», étant prévu à l'al. (3)a). ~~L'idée de critère variable signifie simplement que l'art. 23 garantit le type et le niveau de droits et de services qui sont appropriés pour assurer l'instruction dans la langue de la minorité au nombre d'élèves en question.⁶¹~~

⁵⁷ *Id.*, pp. 363, 364, 372 et 373.

⁵⁸ *Id.*, p. 365.

⁵⁹ *Ibid.*

⁶⁰ *Id.*, p. 393.

⁶¹ *Id.*, p. 366.

Le rôle du gouvernement fédéral dans la mise en oeuvre
des droits linguistiques scolaires au Canada
M^e Warren J. Newman

22

La Cour était d'avis que l'approche du critère variable était préférable à celle des droits distincts, non seulement par rapport au texte de l'art. 23 mais également par rapport à son objet.

La méthode du critère variable assure à la minorité la plénitude de la protection qui justifie son nombre. Suivant la méthode des droits distincts, s'il était admis, par exemple, qu'un nombre «X» d'élèves garantissait le droit à la pleine gestion et au plein contrôle, il s'ensuivrait normalement que le nombre «X-1» d'élèves ne fonderait aucun droit à la gestion et au contrôle, ni même à un bâtiment scolaire. Étant donné la diversité des moyens possibles d'atteindre l'objet de l'art. 23, un tel résultat est inacceptable.

[...]

À mon avis, il est plus logique, et compatible avec l'objet de l'art. 23, d'interpréter celui-ci comme exigeant le degré de protection du droit à l'enseignement dans la langue de la minorité que justifie le nombre d'élèves dans un cas donné. L'article 23 prescrit simplement que les gouvernements doivent faire ce qui est pratiquement faisable dans les circonstances pour maintenir et promouvoir l'instruction dans la langue de la minorité.⁶²

La Cour a décrit les exigences générales de l'art. 23 qui doivent s'appliquer, en matière de gestion et de contrôle, dans l'extrait suivant des motifs du juge en chef Dickson :

À mon avis, le degré de gestion et de contrôle exigé par l'art. 23 de la *Charte* peut, selon le nombre d'élèves en cause, justifier l'existence d'un conseil scolaire indépendant. Toutefois lorsque les chiffres ne justifient pas ce niveau maximum de gestion et de contrôle, ils peuvent néanmoins être assez élevés pour exiger la représentation de la minorité linguistique au sein d'un conseil scolaire existant. Dans ce dernier cas:

- (1) La représentation de la minorité linguistique au sein des conseils locaux ou des autres pouvoirs publics qui administrent l'instruction dans la langue de la minorité ou les établissements où elle est dispensée, devrait être garantie;
- (2) Le nombre de représentants de la minorité linguistique au sein du conseil devrait être au moins proportionnel au nombre d'élèves de la minorité linguistique dans le district scolaire, c.-à-d. au nombre d'élèves de la minorité linguistique devraient avec le pouvoir exclusif de prendre des décisions concernant l'instruction, dans sa langue et les établissements où elle est dispensée, notamment:

- a) les dépenses de fonds prévus pour cette instruction et ces établissements;
- b) la nomination et la direction des personnes chargées de l'administration de cette instruction et de ces établissements;
- c) l'établissement de programmes scolaires;
- d) le recrutement et l'affectation du personnel, notamment des professeurs; et
- e) la conclusion d'accords pour l'enseignement et les services dispensés aux élèves de la minorité linguistique.

⁶² *Id.*, pp. 366 et 367.

Le rôle du gouvernement fédéral dans la mise en oeuvre
des droits linguistiques scolaires au Canada
M^e Warren J. Newman

23

Je ne doute pas que, dans d'autres affaires, les tribunaux auront l'occasion de développer ou de préciser ces principes. Il est impossible à ce stade de l'évolution de l'art. 23 de prévoir toutes les circonstances entourant son application.⁶³

La Cour n'a pas statué directement sur la question de savoir si le droit de faire instruire ses enfants dans des établissements d'enseignement de la minorité en vertu de l'article 23 comprend le droit de faire instruire ses enfants dans des lieux physiques distincts. Dans l'arrêt *Mahé*, la Cour a analysé l'alinéa (3)b) «dans le contexte de l'article au complet». La logique dictait à la Cour que le droit à «l'instruction» comprend nécessairement «un droit implicite d'être instruit dans des établissements». Donc, l'expression «établissements d'enseignement de la minorité linguistique» devrait viser, toujours selon cette logique, autre chose que «des bâtiments».

~~En fait, dès lorsque que l'on accepte la méthode du critère variable, il n'est plus nécessaire de trop centrer l'attention sur le mot «établissements». Le texte de l'art. 23 justifie plutôt de considérer que l'ensemble de l'expression «établissements d'enseignement de la minorité linguistique» fixe un niveau supérieur de gestion et de contrôle.⁶⁴~~

Le droit prévu à l'alinéa 23(3)b) est une expression spécifique du principe de l'égalité de traitement prévu à l'article 23. Ce droit garantit à la minorité des établissements d'enseignement qui peuvent être considérés comme faisant partie intégrante de sa structure sociale et culturelle, puisqu'elle a droit à un traitement égal à celui de la majorité linguistique.

~~Je crois qu'il va de soi que, dans les situations où le degré de contrôle et de gestion mentionné ci-dessus est justifié, la qualité de l'éducation donnée à la minorité devrait en principe être égale à celle de l'éducation dispensée à la majorité. Cette proposition découle directement de l'objet de l'art. 23. Cependant, il n'est pas nécessaire que la forme précise du système d'éducation fourni à la minorité soit identique à celle du système fourni à la majorité. [...]⁶⁵~~

Il incomberait ensuite aux autorités publiques de respecter ces exigences générales. La Cour a statué que les autorités devraient avoir le plus de latitude possible dans leur façon de se conformer à leurs obligations constitutionnelles en matière de droits à l'instruction dans la langue de la minorité.

Il n'est pas possible de décrire exactement ce qui est nécessaire dans chaque cas pour assurer que le groupe linguistique minoritaire exerce un contrôle sur les aspects de l'enseignement dans sa langue qui concernent ou touchent sa langue et sa culture. [...] La réaction des tribunaux devrait consister à décrire en termes généraux les exigences posées. [...] Lorsqu'il y

⁶³ *Id.*, pp. 377 et 378.

⁶⁴ *Id.*, pp. 369 et 370.

⁶⁵ *Id.*, p. 378.

à diverses façons de répondre aux exigences, les pouvoirs publics peuvent choisir le moyen de remplir leurs obligations.⁶⁶

~~Des pouvoirs efficaces de gestion et de contrôle du groupe linguistique minoritaire sur ses établissements d'enseignement peuvent être exercés de différentes façons selon les circonstances locales et le caractère particulier du système d'instruction.~~ Ces facteurs influenceront sur les méthodes qui vont s'appliquer pour assurer le respect des droits constitutionnels des groupes linguistiques minoritaires. Cependant, il incombe à la province d'assurer l'exercice effectif des droits garantis par l'art. 23.

[...] le droit conféré aux appelants par l'art. 23 n'est pas un droit à un régime législatif particulier mais un droit à un certain type de système d'éducation. En vertu de l'art. 23, l'important est que les appelants reçoivent les services et les pouvoirs appropriés; le mode d'attribution de ces pouvoirs et de ces services n'entre pas directement en cause quand il s'agit de déterminer si les droits des appelants en vertu de l'art. 23 leurs ont été accordés.

[...] le gouvernement devrait disposer du pouvoir discrétionnaire le plus vaste possible dans le choix des moyens constitutionnels dont il usera pour remplir ses obligations en vertu de l'art. 23. [...] Dès lorsque la Cour s'est prononcée [...] le gouvernement peut et doit prendre les mesures nécessaires pour assurer aux appelants et aux autres parents dans leur situation ce qui est leur dû en vertu de l'art. 23.⁶⁷

La Cour a reconnu que ~~les exigences prévues à l'article 23~~ ne constituent pas un maximum, mais bien un ~~minimum de gestion et de contrôle~~. Rien n'empêche donc les autorités provinciales ou locales d'accorder à des groupes minoritaires un degré de gestion et de contrôle plus élevé.

L'invalidation de la *Loi sur les écoles publiques* ne serait pas, à ce stade-ci, la réparation la plus appropriée, car elle toucherait tout le réseau scolaire et pourrait créer plus de problèmes qu'elle n'en réglerait.

En l'espèce, comme il est impossible à la Cour de reformuler la loi contestée, une déclaration d'invalidité aurait pour effet de créer un vide législatif. Ce résultat n'améliorerait pas la situation des appelants.

Le gouvernement pourrait inscrire au sein de la loi existante des dispositions qui garantiraient que les parents visés par l'art. 23, tant les parents en cause que d'autres dans la province, recevront ce qui leur est dû.⁶⁸

⁶⁶ *Id.*, p. 376.

⁶⁷ *Id.*, pp. 392 et 393.

⁶⁸ *Id.*, p. 392.

Néanmoins, les autorités provinciales devraient prendre des mesures législatives, ou réglementaires qui s'imposent pour que la communauté francophone exerce rapidement la gestion et le contrôle efficaces de leurs établissements d'enseignement, en tenant compte du nombre et de l'application effective du critère variable, tel qu'élaboré dans l'arrêt *Mahé*, et en établissant le niveau à partir duquel les droits conférés par l'article 23 s'exercent. Pour reprendre l'obligation que la Cour suprême a reconnue dans l'affaire *Mahé*, la législature provinciale «ne doit plus tarder à mettre en place un système approprié d'enseignement dans la langue de la minorité.»⁶⁹

La Cour suprême était d'avis que «le degré de gestion et de contrôle exigé par l'art. 23 de la Charte peut, selon le nombre d'élèves en cause, justifier l'existence d'un conseil scolaire indépendant.»⁷⁰ «Lorsque le nombre ne justifie pas ce niveau maximal de gestion et de contrôle, il peut néanmoins être assez élevé pour exiger la représentation de la minorité linguistique au sein d'un conseil scolaire existant». Cette représentation doit être garantie, et au moins proportionnelle au nombre d'élèves de la minorité dans le district scolaire qui relève du conseil. Enfin, ces représentants de la minorité devraient avoir des pouvoirs, exclusifs, par rapport à l'instruction dans la langue minoritaire et les salles de classe où, écoles où cette instruction est dispensée?

La Cour, après avoir examiné la situation à Edmonton, a établi que non seulement l'école francophone était nécessaire pour satisfaire aux exigences de l'art. 23, mais qu'il était justifié d'exiger en plus la représentation de la minorité linguistique au sein du conseil scolaire de la majorité, avec le degré de gestion et de contrôle exigé à cet égard.⁷¹

F) Le pourvoi devant la Cour suprême dans le renvoi du Manitoba : application des principes de l'arrêt *Mahé*

La Cour suprême avait l'occasion de préciser sa pensée générale sur l'application de l'art. 23 de la Charte lors du pourvoi en appel de la Cour d'appel du Manitoba dans l'affaire du *Renvoi : Loi sur les écoles publiques (Manitoba)*⁷². Bien que l'arrêt *Mahé* avait tranché en bonne partie la plupart des questions de fond soulevées dans ce renvoi, la Cour fut d'avis

⁶⁹ *Id.*, p. 393.

⁷⁰ *Id.*, p. 377.

⁷¹ *Id.*, p. 387. Les critères sont reproduits dans notre texte (voir note 63) et se trouvent aux pp. 377 et 378 de l'arrêt. «Si les chiffres réels devraient être supérieurs à la demande prévue, il pourrait être nécessaire toutefois de réexaminer la question de savoir si le niveau approprié de gestion et de contrôle exige la création d'un conseil scolaire indépendant de la minorité linguistique.» *Id.*, p. 389.

⁷² [1993] 1 R.C.S. 839.

que le pourvoi ne revêtait pas un caractère théorique. Il y avait lieu pour la Cour d'expliquer comment les garanties linguistiques devraient être mises en oeuvre au Manitoba. La Cour a adopté, presque mot pour mot, l'ordonnance et les réponses sollicitées par le Procureur général du Canada aux questions constitutionnelles en jeu, à savoir :

Le droit général à l'instruction garanti par l'art. 23, interprété dans le contexte de l'ensemble de l'article, exige que les établissements d'enseignement soient ceux du groupe linguistique minoritaire ou lui appartiennent; ce droit comprend également le droit à des lieux ou établissements physiquement distincts. Le plein exercice de ce droit se rattache à l'application de la méthode du critère variable élaborée par notre Cour dans l'arrêt *Mahé*.

[...]

Les dispositions de la *Loi sur les écoles publiques* ne prévoient pas la mise en oeuvre des droits que possède la minorité linguistique relativement à ses établissements d'enseignement, ni d'ailleurs les mécanismes appropriés de gestion et de contrôle. Pour y arriver, les autorités manitobaines doivent sans retard, mettre en place un régime et un système qui permettront à la minorité francophone d'exercer pleinement ses droits, compte tenu des exigences générales formulées par notre Cour dans l'arrêt *Mahé*.⁷³

Et la Cour ajouta, allant ainsi au-delà de ses conclusions dans l'arrêt *Mahé* et la situation décrite à Edmonton, Alberta, que par rapport à la province du Manitoba :

Le nombre possible d'élèves de langue française justifie l'établissement d'un conseil scolaire de langue française autonome au Manitoba, dont la gestion et le contrôle appartiendront exclusivement à la minorité linguistique francophone.⁷⁴

G) L'évolution de l'interprétation judiciaire et celle des critères d'intervention du Procureur général du Canada

Donc, au fil des ans, l'interprétation et l'application de l'article 23 de la Charte sur le plan judiciaire a évolué sensiblement. Bien que les grands principes soient maintenant arrêtés, il y aura toujours la possibilité que d'autres litiges émergent.

À ce stade initial de l'évolution de la jurisprudence relative à l'art. 23, la réaction des tribunaux devrait consister à décrire en termes généraux les exigences posées. Il appartient aux pouvoirs publics de répondre à ces exigences générales. Lorsqu'il y a diverses façons de répondre aux exigences, les pouvoirs publics peuvent choisir le moyen de remplir leurs obligations. Dans certains cas, cette méthode peut amener d'autres litiges pour déterminer si les exigences générales établies par la cour ont été appliquées. Je ne vois pas comment cela peut être évité car l'autre possibilité, celle d'une ordonnance détaillée et uniforme, comporte le

⁷³ *Ibid.*, pp. 865 et 866; et pp. 15-16 du Mémoire du Procureur général du Canada.

⁷⁴ *Id.*, p. 866.

risque réel d'imposer des solutions impraticables. L'article 23 est un nouveau genre de garantie juridique au Canada et exige donc de nouvelles réponses de la part des tribunaux.⁷⁵

Le rôle du gouvernement fédéral, et en particulier celui du Procureur général du Canada, face aux litiges relatifs à l'article 23, se définissent également de plus en plus. Évidemment, chaque cause sera examinée selon ses mérites, mais la pratique du Procureur général d'intervenir ou non dans une contestation judiciaire portant sur l'application de l'article 23 est guidée habituellement par l'examen de deux principaux critères.

D'abord, le litige devrait soulever une question juridique d'envergure ou un principe de droit majeur, et non pas la simple ou l'unique application de la loi dans un contexte factuel très spécifique et délimité. Ainsi, l'affaire *Quebec Association of Protestant School Boards c. Procureur général du Québec*⁷⁶ avait trait à l'incompatibilité entre l'article 23 de la Charte et la législation linguistique de la province, l'affaire *Mahé c. Alberta*⁷⁷ touchait — entre autres questions importantes, la précision quant à la détermination du «nombre» — le droit de la minorité de gérer et de contrôler leur établissements scolaires, et le *Renvoi sur les écoles publiques (Manitoba)*⁷⁸ explicitait le droit de faire instruire les élèves dans des lieux physiques distincts. À cet égard, le rôle du Procureur général du Canada serait de faire valoir la position du gouvernement fédéral sur les grands principes qui se dégagent de l'interprétation de la portée de l'article 23 et d'assurer — par le truchement des tribunaux, au besoin — le respect de ses principes sur le plan général de la mise en oeuvre des droits scolaires. Le ministère de la Justice fédéral ne prétend pas avoir de l'expertise ou de l'expérience dans la planification, au menu détail, des attributs d'un système scolaire et s'est gardé contre toute ingérence dans l'administration des affaires quotidiennes des autorités scolaires provinciales.

Dans un deuxième temps, la cause devrait normalement être devant un tribunal d'appel plutôt que de première instance, de façon à permettre au contexte factuel d'être clarifié et mûri par le dépôt au dossier des preuves et données nécessaires et de l'analyse, si possible, d'un tribunal de premier ressort. Ainsi, les causes où le Procureur général du Canada est intervenu avaient déjà franchi la première étape de l'adjudication (l'affaire *Mahé*⁷⁹) ou se déroulaient à partir de questions bien formulées par les gouvernements des

⁷⁵ Précité, note 43, p. 376.

⁷⁶ Précité, note 24.

⁷⁷ Précité, note 43.

⁷⁸ Précité, note 72.

⁷⁹ Précité, note 30.

provinces (les renvois de l'Ontario⁸⁰, de l'Île du Prince-Édouard⁸¹ et du Manitoba⁸²). Exceptionnellement, le Procureur général du Canada est intervenu en première instance devant la Cour supérieure du Québec dans l'affaire *Quebec Association of Protestant School Boards*⁸³ à cause de l'importance particulière de la question en jeu (la clause-Québec par opposition à la clause-Canada) et le fait qu'il s'agissait de la toute première contestation judiciaire ayant trait à l'article 23 de la Charte.

H) Le Programme de contestation judiciaire

Il n'y a pas que les interventions du Procureur général du Canada et du Commissaire aux langues officielles qui illustrent le rôle du gouvernement fédéral sur le plan judiciaire dans la mise en oeuvre des droits scolaires. Le Programme de contestation judiciaire, lancé par le gouvernement en 1978 et administré conjointement au début par le ministère de la Justice et le Secrétariat d'État, avait pour but de défrayer certains des coûts juridiques encourus lors des causes intentées afin de préciser la portée des droits linguistiques protégés par la Constitution à cette époque. Suite à l'adoption de la *Charte canadienne des droits et libertés* en 1982, le Programme a été élargi pour englober les droits linguistiques garantis par les articles 16 à 23 de la Charte et les droits à l'égalité à partir de leur entrée en vigueur en 1985 (art. 15 de la Charte) ainsi que certaines autres dispositions interprétatives pertinentes à ces derniers (art. 27 sur le multiculturalisme et art. 28 sur l'égalité des sexes). La même année, l'administration du programme fut confiée à des organismes non-gouvernementaux, dont le Conseil canadien de développement social jusqu'à 1990, et le Centre de recherche et d'enseignement sur les droits de la personne de l'Université d'Ottawa, de 1990 à 1992. Un Comité des droits linguistiques examinait les demandes d'aide relatives à ce domaine (un autre comité ayant été constitué pour examiner les demandes relatives aux causes portant sur les droits à l'égalité). L'aide financière, qui pouvait totaliser jusqu'à trente-cinq mille dollars pour chaque instance du litige, visait la clarification des droits constitutionnels relatifs aux langues officielles par l'entremise des causes-types, dans la mesure où :

l'action était de nature à assurer le respect des droits linguistiques protégés par la Constitution;

⁸⁰ Précité, note 29.

⁸¹ Précité, note 31.

⁸² Précité, note 32.

⁸³ Précité, note 23.

- les questions soulevées portaient sur les droits à l'instruction, la langue des procès, le bilinguisme législatif, la langue de travail et des services gouvernementaux ainsi qu'aux droits fondamentaux qui soulèvent une question linguistique;
- la cause était juridiquement importante et fondée.⁸⁴

Pour faire financer une intervention dans une cause linguistique déjà intentée :

- l'intervention devait comporter des arguments juridiques importants et méritoires qui contribuent à la résolution de la question ou des questions qui font l'objet de l'action intentée en matière de droits linguistiques;
- les arguments présentés dans le cadre de cette intervention ne devaient pas avoir été présentés, en substance, par les parties à la cause ou les autres intervenants;
- l'intervenant devait être présenté par un membre d'une minorité linguistique à titre individuel ou collectif, ou représenter une minorité linguistique dont tous les membres ou certains membres seraient directement touchés par l'issue de la cause.⁸⁵

En février 1992, l'ancien gouvernement annonçait l'abolition du Programme de contestation judiciaire pour des raisons de compressions budgétaires. L'abolition du Programme a suscité de vives réactions, et le gouvernement actuel s'est engagé à rétablir le Programme.⁸⁶ Les modalités du nouveau programme sont en train d'être élaborées par le ministère du Patrimoine canadien.

III — LE VOLET ADMINISTRATIF

Il est de l'apanage du juriste et de l'avocat-plaideur de ne mettre l'accent que sur les aspects de la mise en oeuvre des droits qui relèvent surtout de son domaine. Cela pourrait laisser le lecteur de ce texte avec la nette impression qu'il n'y a que des conflits judiciaires pour faire avancer la mise en oeuvre des droits linguistiques scolaires. Or, bien qu'il ne faille jamais sous-estimer l'importance du rôle qu'ont joué les tribunaux pour interpréter et

⁸⁴ Tiré du *Guide des droits linguistiques*, Programme de contestation judiciaire, 1991, p. 23.

⁸⁵ *Id.*, p. 25.

⁸⁶ *Discours du Trône* ouvrant la première session de la trente-cinquième Législature du Canada, le 19 janvier 1994. Pour une étude analytique de l'apport du Programme de contestation judiciaire, notamment en ce qui a trait à la revendication des droits à l'instruction en vertu de l'article 23 de la Charte et aux questions juridiques qui restent à résoudre, voir *Les droits linguistiques et le Programme de contestation judiciaire — Réalisation du programme et incidence de son abolition*, rapport rédigé par M^e Richard Goreham à la demande du Commissaire aux langues officielles, 1992.

~~veiller au respect des principes de l'article 23, c'est-pourtant-sur-le-plan-administratif-que
l'application réelle et opérationnelle de ces principes se dessine.~~

Le rôle du gouvernement du Canada à cet égard en est un d'encouragement et de collaboration. Depuis l'adoption de la première *Loi sur les langues officielles* en 1969, le gouvernement fédéral a fortement incité les provinces à assurer le maintien et l'essor de l'instruction des élèves appartenant aux minorités francophones et anglophones du pays dans leur propre langue, ainsi que de l'enseignement du français et de l'anglais comme langues secondes auprès du public canadien. Cette action s'inscrivait dans le cadre des programmes et activités du gouvernement fédéral visant à appuyer le développement des communautés minoritaires de langue officielle et à promouvoir la reconnaissance, l'usage et l'apprentissage des deux langues à travers la société canadienne.

La Commission royale sur le bilinguisme et le biculturalisme avait recommandé, dans le deuxième volume de son rapport portant sur l'éducation, que les provinces élargissent leurs champs d'action par rapport à l'enseignement dans la langue minoritaire, et que le gouvernement fédéral contribue à l'absorption des coûts supplémentaires que cela pourrait engendrer. La Commission avait souhaité également l'amélioration de l'enseignement du français et de l'anglais à titre de langue seconde, notamment afin de promouvoir la dualité linguistique et les rapports plus harmonieux entre les deux grandes communautés linguistiques du Canada. En septembre 1970, le gouvernement fédéral a lancé un programme de contributions financières aux provinces, ce qui est devenu le Programme des langues officielles dans l'enseignement. Entre les années 1970 et 1983, le gouvernement versait presque 1,8 milliard de dollars aux provinces et aux territoires pour mieux offrir aux minorités de langue officielle la possibilité de s'instruire ou de faire instruire leurs enfants dans leur propre langue et pour permettre aux Canadiens d'apprendre l'autre langue officielle.⁸⁷

En décembre 1983, un nouveau accord-cadre est arrêté avec les gouvernements provinciaux par le concours du Conseil des ministres de l'Éducation. Cette nouvelle entente prend la forme d'un protocole qui contient les méthodes de calcul, ainsi que les montants prévus. Sur la base du protocole, des ententes bilatérales ont été signées avec chaque province et territoire, qui sont elles-mêmes complétées par des annexes annuelles comprenant les montants versés pour chaque exercice fiscal. Le protocole fut reconduit en 1985 pour une période de deux ans. En novembre 1988, un nouvel accord général est signé par le Secrétaire d'État du Canada et la présidente du Conseil des ministres de l'Éducation. Cet accord, intitulé «Protocole d'ententes entre le gouvernement du Canada et les gouvernements provinciaux relatives à l'enseignement dans la langue de la minorité et à l'enseignement dans

⁸⁷ Tiré du *Rapport annuel 1988-1989; Premier rapport annuel du Parlement du Secrétaire d'État du Canada concernant sa mission en matière de langues officielles*, p. 5.

Le rôle du gouvernement fédéral dans la mise en oeuvre
des droits linguistiques scolaires au Canada
M^e Warren J. Newman

31

la langue seconde», remplace l'ancien, échu le 31 mars 1988, et énonce les priorités stratégiques pour la durée de l'entente (cinq ans) à savoir :

- la prestation accrue de services d'enseignement dans la langue de la minorité, conformément à l'article 23 de la *Charte canadienne des droits et libertés*;
- l'accroissement des services d'enseignement au niveau post-secondaire;
- l'élargissement des programmes de formation des enseignants;
- l'expression et le développement accru des programmes réguliers de langue seconde; et
- l'expansion des programmes d'immersion en français.⁸⁸

En juin 1988, le gouvernement canadien annonce son engagement d'y consacrer 1,2 milliard de dollars, une augmentation de 145 millions de dollars, soit 13,7 pour cent de plus par rapport aux sommes versées durant la période 1983-84 à 1987-88; des augmentations budgétaires destinées prioritairement au financement de nouvelles initiatives fédérales-provinciales/territoriales⁸⁹.

Comme en faisait état le *Rapport annuel* du Secrétaire d'État du Canada au sujet du nouvel accord :

Le nouveau protocole prévoit des consultations annuelles entre les deux ordres de gouvernement sur les activités découlant des priorités stratégiques. Il reconnaît, en plus, l'importance pour chaque ordre de gouvernement, dans son champ de compétence, de consulter les groupes intéressés, lorsqu'il le juge nécessaire, afin que la mise en place des programmes contribue le mieux possible à l'épanouissement des communautés de langue officielle de même qu'à la reconnaissance et à l'usage des deux langues au sein de notre société.

L'élargissement de la composante postsecondaire figure parmi les changements importants apportés au texte du nouveau protocole. Dorénavant, cours et programmes offerts par des établissements postsecondaires et universitaires pour former les étudiants à l'enseignement dans la langue de la minorité ou à l'enseignement de la langue seconde pourront également bénéficier de l'apport du gouvernement fédéral. Les cours et les programmes dispensés en français par les établissements postsecondaires de langue anglaise pourront aussi profiter de l'aide gouvernement fédéral en la matière.⁹⁰

C'est également en 1988 que le Parlement adopte la nouvelle *Loi sur les langues officielles*, qui, pour la première fois, consacre dans un texte législatif les engagements de politique du gouvernement fédéral et la mission particulière du Secrétaire d'État envers

⁸⁸ *Id.*, p. 37.

⁸⁹ *Id.*, p. 36

⁹⁰ *Id.*, p. 37.

Le rôle du gouvernement fédéral dans la mise en oeuvre
des droits linguistiques scolaires au Canada
M^e Warren J. Newman

32

l'épanouissement des minorités linguistiques et la promotion des langues officielles. Issus en quelque sorte du principe constitutionnel d'avancement reconnu, entre autres, par le paragraphe 16(3) de la *Charte canadienne des droits et libertés* — qui prévoit que la Charte «ne limite pas le pouvoir du Parlement et des législatures de favoriser la progression vers l'égalité du statut ou d'usage du français ou de l'anglais» — les engagements envers la promotion renfermés dans la *Loi sur les langues officielles* reflètent notamment l'action fédérale en matière d'éducation.

En effet, le préambule de la Loi déclare que le gouvernement fédéral :

s'est engagé à favoriser l'épanouissement des minorités francophones et anglophones, au titre de leur appartenance aux deux collectivités de langue officielle, et à appuyer leur développement et à promouvoir la pleine reconnaissance et l'usage du français et de l'anglais dans la société canadienne;

et qu'il :

s'est engagé à collaborer avec les institutions et gouvernements provinciaux en vue d'appuyer le développement des minorités francophones et anglophones, d'offrir des services en français et en anglais, de respecter les garanties constitutionnelles sur les droits à l'instruction dans la langue de la minorité et de faciliter pour tous l'apprentissage du français et de l'anglais;

[Nous soulignons]

Parmi les principaux objets de la Loi, on trouve à l'alinéa b) de l'article 2, celui :

d'appuyer le développement des minorités francophones et anglophones et, d'une façon générale, de favoriser, au sein de la société canadienne, la progression vers l'égalité de statut et d'usage du français et de l'anglais;

Enfin, la partie VII de la Loi est consacrée à la promotion du français et de l'anglais et répète, à son article 41, l'engagement solennel du gouvernement fédéral à cet égard :

Le gouvernement fédéral s'engage à favoriser l'épanouissement des minorités francophones et anglophones du Canada et à appuyer leur développement, ainsi qu'à promouvoir la pleine reconnaissance et l'usage du français et de l'anglais dans la société canadienne.

En plus d'être chargé par la Loi de susciter et d'encourager «la coordination de la mise en oeuvre par les institutions fédérales de cet engagement» (art. 42), le Secrétaire d'État du Canada — dont le mandat et les fonctions sont, depuis le 25 juin 1993, ceux du ministre du Patrimoine canadien — doit prendre (tel que stipulé à l'art. 43) :

les mesures qu'il estime indiquées pour favoriser la progression vers l'égalité de statut et d'usage du français et de l'anglais dans la société canadienne et, notamment, toute mesure :

- a) de nature à favoriser l'épanouissement des minorités francophones et anglophones du Canada et à appuyer leur développement;
- b) pour encourager et appuyer l'apprentissage du français et de l'anglais;
- c) pour encourager le public à mieux accepter et apprécier le français et l'anglais;
- d) pour encourager et aider les gouvernements provinciaux à favoriser le développement des minorités francophones et anglophones, et notamment à leur offrir des services provinciaux et municipaux en français et en anglais et à leur permettre de recevoir leur instruction dans leur propre langue;
- e) pour encourager et aider ces gouvernements à donner à tous la possibilité d'apprendre le français et l'anglais; [...]

C'est donc sous le régime de la nouvelle *Loi sur les langues officielles* que le Secrétariat d'État et son successeur, le ministère du Patrimoine canadien, ont poursuivi leur collaboration, au nom du gouvernement fédéral, avec les provinces en matière d'éducation.

Le protocole d'ententes de 1988, qui serait normalement venu à terme le 31 mars 1993, a été reconduit pour 1993-94 et 1994-95, et les discussions sont actuellement en cours avec les provinces en vue d'un nouveau protocole quinquennal et de la négociation de nouvelles ententes bilatérales. Le lecteur trouvera en annexe un tableau⁹¹ qui illustre la répartition, pour l'année 1992-93, par province ou territoire et par objectif linguistique (l'instruction dans la langue de la minorité; apprentissage de la langue seconde) des fonds provenant du Programme fédéral de langues officielles dans l'enseignement. Il est à noter qu'en 1990-91, par exemple, les gouvernements provinciaux et territoriaux ont dépensé trois dollars pour chaque dollar dépensé par le gouvernement fédéral dans le cadre de ce programme (1,1 milliard de dollars contre à peu près 230 millions de dollars en contributions du gouvernement fédéral).⁹²

Le deuxième tableau en annexe⁹³ démontre le nombre d'élèves inscrits aux programmes conçus pour permettre aux enfants de la minorité de langue officielle d'étudier dans leur langue maternelle, les classes où ces programmes sont assurés, et le nombre d'écoles qui les dispensent, selon chaque province et territoire, pour 1970-71, 1992-93 et 1993-94.

Au-delà du Programme des langues officielles dans l'enseignement, il y a lieu de signaler la création, en mars 1993, d'un fonds spécial de 112 millions de dollars, répartis sur six ans, pour aider les provinces à mettre en oeuvre la gestion scolaire conformément à

⁹¹ Tiré du *Rapport annuel 1992-93 sur les langues officielles* du ministre du Patrimoine canadien, p. 15.

⁹² *Ibid.*

⁹³ Reproduit dans le *Rapport annuel 1993* du Commissaire aux langues officielles, p. 143.

l'article 23 de la Charte et les principes énoncés par la Cour suprême dans l'arrêt *Mahé*⁹⁴ et le renvoi manitobain⁹⁵, ainsi qu'à agrandir et à améliorer le réseau en français d'institutions d'enseignement postsecondaires. Comme le Commissaire aux langues officielles le dit dans son *Rapport annuel 1993*,

Cette mesure a contribué à un déblocage au Manitoba, en Saskatchewan et en Alberta, chaque province ayant maintenant adopté une loi accordant à sa communauté francophone un système de gestion scolaire.⁹⁶

IV — CONCLUSION

Le but de ce texte n'était pas de dresser le bilan ou de faire état, dans chaque région et province, de la situation actuelle de la mise en oeuvre des droits linguistiques scolaires⁹⁷ mais plutôt d'illustrer les voies d'action dont dispose le gouvernement fédéral pour encourager l'application de ces droits et faire respecter les principes et valeurs sous-jacents. Il est à souhaiter que la mise en oeuvre de ces droits passe de plus en plus par la voie de la collaboration et la compréhension plutôt que par celle de la contestation et la confrontation. Comme le Ministre de la Justice le disait, lors du débat à la Chambre des communes du Canada menant à l'adoption de la nouvelle *Loi sur les langues officielles* en 1988 :

La Cour suprême a statué que le principe constitutionnel de la promotion des langues se prête à l'adoption de mesures législatives. Tous les Canadiens comprendront facilement pourquoi il convient de favoriser, par des mesures incitatives et par la collaboration et non pas la contrainte, l'épanouissement de nos minorités de langues officielles ainsi que l'utilisation des deux langues officielles dans l'ensemble de la société canadienne. Tous les Canadiens souhaitent sûrement que le gouvernement fédéral favorise l'apprentissage du français et de l'anglais et incite le public canadien à accepter et à apprécier nos deux langues officielles. Les ententes linguistiques qui ont été conclues récemment entre le gouvernement fédéral et les gouvernements de la Saskatchewan, du Yukon et de l'Île-du-Prince-Édouard témoignent de ce consensus.⁹⁸

⁹⁴ Précité, note 30.

⁹⁵ Précité, note 32.

⁹⁶ Précité, note 93, p. 187.

⁹⁷ Mon collègue, M^e Jean-Charles Ducharme, rédige à l'heure actuelle une étude qui porte justement sur l'état de la mise en oeuvre de l'article 23 de la Charte dans chaque province et territoire.

⁹⁸ Débats de la Chambre des communes du Parlement du Canada, le jeudi 7 juillet 1988, p. 17224.

Annexe I

Langues officielles dans l'enseignement Contributions approuvées, 1992-1993 Répartition par objectif linguistique					
Province ou Territoire	Minorité		Langue seconde		Total
Terre-Neuve	1 445 985 \$	37,9 %	2 368 755 \$	62,1 %	3 814 740 \$
Île-du-Prince-Édouard	1 115 527	64,8 %	606 250	35,2 %	1 721 777
Nouvelle-Écosse	4 232 522	61,0 %	2 708 322	39,0 %	6 940 844
Nouveau-Brunswick	20 690 545	79,0 %	5 494 923	21,0 %	26 185 468
Québec	68 047 996	82,0 %	14 890 299	18,0 %	82 938 295
Ontario	47 465 026	62,4 %	28 542 219	37,6 %	76 007 245
Manitoba	4 421 226	44,3 %	5 549 342	55,7 %	9 970 568
Saskatchewan	1 948 550	28,5 %	4 885 276	71,5 %	6 833 826
Entente auxiliaire - Saskatchewan	7 111 000	100,0 %	—	—	7 111 000
Alberta	2 869 686	26,4 %	7 991 005	73,6 %	10 860 691
Colombie-Britannique	<u>2 530 233</u>	20,9 %	<u>9 599 250</u>	79,1 %	<u>12 129 483</u>
Total partiel (provinces)	161 878 296	66,2 %	82 635 641	33,8 %	244 513 937
Yukon	557 499	56,0 %	437 501	44,0 %	995 000
Territoires du Nord-Ouest	<u>488 730</u>	46,8 %	<u>556 270</u>	53,2 %	<u>1 045 000</u>
Total partiel (territoires)	1 046 229	51,3 %	993 771	48,7 %	2 040 000
Total partiel (provinces et territoires)	162 924 525	66,1 %	83 629 412	33,9 %	246 553 937
Programmes nationaux					
Bourses pour les cours d'été de langues					13 108 356
Moniteurs de langues officielles					<u>7 827 145</u>
Total partiel (Programmes nationaux)					20 935 501
Programme de perfectionnement linguistique					848 000
Total					268 337 438 \$
Source : Langues officielles dans l'enseignement, Secrétariat d'État du Canada.					
Notes : Les bénéficiaires d'une partie des fonds approuvés pour le Québec sont des francophones hors Québec. Le total partiel pour les provinces inclut les contributions au Programme des moniteurs de langues officielles.					

PARTIE IV

Annexe II

Tableau IV.1

Les programmes d'enseignement dans la langue de la minorité

Nombre d'élèves inscrits aux programmes conçus pour permettre aux enfants de la minorité de langue officielle (l'anglais au Québec et le français ailleurs) d'étudier dans leur langue maternelle; classes où ces programmes sont assurés; nombre d'écoles les dispensant, selon les provinces et territoires, 1970-1971, 1992-1993 et 1993-1994.

Provinces et territoires	Élèves inscrits	Classes	Nombre d'écoles	Provinces et territoires	Élèves inscrits	Classes	Nombre d'écoles
Terre-Neuve				Saskatchewan			
1970-1971	185	M à 10	1	1970-1971	765	M à 12	12
1992-1993 ^p	258	M à 11	5	1992-1993 ^p	1 190	M à 12	11
1993-1994 ^e	250	M à 11	5	1993-1994 ^e	1 196	M à 12	11
Île-du-Prince-Édouard				Alberta			
1970-1971	796	1 à 12	7	1970-1971	n.d.	n.d.	n.d.
1992-1993 ^p	585	1 à 12	2	1992-1993 ^e	2 483	M à 12	25
1993-1994 ^e	593	1 à 12	2	1993-1994 ^e	2 524	M à 12	25
Nouvelle-Écosse				Colombie-Britannique			
1970-1971	7 388	P à 12	32	1970-1971	0	0	0
1992-1993 ^p	3 381	P à 12	18	1992-1993 ^p	2 020	M à 12	42
1993-1994 ^e	3 368	P à 12	18	1993-1994 ^e	2 053	M à 12	43
Nouveau-Brunswick				Yukon			
1970-1971	60 679	M à 12	196	1970-1971	0	0	0
1992-1993 ^p	46 700	M à 12	143	1992-1993 ^p	78	M à 9	1
1993-1994 ^e	46 079	M à 12	141	1993-1994 ^e	80	M à 9	1
Québec				Territoires du Nord-Ouest			
1970-1971	248 855	M à 11	519	1970-1971	0	0	0
1992-1993 ^e	98 114	M à 11	368	1992-1993 ^p	48	M à 11	3
1993-1994 ^e	98 072	M à 11	369	1993-1994 ^e	49	M à 11	3
Ontario				TOTAL			
1970-1971	115 869	M à 13	381	1970-1971	444 942*		1 197*
1992-1993 ^e	95 965	M à 13	374	1992-1993 ^{p,e}	256 145		1 020
1993-1994 ^e	97 835	M à 13	382	1993-1994 ^e	257 449		1 028
Manitoba							
1970-1971	10 405	M à 12	49				
1992-1993 ^p	5 323	M à 12	28				
1993-1994 ^e	5 350	M à 12	28				

M Maternelle
P Primaire
p Données préliminaires.
e Estimation
n.d. : Données non disponibles.

* Le total ne comprend pas l'Alberta puisque les données ne sont pas disponibles.

Source : Statistique Canada, Division de l'enseignement élémentaire et secondaire.



Patrimoine canadien Canadian Heritage

SP96-03705 1096-01600

Document disclosed under the Access to Information Act
Document divulgué en vertu de la Loi sur l'accès à l'information

8140-6-96

1600

SEP 27 1996

Voire référence Your file

Notre référence Our file

NOTE À L'INTENTION DE YOLANDE CRÉPEAU

**PARTICIPATION DE MADAME ANNA TERRANA AU LANCEMENT
DES ACTIVITÉS DU CONSEIL SCOLAIRE FRANCOPHONE DE LA
COLOMBIE-BRITANNIQUE
VANCOUVER, LE 28 SEPTEMBRE 1996**

Pour information

RÉSUMÉ

- ° Le Conseil scolaire francophone de la Colombie-Britannique souligne, par une fête populaire, le début de ses activités, le 28 septembre courant, au Parc Spanish Banks à Vancouver.
- ° Ce conseil scolaire, «Francophone Education Authority», établi en novembre 1995, est opérationnel depuis le 1^{er} juillet 1996 (communiqué ci-joint).
- ° Il ne couvre pour l'instant que les régions de Vancouver, du Bas-Fraser et du grand Victoria.

Contexte

- ° Le 3 septembre 1996, marque la première rentrée scolaire pour le nouveau Conseil scolaire francophone de la Colombie-Britannique. Celui-ci souligne l'événement par la tenue d'un pique-nique communautaire qui donne l'occasion à la communauté francophone de se rassembler dans un esprit de fête, de concertation et de coopération.

.../2

Canada



002282

- 2 -

- ° C'est le 1^{er} juillet 1996 que le Conseil scolaire francophone a officiellement pris en charge l'enseignement en français sur le territoire allant de Chilliwack à Vancouver, ainsi que le sud de l'île de Vancouver.
- ° Environ 2 700 élèves sont inscrits au Programme cadre de français dans 25 districts scolaires à travers la province et environ 2 000 d'entre eux relèvent du nouveau Conseil scolaire qui couvre 18 de ces districts.
- ° Le Conseil scolaire est présidé par M. Vincent Pigeon et dirigé par M. Jean-Guy Vienneau. Cinq commissaires désignés par le ministère de l'Éducation ont été assermentés en janvier 1996; ce sont Martine Galibois-Barss, Nicole Hennessey, Louise Côté Madill, Marc-André Ouellette et Vincent Pigeon (communiqué ci-joint).

Considérations

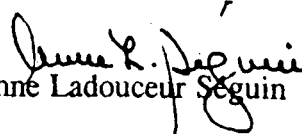
- ° Suite au jugement rendu par la Cour Suprême de la Colombie-Britannique dans la cause des parents francophones, en août dernier, plusieurs modifications devront être apportées aux modalités de fonctionnement du nouveau Conseil scolaire afin de respecter l'article 23 de la Charte. La Cour a donné au gouvernement de la Colombie-Britannique jusqu'à la fin de la prochaine session parlementaire pour apporter les changements nécessaires.
- ° Suite à la décision de la Colombie-Britannique de ne pas en appeler au jugement de la Cour, le gouvernement fédéral va poursuivre ses discussions avec le ministère de l'Éducation afin de signer dans les meilleurs délais une entente sur le partage des coûts de la mise en place de la gestion scolaire en Colombie-Britannique.

.../3

- 3 -

Conclusion

- ° Vous trouverez en annexe des notes d'allocution ainsi que le scénario et la séquence d'événements pour la participation de M^{me} Terrana au pique-nique du 28 septembre.


Anne Ladouceur Séguin

Pièces jointes : Notes d'allocution, scénario et séquence d'événements

Préparée par:

Ginette Montreuil, Citoyenneté et Identité canadienne, Programme des Langues officielles, 604-666-2218

Michèle Blais-Chauvin, Citoyenneté et Identité canadienne, Programmes d'appui aux langues officielles, 994-2222

Orest Kruhlak, Région du Pacifique et du Yukon 604-666-2060



NEWS RELEASE

MINISTRY OF EDUCATION
NR22-95

FOR IMMEDIATE RELEASE
July 28, 1995

EDUCATION AUTHORITY ANNOUNCED FOR FRANCOPHONE STUDENTS

VICTORIA -- The creation of a Francophone Education Authority for British Columbia was announced today by Education Minister Art Charbonneau.

Created to deliver the minority language rights guaranteed under Section 23 of the Canadian Charter of Rights and Freedoms, the authority will govern the education of eligible and enrolled students living in the Lower Mainland and on lower Vancouver Island.

Creation of the authority in B.C. will mean that nine of the 10 provinces have adopted some model of francophone governance.

The province has an agreement with the federal government to pursue cost-sharing arrangements for the operating costs of the authority, which will include approximately \$400,000 in the 1995/96 start-up year and \$4.2 million for 1996/97.

"This model responds to the legal rights of the francophone community under the charter in a way that is fair and cost-efficient," said Charbonneau. "I am asking parents and other members of the francophone community to work with school boards and my ministry to ensure this is an accountable, relevant organization right from the beginning."

The authority will initially govern approximately 2,000 students residing in 18 districts extending from Victoria to Chilliwack, providing classroom instruction in space leased from school districts.

- 30 -

Backgrounder also available.

Media contact:

John Webb
Ministry of Education
356-2500 or 356-6387 (Victoria)

EMBARGOED

NOT FOR PUBLIC RELEASE
UNTIL JULY 28 @ 10:00



BACKGROUNDER

Francophone Education Authority

Section 23 of the *Canadian Charter of Rights and Freedoms* guarantees an education in the French language, reflective of the francophone culture, to the francophone minority living in British Columbia. In British Columbia, the Association des parents francophones de la Colombie-Britannique and others initiated legal action to enforce their rights under section 23. In an effort to meet British Columbia's constitutional obligations without a costly court hearing, the Province will create a Francophone Education Authority.

This Authority will manage and deliver francophone education only to students whose parents have rights under section 23 of the *Charter*. Consequently, students will have the right to enroll in a school operated by the Authority if one of their parents is a Canadian citizen:

- whose first language learned and still understood is French, or
- who received primary school instruction in Canada in French, or
- who has a child educated, or being educated, in Canada with French as the language of instruction.

It is expected that, beginning in September 1996, the Authority will govern the education of students drawn from the following districts:

- School District No. 33 (Chilliwack)
- School District No. 34 (Abbotsford)
- School District No. 35 (Langley)
- School District No. 36 (Surrey)
- School District No. 37 (Delta)
- School District No. 38 (Richmond)
- School District No. 39 (Vancouver)
- School District No. 40 (New Westminster)
- School District No. 41 (Burnaby)
- School District No. 42 (Maple Ridge-Pitt Meadows)
- School District No. 43 (Coquitlam)
- School District No. 44 (North Vancouver)
- School District No. 45 (West Vancouver)
- School District No. 61 (Greater Victoria)
- School District No. 62 (Sooke)
- School District No. 63 (Saanich)
- School District No. 65 (Cowichan)
- School District No. 75 (Mission)

EMBARGOED
NOT FOR PUBLIC RELEASE
UNTIL JULY 28 @ 10:00

What powers will the Francophone Education Authority have?

Subject to the regulations and Minister's orders, the Francophone Education Authority will have the exclusive right to make decisions relating to minority language instruction within its jurisdiction, including the right to:

- set up, operate, administer and manage francophone schools
- set local policy for those schools
- provide education programs in French to eligible students
- expend funds and approve educational resource materials, supplies and other services for francophone schools
- locally develop and offer francophone educational programs and courses

- lease land and buildings for school facilities and Francophone Education Authority administration
- hire, appoint and dismiss employees, including teachers and school principals

In areas of the province where the Francophone Education Authority has jurisdiction, the Authority will provide section 23 educational services to students having such rights and living in these areas. Section 23 educational services provide equal education services to those received by non-francophone students, but in the French language and in a francophone cultural setting. Elsewhere, existing school boards will continue to provide Programme cadre de français.

The Francophone Education Authority will operate under the authority of the Minister of Education and will receive funding from the Ministry. The Authority will not have the right to tax or to expropriate land.

How will the Francophone Education Authority work?

The Authority will be a corporate body that functions much like a society. Membership in the Authority will be open only to persons living in the province who have section 23 Charter rights, or who would have those rights if they had school-age children, and their spouses.

A constitution and bylaws approved by the Minister of Education will govern the Authority's operation.

The Minister of Education will appoint the Authority's first board of directors. In accordance with the constitution and bylaws, the membership will thereafter elect a board of directors for the Authority who, in turn, will elect Authority officers from amongst the directors.

To ensure smooth day-to-day operations, the Francophone Education Authority will be required to employ a chief executive officer. Performing the combined role of school superintendent and secretary-treasurer, this employee will report to the Authority's board of directors.

Who will pay for the Francophone Education Authority?

The province has an agreement with the federal government to pursue cost sharing arrangements for the operating costs of the Authority, which will include approximately \$400,000 in the 1995/96 start-up year, and \$4.2 million for the full 1996/97 year.

This and subsequent budgets will be designed to ensure a fiscally responsible, streamlined administrative structure. Provincial funding will be provided on a per-student basis, on the basis of the fiscal framework used to fund students enrolled in public schools. Operating costs will also be provided, as they are to school boards.

Will new schools be built for the Francophone Education Authority?

Whenever possible, the Francophone Education Authority will lease surplus space from school boards. These arrangements may include leasing stand-alone facilities, such as Greater Victoria's Victor Brodeur (which already serves Programme cadre students), or sharing facilities at a school or existing district administrative offices.

In areas where it is not possible for school boards to lease space to the Francophone Education Authority, the Authority will make other lease arrangements. The Province will not provide capital funding to purchase land or to undertake capital construction.

EMBARGOED

NOT FOR PUBLIC RELEASE
UNTIL July 28 @ 10:00

CONSEIL SCOLAIRE FRANCOPHONE DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Pour diffusion immédiate

«UN MOMENT HISTORIQUE POUR LA COMMUNAUTÉ FRANCOPHONE»

Vancouver, le 23 janvier 1996 - Vendredi le 19 janvier à 19 h, une page d'histoire a été écrite pour la communauté francophone de Colombie-Britannique. En effet, au cours d'une cérémonie officielle à laquelle assistaient des représentants des comités de parents et des associations francophones, le juge Raymond Paris de la Cour suprême de la Colombie-Britannique a procédé à l'assermentation des premiers conseillers du Conseil scolaire francophone de la C-B., soit :

- ▶ Martine Galibois Barss, de la région Grand Vancouver
- ▶ Nicole Hennessey, de la région Île Vancouver Nord
- ▶ Louise Côté Madill, de la région Nord de la province-Okanagan-Columbia
- ▶ Marc-André Ouellette, de la région Île Vancouver Sud
- ▶ Vincent Pigeon, de la région Grand Vancouver

Les cinq conseillers avaient été nommés par Arrêté en Conseil, le 14 décembre dernier, pour une période maximale de quinze (15) mois. Cette nomination faisait suite à l'adoption par le cabinet provincial, le 2 novembre 1995, d'une réglementation qui créait le premier conseil scolaire francophone en Colombie-Britannique.

Les conseillers auront comme principale tâche la mise en place de la structure du nouveau Conseil scolaire, en vue de la prise en charge du système d'éducation francophone dans la région s'étendant de Chilliwack jusqu'au Victoria métropolitain, et ce dès septembre 1996.

Suite à la cérémonie d'assermentation, les conseillers se sont mis immédiatement au travail. Une rencontre d'orientation avec le ministère de l'Éducation a été suivie d'une session de planification stratégique au cours de laquelle les conseillers ont adopté une vision ainsi qu'une mission qui se lisent comme suit :

VISION

Les francophones de la Colombie-Britannique reçoivent une éducation en français reconnue pour son excellence et sa contribution à l'épanouissement de la culture francophone.

MISSION

Le Conseil scolaire francophone de la Colombie-Britannique s'engage à offrir des services éducatifs valorisant le plein épanouissement et l'identité culturelle des apprenants francophones de la province.

«Il est important que la vision et la mission du Conseil scolaire francophone reflètent bien ses particularités, notamment en ce qui a trait à la langue et la culture» a déclaré Vincent Pigeon, élu président du Conseil scolaire francophone lors de la rencontre de la fin de semaine. Marc-André Ouellette, de Victoria, a été élu vice-président.

Au cours de la fin de semaine, les conseillers ont également entamé un processus pour l'embauche d'un consultant. «Le consultant nous guidera dans le début de nos opérations. Il nous aidera entre autres, à sélectionner le directeur général du Conseil scolaire» a précisé le président.

Monsieur Pigeon a terminé en affirmant qu'il était très fier de faire partie du premier conseil scolaire francophone de la Colombie-Britannique. « Suite à notre fin de semaine de travail, je peux vous assurer que les membres du Conseil forment une équipe extrêmement compétente et dynamique qui travaillera avec persistance en vue d'offrir aux enfants francophones une éducation de qualité qui réponde à leurs besoins spécifiques, notamment aux niveaux culturel et linguistique».

- 30 -

**Information : Marc Gignac
(604) 736-5030**

FRANCOPHONE EDUCATION AUTHORITY

PRESS RELEASE

Immediate release

"AN HISTORICAL MOMENT FOR THE FRANCOPHONE COMMUNITY"

Vancouver, January 23, 1996 - In the history of the BC Francophone Community, Friday, January 19, 1996, will be a memorable day. Representatives of Parents Committees and Francophone Associations attended a ceremony where the first directors of the Francophone Education Authority were sworn in by Justice Raymond Paris of the Supreme Court of British Columbia.

The directors are as follows:

- ▶ Martine Galibois Barss, from the Greater Vancouver Ward
- ▶ Nicole Hennessey, from the Vancouver Island North Ward
- ▶ Louise Côté Madill, from the Okanagan - Columbia - Northern BC Ward
- ▶ Marc-André Ouellette, from the Vancouver Island South Ward
- ▶ Vincent Pigeon, from the Greater Vancouver Ward

The five directors were appointed by Order in Council, December 14, 1995, for a maximum period of fifteen (15) months. The appointment followed the adoption on November 2, of a regulation creating the first Francophone Education Authority in British Columbia.

The main task of the directors will be to implement the Education Authority structure, to be able to assume the full responsibility for the Francophone Education System in the area included between Chilliwack and Greater Victoria.

Following the swearing in, the directors participated in an orientation meeting with the Ministry of Education followed by a Strategy Planning session where they adopted vision and mission statements as follows :

VISION

Francophones of British Columbia receive an education in French recognized for its excellence and its contribution to the fulfilment of Francophone culture.

MISSION

The Francophone Education Authority commits itself to offer education services which value the full development and the cultural identity of Francophone learners in the province.

"It is important that the vision and mission statements reflect the uniqueness of the Francophone Education Authority, especially regarding the cultural and language aspects", stated Vincent Pigeon, elected President of the Francophone Education Authority. Marc-André Ouellette, from Victoria, was elected Vice-President.

During the week-end, the directors also initiated a process to hire a consultant. "The consultant will guide us during the start-up phase of our operations. He will help us, amongst other, to select the Chief Executive Officer of the Authority" specified the President.

Vincent Pigeon stated that he was very proud to be part of the first Board of directors of the Francophone Education Authority. "Following our working session, I can assure you that the members of the Board form an extremely competent and dynamic team, that will work constantly to offer to Francophone children an education of quality that respects their specific needs, more particularly regarding the language and cultural aspects".

- 30 -

Source: Marc Gignac
(604) 736-5030

FEED FAX THIS END

FAX	
To:	FEDERAL GOVERNMENT
Dept.:	
Fax No.:	
No. of Pages:	4
From:	
Date:	03/01/96
Company:	
Fax No.:	
Comments:	
Post-It	fax 000 7000

LANCEMENT DES ACTIVITÉS DU CONSEIL SCOLAIRE FRANCOPHONE DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE

SCÉNARIO ET SÉQUENCE D'ÉVÉNEMENTS

- DATE :** Le 28 septembre 1996
- LIEU :** Spanish Banks Park
(Près de l'Université de la Colombie-Britannique)
4ième Avenue West,
à droite sur Tolmie
à gauche sur S.W. Marine Drive
au 3ième parc de stationnement
Vancouver, B.C.
- Téléphone: (604) 736-5030
- HEURE :** Le lancement aura lieu à 11 h 45
- PARTICIPANTS :** M. Peter Owen, Directeur, Ministère de l'Éducation
M. Raymond Ouimet, Directeur, Ministère de l'Éducation
M. Jean-Louis Hérivault, Représentant du Bureau
du Québec à Vancouver.
M. Vincent Pigeon, Président, Conseil Scolaire
Mme Nicole Hennessey, Conseillère
Mme Louise Côté Madell, Conseillère
Mme Martine Galibois-Barss, Conseillère
- TENUE
VESTIMENTAIRE :** Tenue de ville
- MEDIA :** Une invitation a été lancée aux média de la
Colombie-Britannique : Radio-Canada, Le Soleil, Vancouver
Sun et The Province (non confirmé).
- ENVIRONNEMENT :** Vous serez assise devant l'assistance avec tous les invités
d'honneur. Vous prononcerez votre allocution à partir d'un
lutrini muni d'un micro.
- AUDIENCE :** M. Vincent Pigeon attend environ 1000 - 1500 personnes, dont
les parents, les professeurs, les étudiants et les membres de la
communauté.

● SÉQUENCE D'ÉVÉNEMENTS

- 11 h 35** À votre arrivée à l'école, M. Pigeon vous accueillera et vous présentera aux autres invités d'honneur.
- 11 h 40** Les invités d'honneur se dirigeront à leur siège respectif faisant face à l'auditoire. Vous prendrez place à la première place à droite à partir du centre des invités d'honneur, c'est-à-dire devant le drapeau canadien.
- 11 h 45** Début de la cérémonie d'ouverture avec le chant "O Canada".
- Mot de bienvenue de M. Vincent Pigeon, président du Conseil scolaire de la Colombie-Britannique.
- 11 h 50** M. Pigeon vous présentera et vous demandera de prendre la parole.
- 11 h 55** Remerciements de M. Pigeon. L'orchestre jouera quelques pièces musicales. Crystal Plamondon, de l'Alberta, chantera la chanson thème du Conseil scolaire. Les mots de la chanson seront distribués aux participants.
- Il y aura également une démonstration des arts martiaux ainsi qu'un groupe de jeunes chanteurs.
- * Il y aura d'autres activités dans le Parc dont sauts en parachute, danse, volleyball. Mais en épi et hot dogs seront servis
- ** En cas de pluie, une tente sera érigée.



Patrimoine
canadien

Canadian
Heritage

Cabinet du Sous-ministre adjoint
Citoyenneté et Programme d'identité
canadienne

Office of the
Assistant Deputy Minister
Citizenship and Canadian Identity

FICHE DE SERVICE - ACTION REQUEST

Date <i>1996-09-23</i>	C.C. <input type="checkbox"/> S.M.A. - A.D.M. <input type="checkbox"/> D.G. - C.P.M./C.C.M.
# Dossier - File # <i>IN 96-01600</i>	<input type="checkbox"/> Dr. A.S./S.A. <input type="checkbox"/> D.G. - P.C.S.P./C.P.P.S.
Transmise à - Referred to <i>H. Lemaire</i>	<input type="checkbox"/> Dr. - O.L.S.P./P.A.L.O. <input type="checkbox"/> Conseil de gestion Management Committee
Demandeur - Requestor <i>A. Cyn</i>	<input type="checkbox"/> Autre Other

REQUIS POUR / REQUIRED FOR:

avant le 25 septembre

MESURES À PRENDRE - ACTION TO BE TAKEN:

- | | |
|--|---|
| <input checked="" type="checkbox"/> Donner suite
For action | <input type="checkbox"/> Voir remarques pour détails
See remarks for details |
| <input type="checkbox"/> Rédiger une note de service au Ministre
Prepare memo to Minister | <input type="checkbox"/> À discuter avec le SMA
To discuss with the ADM |
| <input type="checkbox"/> Rédiger une note de service au Cabinet du Ministre
Prepare memo to Office of the Minister | <input type="checkbox"/> Voir note du SM ci-jointe
See DM's note attached |
| <input type="checkbox"/> Rédiger une note de service au SM
Prepare memo to DM | <input type="checkbox"/> Voir note du SMA ci-jointe
See ADM's note attached |
| <input type="checkbox"/> Réponse pour signature du Ministre/SM
Reply for Minister's/DM's signature | <input type="checkbox"/> Pour approbation
For approval |
| <input type="checkbox"/> Note de couverture pour signature du SMA
Covering note for ADM's signature | <input type="checkbox"/> À votre demande
At your request |
| <input type="checkbox"/> Réponse pour signature du SMA
Reply for ADM's signature | <input type="checkbox"/> Faire circuler
Please circulate |
| <input type="checkbox"/> Accusé de réception pour signature de:
Letter of acknowledgement for signature of: _____ | |
| <input type="checkbox"/> Réponse directe (prière de nous envoyer copie)
Direct reply (please send a copy to our office) | <input type="checkbox"/> Noter et classer
Note and file |
| <input type="checkbox"/> Vos commentaires et/ou avis par écrit s.v.p.
Written comments and/or recommendations please | <input type="checkbox"/> Information |
| <input type="checkbox"/> Répondre en <input type="checkbox"/> Anglais <input type="checkbox"/> Français
Reply in English French | |

IMPORTANT

Si la présente vous a été envoyée par erreur, prière
de la retourner sans tarder au bureau de l'expéditeur

IMPORTANT

If this Action Request has been directed to you by error,
please return to originator's office immediately

REMARQUES / REMARKS:

*La région prépare la note d'info.
Veuillez fournir vos éléments directement
à la région.*

7540-CH-501-0163

Merci

McAllister

CORRESPONDENCE AND LIAISON DIRECTORATE/
UNITÉ DE CORRESPONDANCE ET LIAISON

INVITATIONS

MINISTER / MINISTRE

CHARGED TO / ENVOYÉE A : Pacific Region/Région pacifique
C.C. / C.C. : CI-ADM

DOCKET #: IN96-01600

NAME / NOM : PIGEON, VINCENT
TITLE / TITRE : PRESIDENT
ORGANIZATION / ORGANISME : CSFCB

STATUS : REPRESENTATIVE
REP. : TBC

EVENT / ÉVÉNEMENT : PICNIC MARKING SEPTEMBER 3RD AS THE FIRST DAY OF THE
GOVERNANCE OF THE FRANCOPHONE SCHOOL PROGRAMS IN BRITISH
COLUMBIA (CSFCB : CONSEIL SCOLAIRE FRANCOPHONE DE LA
COLOMBIE-BRITANNIQUE)

PARTICIPATION : ATTEND PICNIC

ATTEND 96.09.28

LOCATION / LIEU : BC VANCOUVER

START :
END :

ACTION REQUEST / DEMANDE : BRIEF.NOTE, SCEN. & SEQUENC

DUE DATE / DATE D'ÉCHÉANCE: 96/09/25

COMMENTS / COMMENTAIRES :

For further information, please call / Pour de plus amples informations, appeler: Christine McAllister (819) 997-3364 or/ou
Suzanne Murphy (819) 997-8390
(819) 997-0271 (FAX)

Date: 96/09/20

pages: _____

CONSEIL SCOLAIRE FRANCOPHONE DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE
(Francophone Education Authority)

1555, 7e Avenue Ouest, bureau 229, Vancouver (C.-B.) V6J 1S1
Téléphone : (604) 736-5030 Télécopieur : (604) 736-5028
Numéro sans frais : 1-888-715-2200

August 23, 1996

1600

Honourable Sheila Copps
Minister of Canadian Heritage
Jules Léger Building
Terraces de la Chaudière
15 Eddy St.
Hull, QC K1A 0M5

Dear Madam:

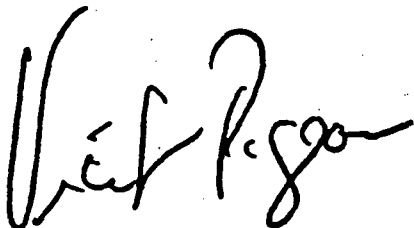
You may be aware that September 3rd, 1996 marks the first day of the governance of the Francophone school programs in British Columbia under the auspices of the Francophone Education Authority. We are hosting an occasion to thank many for their hard work, commitment and dedication to bringing us to this celebratory time.

A launching such as this is a time to celebrate both the accomplishments of the past, but more so, it is an opportunity for the Francophone community of British Columbia to come together to dialogue, to reflect on our prospects for the future and to celebrate this great success.

We are inviting you or other elected representatives from your political party to join us at our family picnic in Vancouver September 28th, 1996. As you will see by the enclosed flyer, this will be a time of laughter, song, games, good food and good friends.

We would be honoured by your presence. Please let us know by September 13, 1996 if you will be able to attend so that we are able to plan accordingly.

Yours truly,



Vincent Pigeon
President

CONSEIL SCOLAIRE FRANCOPHONE
DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE
(Francophone Education Authority)



You are invited
to attend a
Community Picnic!

96 NOV 27 AM 9 40

REGISTRATION / REGISTRY
MIN

Bring your
picnic lunch.

Let's celebrate the launching of
our Conseil Scolaire.

We'll meet you at Spanish Banks Park
in Vancouver (near UBC)

(4th Avenue west, turn right on Tolmie, left on S.W. Marine Drive, continue straight to the 3rd parking area)

September 28, 1996
11 am to 5 pm

Fun, fun, fun!

Featuring

- ♥ Conseil Jeunesse
 - ♥ sports activities
 - ♥ contests
 - ♥ games
 - ♥ épluchette de blé d'Inde, hot dogs and other treats
 - ♥ entertainment with recording star Crystal Plamondon and more!
- } FOR ALL AGES

8140-6-96

Mr. Peter Owen
Executive Director
Legislation and Independent Education
Ministry of Education
Government of British Columbia
Parliament Buildings
Victoria, British Columbia
V8V 1X4

Dear Mr. Owen:

I am sending you this letter concerning the financial participation of the federal government in the implementation of school governance in British Columbia.

Now that the Province of British Columbia has indicated that it will not be appealing the judgement made by the Supreme Court of British Columbia in August, I would like to reiterate our willingness to continue discussions to reach an agreement on this matter.

As you know, the federal government is offering to contribute \$10.5 M through to the end of fiscal year 1998-1999 under the *Canada-British Columbia Special Agreement for the Implementation of Francophone Schools Governance*. Capital expenditures, which you might need, should be considered within that \$10.5 M envelope.

also
~~Considering these recent events, we are presently working on~~ changes to the proposed text of the Special Agreement. In order to complete this document, I reiterate our need to receive your Annual Budget which is, according to Clause 7.2, an integral part of the Special Agreement. *will be required*

I would suggest that
In order to help you prepare this budget, I am including the grid used by your Department in previous negotiations. Our officials could meet in the coming weeks for a working session to complete this appendix.

In the context of the recent
In the context of the Supreme Court's decision,

.../2

- 2 -

As well, Susan
new
Now that the Francophone Education Authority is operational, you may wish to make some changes to your initial Francophone Schools Governance proposal. In addition, projects and activities included in your draft annual submission under the Official Languages in Education Program, received last June, ~~could be modified to better address your needs~~
should be reviewed to better reflect the Fr. School Gov. proposal

As soon as we receive the required information, we will finalise the revised text and send it to your office for comments. We could then organize a conference call to discuss any outstanding issues. Once we have reached an agreement, it is our understanding that you will consult with representatives of the Francophone Education Authority.

~~I hope to conclude our agreement in the very near future in order to allow the new Francophone Education Authority to fulfill its mandate in the most efficient way.~~ *will*

Yours sincerely,

Orest Kruhlak
Regional Executive Director
Pacific and Yukon Region

Enclosure

c.c. Hilaire Lemoine

It is my hope that by mid-November, we will be in a position to recommend to our respective ministers the signing of this important agreement which

*Michèle
Sameer - names
+ ray optinities?*

8140-6-96

[Handwritten signature]

Author: ~~Louise McKinnon~~ at JLN10-HULL

Date: 96-09-27 10:44

Priority: Normal

TO: Anne-Marie Clancy at VANCOUVER, Mail List - #REGIONS, Ann Boiteau at CALGARY-RO,
Michel Latremouille at HALIFAX-RO, Michael O'Byrne at TORONTO,
Charlotte Peach at WINNIPEG, Nicole Racette at MONTREAL,
Karine Andraos at CANADIAN-IDENTITY, Ghislaine Frappier at JLS7-HULL, Jean Chartier,
centre res_10g, ~~Hilaire Lemoine~~ at JLS7-HULL, Paula Doyon at JLS7-HULL

Subject: Conseil scolaire francophone de la C.-B.

Vous trouverez ci-joint un discours qui sera prononcé par Mme Anna Terrana le 28 septembre 1996 à Vancouver.

Find attached speech to be delivered by Mrs. Anna Terrana on September 28, 96 in Vancouver

Notes pour une allocution

de

**Madame Anna Terrana,
députée de Vancouver est,
au nom de l'honorable Sheila Copps,
vice-première ministre et
ministre du Patrimoine canadien,**

**à l'occasion du lancement de la gestion
des programmes francophones
par le Conseil scolaire de la Colombie-Britannique**

Vancouver (Colombie-Britannique)

Le 28 septembre 1996

À VÉRIFIER AU MOMENT DE L'ALLOCUTION

Chers, parents, élèves et membres du personnel,
Amis francophones et francophiles,
Membres et amis du Conseil scolaire francophone de la Colombie-Britannique,

Nous franchissons aujourd'hui une étape déterminante dans le devenir de la communauté francophone de la Colombie-Britannique, et je suis heureuse de partager ces moments de joie avec vous.

L'ensemble des Franco-Colombiens et des Franco-Colombiennes peuvent être fiers de ce qu'ils ont accompli : après plusieurs années de travail et d'efforts, le Conseil scolaire francophone de la Colombie-Britannique voit enfin le jour. Aujourd'hui, le rêve de toute une communauté devient réalité.

Ce conseil scolaire est né de la volonté des parents francophones d'offrir à leurs

enfants un enseignement de qualité dans leur langue. Il aura pour mandat de gérer les programmes en français dans les dix-huit districts dont il est responsable.

L'épanouissement des communautés francophones en milieu minoritaire dépend largement des moyens d'éducation qui s'y trouvent. Les services éducatifs qu'offrira le nouveau conseil scolaire aideront les Franco-Colombiens et les Franco-Colombiennes à perpétuer leur langue et leur culture. Ils feront en sorte que les jeunes francophones puissent recevoir une formation de qualité en français et permettront d'assurer une relève à la communauté.

Les jeunes francophones de partout au Canada doivent avoir accès à un enseignement dans leur langue maternelle pour reprendre le flambeau de la culture française : il y va de l'avenir de la francophonie canadienne.

Le Conseil scolaire devra relever de nombreux défis, et sa tâche ne sera pas facile. Cependant, il pourra compter sur l'appui d'une communauté dynamique et sur l'engagement du gouvernement du Canada à l'égard de la promotion des langues officielles.

Je félicite et remercie chacun et chacune d'entre vous qui avez défendu ce projet avec conviction. Vous avez investi beaucoup d'énergie dans cette cause. Aujourd'hui, vous récoltez ce que vous avez semé.

Au nom de Madame Sheila Copps, vice-première ministre et ministre du Patrimoine canadien, je vous encourage à persévérer et souhaite longue vie au Conseil scolaire francophone de la Colombie-Britannique!

Mes meilleurs vœux de succès et bonne année scolaire!

Author: ~~Paula Doyon~~ at JLS7-HULL
Date: 96-09-27 10:22
Priority: Normal
TO: Chantal Turcotte at JLN10-HULL
CC: ~~Hilaire Lemoine~~, Michele Blais-Chauvin, Ghislaine Frappier
Subject: Re[2]: ~~Discours-conseil scolaire - Important~~

Encore un bel exemple de ta collaboration.

Je comprends que tu souhaiterais faire carrière dans l'enseignement et je te le souhaite. Cependant, cela laisserait un grand vide...

Merci pour tout.

Bonne journée

Paula

Reply Separator

Subject: Re: Discours-conseil scolaire - Important
Author: Chantal Turcotte at JLN10-HULL
Date: 96-09-27 09:07

Bonjour Paula!

J'ai apporté les changements que tu m'as demandé au discours du conseil scolaire de la Colombie-Britannique. Louise envoie ce matin la nouvelle version du discours au bureau de Madame. Merci pour ta collaboration!

Chantal

Reply Separator

Subject: Discours-conseil scolaire - Important
Author: Paula Doyon at JLS7-HULL
Date: 96-09-26 17:53

Chantal,

Comme je te l'expliquais dans un message que je viens de te laisser, il serait important qu'une phrase soit supprimée du discours. Il s'agit de la phrase que se lit : 'Nous avons bon espoir que le territoire de l'Autorité scolaire inclura très bientôt toute la Colombie-Britannique'. Motif : raisons politiques.

Il faudrait revoir la deuxième phrase du même par. qui devrait se lire comme suit :

'Il aura pour mandat de gérer les programmes en français dans les dix-huit districts dont il est responsable'. Il s'agit d'une nuance importante.

Enfin, tu auras sans doute remarqué qu'il manque le mot 'avoir' au par. 'Les jeunes francophones ...'.

Mille et un mercis.

Nous apprécions beaucoup ton aide.

Forward Header

Subject: Discours-conseil scolaire
Author: Ghislaine Frappier at JLS7-HULL
Date: 96-09-26 16:26

Chantal Turcotte a finalement eu la chance de reprendre ce discours et faute de temps, nous n'avons pu vous le transmettre avant de le redonner à la région. Le discours (voir ci-joint) est beaucoup plus élaboré et franchement meilleur selon moi. Je lui ai lu ce que nous avons fait de notre côté et cela allait bien avec sa version. Chantal Turcotte me disait que votre approbation n'était pas nécessaire car c'était la Région qui était responsable en bout de ligne. J'en ai parlé à Paula et nous avons dit à Chantal qu'elle pouvait le transmettre à la région.

J'ai remercié Chantal car elle a travaillé très vite et elle était "débordée" mais j'imagine, (de quoi je me mêle!) qu'un merci serait apprécié.

Chantale Jeannotte

Forward Header

Subject: Discours-conseil scolaire
Author: Chantal Turcotte at JLN10-HULL
Date: 26/09/96 16:11

8170-6-96
Author: Paula Doyon at JLS7-HULL

Date: 96-09-26 17:53

Priority: Urgent

TO: Chantal Turcotte at JLN10-HULL

CC: Hilaire Lemoine, Michele Blais-Chauvin, Ghislaine Frappier,
Karine Andraos at CANADIAN-IDENTITY

Subject: Discours-conseil scolaire - Important

Chantal,

Comme je te l'expliquais dans un message que je viens de te laisser, il serait important qu'une phrase soit supprimée du discours. Il s'agit de la phrase que se lit : 'Nous avons bon espoir que le territoire de l'Autorité scolaire inclura très bientôt toute la Colombie-Britannique'. Motif : raisons politiques.

Il faudrait revoir la deuxième phrase du même par. qui devrait se lire comme suit :

'Il aura pour mandat de gérer les programmes en français dans les dix-huit districts dont il est responsable'. Il s'agit d'une nuance importante.

Enfin, tu auras sans doute remarqué qu'il manque le mot 'avoir' au par. 'Les jeunes francophones ...'.

Mille et un mercis.

Nous apprécions beaucoup ton aide.

Paula

Forward Header

Subject: Discours-conseil scolaire

Author: Ghislaine Frappier at JLS7-HULL

Date: 96-09-26 16:26

Chantal Turcotte a finalement eu la chance de reprendre ce discours et faute de temps, nous n'avons pu vous le transmettre avant de le redonner à la région. Le discours (voir ci-joint) est beaucoup plus élaboré et franchement meilleur selon moi. Je lui ai lu ce que nous avons fait de notre côté et cela allait bien avec sa version. Chantal Turcotte me disait que votre approbation n'était pas nécessaire car c'était la Région qui était responsable en bout de ligne. J'en ai parlé à Paula et nous avons dit à Chantal qu'elle pouvait le transmettre à la région.

J'ai remercié Chantal car elle a travaillé très vite et elle était "débordée" mais j'imagine, (de quoi je me mêle!) qu'un merci serait apprécié.

Chantale Jeannotte

Forward Header

Subject: Discours-conseil scolaire

Author: Chantal Turcotte at JLN10-HULL

Date: 26/09/96 16:11

Author: ~~Christaine Frappier~~ at JLS7-HULL
Date: 96-09-26 16:26
Priority: Normal
TO: ~~Christine Lemoine~~
CC: Paula Doyon
Subject: ~~Discours-conseil-scolaire~~

Chantal Turcotte a finalement eu la chance de reprendre ce discours et faute de temps, nous n'avons pu vous le transmettre avant de le redonner à la région. Le discours (voir ci-joint) est beaucoup plus élaboré et franchement meilleur selon moi. Je lui ai lu ce que nous avons fait de notre côté et cela allait bien avec sa version. Chantal Turcotte me disait que votre approbation n'était pas nécessaire car c'était la Région qui était responsable en bout de ligne. J'en ai parlé à Paula et nous avons dit à Chantal qu'elle pouvait le transmettre à la région.

J'ai remercié Chantal car elle a travaillé très vite et elle était "débordée" mais j'imagine, (de quoi je me mêle!) qu'un merci serait apprécié.

Chantale Jeannotte

Forward Header

Subject: Discours-conseil scolaire
Author: Chantal Turcotte at JLN10-HULL
Date: 26/09/96 16:11

Notes pour une allocution

de

**Madame Anna Terrana,
députée de Vancouver est,
au nom de l'honorable Sheila Copps,
vice-première ministre et
ministre du Patrimoine canadien,**

**à l'occasion du lancement de la gestion
des programmes francophones
par le Conseil scolaire de la Colombie-Britannique**

Vancouver (Colombie-Britannique)

Le 28 septembre 1996

À VÉRIFIER AU MOMENT DE L'ALLOCUTION

Chers, parents, élèves et membres du personnel,
Amis francophones et francophiles,
Membres et amis du Conseil scolaire francophone de la Colombie-Britannique,

Nous franchissons aujourd'hui une étape déterminante dans le devenir de la communauté francophone de la Colombie-Britannique, et je suis heureuse de partager ces moments de joie avec vous.

L'ensemble des Franco-Colombiens et des Franco-Colombiennes peuvent être fiers de ce qu'ils ont accompli : après plusieurs années de travail et d'efforts, le Conseil scolaire francophone de la Colombie-Britannique voit enfin le jour. Aujourd'hui, le rêve de toute une communauté devient réalité.

Ce conseil scolaire est né de la volonté des parents francophones d'offrir à leurs enfants un enseignement de qualité dans leur langue. Il aura pour mandat de gérer les programmes francophones des dix-huit districts déjà visés par l'Autorité scolaire. Nous avons bon espoir que le territoire de l'Autorité scolaire inclura très bientôt toute la Colombie-Britannique.

L'épanouissement des communautés francophones en milieu minoritaire dépend largement des moyens d'éducation qui s'y trouvent. Les services éducatifs qu'offrira le nouveau conseil scolaire aideront les Franco-Colombiens et les Franco-Colombiennes à perpétuer leur langue et leur culture. Ils feront en sorte que les jeunes francophones puissent recevoir une formation de qualité en français et permettront d'assurer une relève à la communauté.

Les jeunes francophones de partout au Canada doivent accès à un enseignement dans leur langue maternelle pour reprendre le flambeau de la culture française : il y va de l'avenir de la francophonie canadienne.

Le Conseil scolaire devra relever de nombreux défis, et sa tâche ne sera pas facile. Cependant, il pourra compter sur l'appui d'une communauté dynamique et sur l'engagement du gouvernement du Canada à l'égard de la promotion des langues officielles.

Je félicite et remercie chacun et chacune d'entre vous qui avez défendu ce projet avec conviction. Vous avez investi beaucoup d'énergie dans cette cause. Aujourd'hui, vous récoltez ce que vous avez semé.

Au nom de Madame Sheila Copps, vice-première ministre et ministre du Patrimoine canadien, je vous encourage à persévérer et souhaite longue vie au Conseil scolaire francophone de la Colombie-Britannique!

Mes meilleurs vœux de succès et bonne année scolaire!

Author: Joan MacPhail at VANCOUVER

Date: 25/09/96 12:02

Priority: Normal

Receipt Requested

TO: Michele Blais-Chauvin at JLS7-HULL

CC: Ginette Montreuil

Subject: ÉBAUCHE - Scénario, Séquence d'événements, Speech

8140-6-96

Bonjour,

Tel que demandé, voici les ébauches pour le "Lancement de la gestion des programmes francophones par le Conseil scolaire de la Colombie-Britannique" (le 28 septembre 1996) ces ébauches ont été fournies à la Service de la haute direction.

Merci!

Joan

pour Ginette Montreuil

NOTE À L'INTENTION DE

**PARTICIPATION DE AU LANCEMENT
DE LA GESTION DES PROGRAMMES FRANCOPHONES
PAR LE CONSEIL SCOLAIRE DE COLOMBIE-BRITANNIQUE**

(Pour information)

RÉSUMÉ

- ° Le Conseil scolaire francophone de la Colombie-Britannique procédera au lancement de la gestion des programmes francophones à Vancouver au Parc Spanish Banks le 28 septembre 1996.
- ° Le gouvernement provincial a établi la "Francophone Education Authority" (autorité scolaire) en novembre 1995. ~~son mandat est de gérer un~~ ^{ce} conseil scolaire francophone ~~couvrant~~ ^{sur} un territoire allant de Chilliwack à Vancouver ainsi que le sud de l'île de Vancouver.
- ° ^{//} L'~~autorité scolaire~~ ^{en français} est chargée de la prestation du programme francophone aux élèves admissibles fréquentant les écoles situées dans son territoire. Le ministère a nommé cinq conseillers/conseillères chargés de superviser l'établissement du Conseil scolaire francophone.

le l'Éducation

Contexte

- ° Le 3 septembre 1996 ^e ~~marque~~ ^{pour le} la première rentrée scolaire pour les programmes francophones qui sont dorénavant sous la tutelle du Conseil scolaire francophone de la Colombie-Britannique. ^{Celui-ci souligne l'événement} ~~Le lancement de cette institution~~ par la tenue d'un pique-nique communautaire donne l'occasion à la communauté francophone de la Colombie-Britannique de se rassembler dans un esprit de fête, de concertation et de coopération.

- 2 -

- ° C'est le 1er juillet 1996 que le Conseil scolaire francophone de la Colombie-Britannique a officiellement pris la responsabilité de tous les aspects de l'éducation ^{en français} francophone dans son territoire. Une équipe de gestion formée d'administrateurs et d'administratrices d'écoles offrant le programme ^{Cadre} francophone a apporté son aide ^{a la mise en place} au niveau de l'établissement et des opérations du Conseil scolaire francophone de la Colombie-Britannique.
- ° ~~La Colombie-Britannique compte 15,000 Franco-colombiens de plus en 15 ans. C'est la province anglophone qui a connu au cours des 15 dernières années, la plus forte augmentation de sa population francophone, celle-ci s'établit à environ 60,000 personnes à l'heure actuelle.~~
- ° En 1995-1996, plus de 2,500 élèves francophones étaient inscrits au Programme cadre de français dans les quelque 25 districts scolaires de la province.

Programme des langues officielles dans l'enseignement

- ° Ce programme accorde chaque année une contribution au gouvernement provincial afin d'aider à offrir à la minorité francophone l'instruction dans sa langue et à donner aux élèves anglophones la possibilité d'apprendre le français comme langue seconde.

Considérations

- ° ~~Les négociations entre les deux paliers de gouvernement pour le financement de la mise en oeuvre de l'Autorité scolaire ont débuté dès l'année dernière à l'annonce de l'établissement de l'Autorité scolaire mais n'ont pas progressé à un rythme constant dû à deux causes principales : d'une part, la poursuite devant les tribunaux par l'Association des parents francophones de la Colombie-Britannique contre le gouvernement de la Colombie-Britannique dont le jugement a pris en défaut le gouvernement provincial qui a légiféré sans reconnaître les droits de la minorité francophone stipulés à l'article 23 de la Charte canadienne des droits et~~

- 3 -

libertés. D'autre part, le climat politique et le caractère ethno-démographique de la Colombie-Britannique rendent les décisions de financement très sensibles aux attaques des médias et de la population majoritaire.

Conclusion

- Vous trouverez en annexe vos notes d'allocution, le scénario et la séquence d'événements pour votre participation au pique-nique de samedi le 28 septembre 1996.

Pièces jointes: Notes d'allocution, scénario, séquence d'événements

Préparé par:

Ginette Montreuil

Programme des langues officielles

District du Lower Mainland

Région du Pacifique et du Yukon

(604) 666-2218

Approuvée par:

Laurel March

Directrice par intérim

du District du Lower Mainland

Région du Pacifique et du Yukon

(604) 666-5089

Approuvée par:

Joanne Sankew

Directeur exécutif régional

par intérim

Région du Pacifique et du Yukon

(604) 666-2060

1ère version
le 25 septembre 1996

Notes pour une allocution
à l'occasion du lancement de la gestion
des programmes francophones
par le Conseil scolaire de la Colombie-Britannique

Vancouver (Colombie-Britannique)
Le 28 septembre 1996

À VÉRIFIER AU MOMENT DE L'ALLOCUTION

SEPTEMBER 25, 1996

**SCENARIO AND SCHEDULE
FOR THE PARTICIPATION BY**

**IN THE LAUNCHING OF THE GOVERNANCE
OF THE FRANCOPHONE SCHOOL PROGRAMS
BY THE CONSEIL SCOLAIRE FRANCOPHONE
DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE**

SATURDAY, SEPTEMBER 28, 1996

**THE LAUNCHING OF THE GOVERNANCE
OF FRANCOPHONE SCHOOL PROGRAMS BY
THE CONSEIL SCOLAIRE FRANCOPHONE
DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE**

SEPTEMBER 28, 1996

SCENARIO

LOCATION:

Spanish Banks Park
(near University of B.C.)
4th Avenue West,
turn right on Tolmie,
left on S.W. Marine Drive
Continue straight to the 3rd parking area
Vancouver, B.C.

Téléphone: (604) 736-5030

TIME:

The Launch will take place at 11:45 a.m.

PARTICIPANTS:

- ◆ Peter Owen, Director, Ministry of Education
- ◆ Raymond Ouimet, Director, Ministry of Education
- ◆ Jean-Louis Hérivault, Représentant du Bureau du Québec à Vancouver.
- ◆ Vincent Pigeon, President, Conseil Scolaire
- ◆ Nicole Hennessey, Advisor
- ◆ Louise Côté Madell, Advisor
- ◆ Martine Galibois-Barss, Advisor

DRESS:

Casual

MEDIA INVITED:

An invitation was sent to media from B.C.: Radio-Canada, Le Soleil, Vancouver Sun and The Province (not confirmed).

ENVIRONMENT

You will be seated, facing the audience, with all the other guests of honour. You will deliver your address into a microphone mounted on a lectern.

AUDIENCE:

Mr. Vincent Pigeon will be introducing each guest of honour. He is expecting 1000 - 1500 people, parents, teachers, pupils and community members.

THURSDAY, SEPTEMBER 28, 1996

SCHEDULE

- 11:35** On your arrival at the Park, Mr. Pigeon will greet you and show you to the guests of honour platform.
- 11:40** The guests of honour will take their seat facing the audience. Your seat will be the first on the right from the middle, among the guests of honour, in front of the Canadian flag.
- 11:45** The opening ceremony begins with the singing of "O Canada".
- Welcoming remarks by Vincent Pigeon, President of the Conseil Scolaire de la Colombie-Britannique.
- 11:50** - You will be introduced by Mr. Pigeon and asked to deliver your speech.
- 11:55** - Mr. Pigeon will thank you and the Band will be playing shortly after. A few performers such as: Crystal Plamondon from Alberta will sing the Theme Song for the Conseil Scolaire. People were already distributed the lyrics of the song and will sing along.
- There will also be an exhibition of Martial Arts and a Youth Group will be singing.

* All around the Park there will be all kind of activities. Such as: Face painting, parachute, dancing, volley ball. Corn on the cob, hot dogs will be served free of charge for everyone.

* There will be a tent set up in case of rain.

Prepared by:

Ginette Montreuil
Manager
Official Languages Program
(604)666-2218

Approved by:

Laurel March
A/Director
Lower Mainland District
(604)666-5089

September 25, 1996



Canadian Heritage Patrimoine canadien

Your file Votre référence

Our file Notre référence

SEP 25 1996

Mr. Peter Owen
Executive Director
Legislation and Independent Education
Ministry of Education, Skills and Training
Government of British Columbia
Parliament Buildings
Victoria, British Columbia
V8V 1X4

Dear Mr. Owen:

I am sending you this letter concerning the financial participation of the federal government in the implementation of school governance in British Columbia.

Now that the Province of British Columbia has indicated that it will not be appealing the judgement made by the Supreme Court of British Columbia in August, I would like to reiterate our willingness to continue discussions to reach an agreement on this matter.

As you know, the federal government is offering to contribute \$10.5 M through to the end of fiscal year 1998-99 under the *Canada-British Columbia Special Agreement for the Implementation of Francophone Schools Governance*. Capital expenditures should also be considered within that \$10.5 M envelope.

In the context of the recent Supreme Court's decision, changes will be required to the proposed text of the Special Agreement. In order to complete this document, I reiterate our need to receive your Annual Budget which is, according to Clause 7.2, an integral part of the Special Agreement.

In order to help you prepare this budget, I am including the grid used by your Department in previous negotiations. I suggest that our officials meet in the coming weeks for a working session to complete this appendix.

.../2

Canada



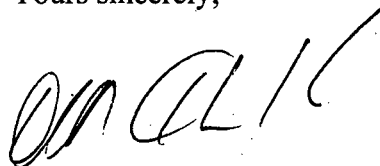
- 2 -

As well, given that the Francophone Education Authority is now operational, you may wish to make some changes to your initial Francophone Schools Governance proposal. In addition, projects and activities included in your draft annual submission under the Official Languages in Education Program, received last June, should be reviewed to better reflect the Francophone Schools Governance proposal.

As soon as we receive the required information, we will finalise the revised text and send it to your office for comments. We could then organize a conference call to discuss any outstanding issues. Once we have reached an agreement, it is our understanding that you will consult with representatives of the Francophone Education Authority.

It is my hope that by the end of November, we will be in a position to recommend to our respective ministers the signing of this important agreement which will allow the new Francophone Education Authority to fulfill its mandate in the most efficient way.

Yours sincerely,



Orest Kruhlak
Regional Executive Director
Pacific and Yukon Region

Enclosure

c.c. Hilaire Lemoine

ESTIMATED ELIGIBLE COSTS, EXPENDITURES TIMETABLE AND PROJECTED CONTRIBUTIONS

1. ESTIMATE OF ELIGIBLE COSTS AND EXPENDITURES TIMETABLE

ACTIVITIES	1993-94	1994-95	1995-96	1996-97	1997-98	1998-99	TOTAL
START UP COSTS							
IMPLEMENTATION COSTS							
Curriculum Development							
Assessment, Evaluation and Examinations							
Learning Resources							
Mesures d'accueil/ Language Acquisition							
Pre-Service and In-Service Teacher Training							
Electronic Network							
CAPITAL COSTS							
TOTAL							

2. PROJECTED CONTRIBUTIONS

REVENUE SOURCES	1993-94	1994-95	1995-96	1996-97	1997-98	1998-99	TOTAL
Canadian Heritage							
British Columbia							
TOTAL							